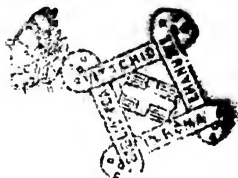


NAPOLÉON AU CONSEIL D'ÉTAT.







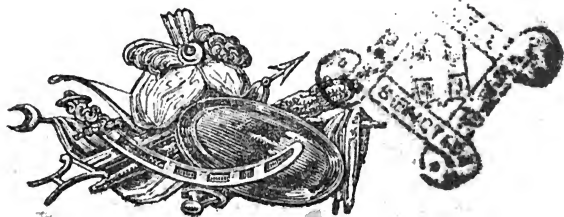


NAPOLÉON

AU CONSEIL D'ÉTAT,

Par ÉMILE MARCO DE SAINT-HILAIRE.

—
TOME DEUXIÈME.



BRUXELLES,
ALPH. LEBÈGUE ET SACRÉ FILS,
IMPRIMEURS-ÉDITEURS.

—
1843





NAPOLÉON AU CONSEIL D'ÉTAT.



LES ÉMIGRÉS.

La constitution de l'an VIII avait maintenu les lois sur les émigrés; cependant, rassurés par les principes du gouvernement consulaire, ils se présentèrent de toutes parts pour rentrer dans leur patrie.

Le général Beurnonville, alors ambassadeur à Berlin, ayant écrit au premier consul en faveur du chevalier de Boufflers, Napoléon dit à Cambacérès :

— Que pensez-vous de celui-là?... Je ne vois pas d'inconvénient à ce qu'il revienne. Il n'a jamais attaqué la république qu'avec des épigrammes. — M. de Boufflers, répondit en souriant le second consul, sera un candidat de plus pour l'Institut. — C'est juste, n'y ferait-il que des chansons : nous en avons, en ce moment, plus besoin que jamais. Écrivez au citoyen

Beurnonville que son protégé peut rentrer en France quand bon lui semblera *.

Cambacérés, homme modéré s'il en fut, crut devoir profiter du moment de gaieté et des bonnes dispositions du premier consul pour lui parler de la rentrée *en masse* des émigrés.

— Général, lui dit-il sur le même ton, vous avez déjà réconcilié les Français avec Dieu, et c'est très-beau; mais il serait très-bien aussi de les réconcilier entre eux. — Comment l'entendez-vous? demanda vivement Napoléon. — Selon moi, poursuivit Cambacérés, il n'y a jamais eu de véritables listes d'émigrés; il n'y a eu que des listes d'*absents*, et la preuve, c'est qu'ils nous reviennent tous les jours. — Parce que nous les rayons des listes, interrompit Napoléon; mais ces listes n'en existent pas moins. — C'est justement pour cela qu'il faudrait les annuler.

Une mesure si importante donna à penser au premier consul qui, après un moment de réflexion, parut embrasser l'idée de Cambacérés et lui répondit en hochant la tête :

* Le chevaliers de Boufflers revint à Paris, enchanté de Beurnonville et du gouvernement consulaire. Cambacérés reçut le poète grand seigneur dans son salon, l'invita à ses dîners et le traita si bien qu'il s'en fit bientôt un de ses plus fervents apôtres. Boufflers écrivit à ceux de ses amis qui avaient émigré comme lui, notamment à l'abbé Delille, et les engagea à demander leur rentrée, en leur donnant l'assurance qu'on n'attendait, pour la leur accorder qu'une simple démarche de leur part. Le premier consul fit rayer le nom de Delille sur la liste des émigrés. MM. de Valence, Lezai de Marnesia, de la Rochefoucault-Liancourt, et beaucoup d'autres, obtinrent la même faveur, sous la seule condition d'une surveillance municipale qui fut évée quelques mois après leur retour en France.

— Eh bien!... nous verrons; mais je voudrais excepter au moins mille personnes des plus grandes familles, de celles surtout qui sont restées attachées à l'ancienne cour, à la maison des princes, et, ce qui est le pire, aux princes étrangers *.

Bientôt après une commission fut nommée pour examiner les demandes de radiation **. Les membres de l'assemblée constituante furent, par une décision particulière, placés en première ligne pour être rayés; puis enfin une loi fut rendue pour clore la liste des émigrés ***.

Le premier consul fit plus : il voulut qu'une pension fût accordée à la veuve de l'homme qui le premier avait présidé l'assemblée constituante, l'infortuné Bailly. Cet acte privé fut tout à la fois un hommage rendu à cette assemblée et une éclatante réprobation des lois barbares qui avaient prescrit, comme ennemis de la liberté, ses plus zélés défenseurs.

* Le sénatus-consulte réduisit l'exception de moitié.

** Un arrêté des consuls du 28 vendémiaire an IX (20 octobre 1800), relatif aux individus inscrits sur la liste des émigrés, rappelait en France, au moyen de classifications nouvelles, presque tous les émigrés et les prêtres déportés. Il n'y avait qu'un certain nombre de noms qui devaient être maintenus.

*** Cette loi du 3 mars 1801 déterminait le mode d'application des lois antérieures relatives à l'émigration, et décidait que tout individu qui, depuis le 25 décembre 1799, jour de la mise en activité de la constitution de l'an VIII, se serait absenté de France ou s'en absenterait à l'avenir, ne serait pas soumis aux lois sur l'émigration. Ceux qui désormais seraient prévenus d'avoir émigré avant le 25 décembre devaient être jugés par les tribunaux criminels ordinaires, et la seule question soumise au jury était : « L'accusé est-il coupable d'émigration ? » Le jury devait

Sur ces entrefaites le premier consul quitta Paris pour aller entreprendre, en Italie, cette fabuleuse campagne que devait couronner la victoire de Marengo. En son absence la commission proposa des radiations, et Cambacérès, en l'absence de Napoléon, les approuva et les signa toutes; mais au nombre des émigrés rayés se trouvèrent de ces grands noms qui avaient porté les armes contre la France. A son retour, le premier consul en montra beaucoup d'humeur; il réprimanda hautement et en plein conseil d'État la commission des ministres, et plus particulièrement Cambacérès. Celui-ci rejeta la faute sur Fouché, dans les bureaux de qui le travail avait été élaboré. Napoléon ayant acquis la preuve que beaucoup de ces radiations n'avaient été accordées qu'à la faveur, à l'intrigue et même à l'argent, voulut concentrer cette besogne dans son cabinet particulier; mais malgré tous ses efforts et ceux de son secrétaire intime Bourrienne, elle ne produisit qu'une douzaine de radiations par semaine; alors le premier consul écrivit au conseiller d'État Berlier pour savoir s'il ne lui serait pas possible de trouver un moyen de révoquer les radiations faites évidemment au mépris de la loi et des intentions du gouvernement.

Berlier vint aux Tuileries s'en expliquer avec le premier consul; il commença par disculper Cambacérès comme n'ayant agi et signé que d'après l'avis d'hommes dont le civisme et la probité ne pouvaient être suspectés.

répondre par *oui* ou par *non*. Tous les autres individus considérés comme émigrés devaient être passibles des mesures invoquées contre eux.

— Et probablement, général, ajouta-t-il en terminant, les commissaires n'ont fait appliquer la loi, de même que le second consul, que d'après les formalités prescrites.

Et tout en parlant, ce conseiller aperçut sur le bureau de Napoléon plusieurs dossiers, sur la couverture desquels était cette suscription : *Émigrés*, écrite en gros caractères; il en prit un au hasard et le parcourut. Les certificats de résidence se trouvant en bonnes formes, il les montra au premier consul qui, après les avoir lus et examinés attentivement, s'écria avec exaspération :

— Mais... il faut faire pendre ces témoins-là! — Il me semble impossible, citoyen premier consul, reprit Berlier, lorsque Napoléon se fut un peu calmé, de révoquer ces arrêts sans diriger d'abord des poursuites criminelles contre le *certificateurs* et sans les faire condamner comme *faux témoins*. Après quoi, les arrêts pourront être rapportés comme *subreptices* et *rendus sur fausses pièces*. Prendra-t-on cette voie?...

— Pourquoi pas? répondit Napoléon. — Parce que nous manquons de données assez positives même pour conseiller ce moyen; je maintiendrais donc ce qui est fait; mais je recommanderais plus de circonspection pour ce qui reste à faire. La république ne périra pas pour garder dans son sein cinq ou six cents ennemis de plus : n'en a-t-elle pas déjà vaincu ou comprimé des milliers?....

Le premier consul parut se rendre à cet avis.

— Mon cher Berlier, dit-il, la matière est neuve, elle demande à être étudiée. Venez donc déjeuner demain matin avec moi, et tâchez de m'amener deux ou trois de vos collègues. Vous êtes sûr de trouver Treil-

hard chez lui, c'est un travailleur; Defermon, Regnault... enfin ceux sur lesquels vous pourrez mettre la main, ajouta-t-il en souriant. Je compte sur vous, et sur eux, à onze heures précises : nous causerons après.

Le lendemain ces trois conseillers furent exacts au rendez-vous. Au sortir de table, Napoléon les emmena dans son cabinet, et faisant tomber la conversation sur la matière de l'émigration en général, il leur dit :

— C'est un dédale; je ne vois pas comment en sortir. Il y a peut-être plus de cent mille noms sur ces malheureuses listes * : il y a de quoi faire tourner la tête. Dans cette confusion, les plus considérables et les plus hostiles se tirent d'embarras; ils ont, plus que les autres, de quoi acheter des témoins. Ainsi, un duc est rayé et un pauvre laboureur est maintenu. C'est un pitoyable contre-sens; je voudrais qu'on éliminât le fretin en classant les individus d'après certains caractères qui feraient descendre la faveur sur la plus basse classe, au lieu de la faire remonter vers les plus élevés. C'est à celles-ci qu'appartiennent les émigrés de 1789 et de 1791, *vrais criminels de lèse-nation*. Il faudrait réduire ces listes des trois quarts; alors ils seraient mieux signalés, ils n'échapperaient plus, ne se sauveraient plus dans l'eau trouble.

Partant de cette idée, la conversation continua sur les moyens d'exécution. On prit pour bases principales la condition des individus et les époques de leur sortie du territoire.

* La liste générale des émigrés offrait une nomenclature de près de cent cinquante mille individus, et formait neuf registres grand in-folio.

— Mais, citoyen premier consul, dit Berlier, un travail de cette espèce n'est pas de nature à être improvisé. — Nous le mûrirons au conseil, dit Napoléon.

Et il congédia ses invités.

Berlier courut chez Cambacérès et lui rendit compte de l'entretien que lui et ses collègues avaient eu avec le premier consul, il n'y avait qu'un moment. Cambacérès éprouva un grand soulagement en apprenant que la colère de Napoléon s'était apaisée, et se mit lui-même à tracer, sur *l'élimination*, quelques idées qu'il se proposait de soumettre au conseil, à la première occasion qui lui serait offerte, bien que ces idées ne dussent pas coïncider avec celles émises par le premier consul.

Napoléon présenta son travail d'élimination, à lui, au conseil d'État, qui l'adopta; et un arrêté du 28 vendémiaire an IX divisa les émigrés en deux classes; la première (la plus nombreuse) devait être éliminée de la liste; la seconde y être maintenue.

Lors de la discussion, Cambacérès ne s'était pas montré favorable à la mesure; mais son opposition avait été étouffée par la majorité; le second consul avait même dit, en s'adressant aux plus chauds défenseurs de l'arrêté :

— Vous n'avez, dans ce moment, d'autre but que de faire rentrer, chacun, quinze ou vingt émigrés de vos amis; mais quand ils seront ici, vous verrez ce qui arrivera : vous n'en serez plus les maîtres. — Bah! bah! avait répliqué le premier consul en faisant un mouvement d'épaules. — C'est comme vous voudrez, avait répliqué Cambacérès en s'adressant à Napoléon, dont il avait parfaitement interprété le geste; mais, moi, je soutiens que l'existence de votre gouvernement sera

toujours précaire tant qu'il n'aura pas rangé autour de lui quelques centaines de familles de la révolution, réunissant tout à la fois de la fortune, de la considération et des places, pour contre-balancer l'émigration.

Ce à quoi Napoléon avait répondu d'une manière brève :

— Mon cher collègue, j'en aurai quand je voudrai, et autant que je voudrai, non par centaines, mais par milliers. — Je le souhaite de tout mon cœur, citoyen premier consul, avait répondu Cambacérès avec le calme qui lui était habituel.

L'arrêté du 28 vendémiaire était une grande porte ouverte à l'émigration; cependant elle se trouva encore trop étroite pour tous les émigrés qui voulaient rentrer. C'était un combat continu entre eux et l'autorité. Le ministre de la police faisait sonner bien haut l'arrestation et le renvoi de quelques-uns d'eux rentrés sans autorisation ou qui inquiétaient les acquéreurs de leurs biens*, et en même temps il accordait de toute main des surveillances à tous ceux qui en demandaient sans avoir égard à la distinction faite par l'arrêté du 28 vendémiaire.

Il faut dire que le premier consul, chez qui les grands noms de l'ancien régime excitaient toujours une sorte

* Ces émigrés rentrés, employèrent, dans les départements méridionaux, la terreur, les menaces de violence, et surtout le fanatisme, pour parvenir à leur but. Cette conduite tempéra l'excès de faveur que Napoléon accordait déjà aux hommes de l'ancien régime, et restreignit les concessions qu'il faisait volontiers aux émigrés tant soit peu connus. Puis il s'empessa, par une circulaire adressée aux préfets et insérée dans le *Moniteur*, de calmer les inquiétudes des acquéreurs de biens nationaux, ne voulant pas avoir l'air de braver par trop l'opinion publique.

d'admiration, avait autorisé Fouché, en dessous main, à rappeler ces derniers de préférence aux autres. Il lui donna même l'ordre par écrit d'adresser au duc de Richelieu, alors en Russie, un passe-port avec une lettre dans laquelle Fouché lui disait, entre autres choses, « qu'un Richelieu ne saurait être émigré, que » la patrie le verra avec satisfaction et orgueil au rang » de ses citoyens, et qu'il peut rentrer en France avec » l'assurance d'y jouir de la considération due à son » nom. » Au reçu de la missive ministérielle, M. de Richelieu revient en France, vend ce qu'il y trouve de propriétés à lui appartenant, parle et se conduit en grand seigneur de l'ancien régime. On donne au Théâtre-Français le fameux drame d'Alexandre Duval, intitulé : *le Prétendant ou Édouard en Écosse* : M. de Richelieu y assiste dans une baignoire faisant face à la loge du premier consul, saisit toutes les allusions politiques dont la pièce fourmille, applaudit avec fureur à certains passages, et sans doute pour être mieux remarqué s'avance à moitié corps hors de la loge; mais le lendemain matin il est mandé chez le ministre de la police qui lui dit :

— Le premier consul avait cru que l'âge et l'expérience vous auraient inspiré, sinon assez de sagesse, du moins assez de prudence pour ne pas vous conduire en étourdi, pour ne pas insulter, par un scandale public, aux lois et aux principes d'un gouvernement dont la conduite a été si bienveillante à votre égard, pour ne pas braver ce gouvernement dont vous avez reçu une si haute marque d'estime. C'est donc à regret que je vous signifie l'ordre de quitter Paris dans les vingt-quatre heures, et de sortir, sous huit jours, du territoire de la république.

M. de Richelieu, forcé d'obéir aux ordres de Fouché, retourna immédiatement en Russie.

— Cette fois, dit Napoléon instruit de son départ, de M. de Richelieu est bien et dûment émigré.

Pendant la discussion du code, le titre de la jouissance des *droits civils* touchait de trop près à la question de l'émigration pour qu'elle ne fût pas au moins effleurée, bien que les rédacteurs de l'article l'eussent éludée ou plutôt qu'ils eussent implicitement abrogé les lois sur l'émigration, par la disposition même de l'article; mais un conseiller en ayant fait la remarque de façon à être distinctement entendu, Napoléon interrompit la discussion en disant :

— La réflexion est juste : dans tous les pays, dans tous les siècles, il y a eu des lois semblables à celles qui concernent les émigrés. Il faut donc rappeler ces lois et les maintenir; on ne doit pas hésiter à convenir qu'il y a de ces lois qui appartiennent aux maladies du corps politique. — Ces lois sont révolutionnaires! dit le consul Lebrun. — Eh bien! citoyen collègue, répliqua vivement Napoléon en se retournant vers le troisième consul, quel pays n'a pas ses lois révolutionnaires? En connaissez-vous? Serait-ce l'Angleterre?... Voyez sa loi du *test*, ses lois sur les Irlandais... *Révolutionnaires!* dites-vous... Mais ce n'est qu'un mot. Il y a cinq ou six mille émigrés qu'on ne doit pas laisser rentrer pour troubler les propriétaires, à moins qu'ils ne passent sur nos cadavres.

La question d'émigration en resta là pour cette fois, et la discussion des articles du code continua paisiblement.

A la séance du 24 thermidor an IX, le premier consul apporta au conseil un projet d'arrêté qui prohibait

la levée du séquestre sur les bols de trois cents arpents et au-dessus appartenant aux émigrés, et à cette occasion il dit :

— Des émigrés rayés coupent leurs bols, soit par besoin, soit pour en porter l'argent à l'étranger. Je ne veux pas que les plus grands ennemis de la république, les défenseurs encroûtés des vieux préjugés recouvrent leur fortune en dépouillant la France. Je veux bien les recevoir, eux; mais avant tout, il importe à la nation de conserver ses forêts; la marine en a besoin. Et puis leur destruction, leur altération même ne serait-elle pas contraire à tous les principes d'une bonne économie? Nous ne devons pas garder les bols sans indemniser les propriétaires, c'est vrai, mais on les payera quand on pourra et progressivement... Ce sera d'ailleurs un excellent moyen, en faisant traîner le paiement en longueur, de tenir les émigrés sous la main du gouvernement. — Alors, dit Defermon, les émigrés rayés les premiers seront nécessairement les mieux traités, bien que les dispositions ne leur soient pas favorables.

Regnault, tout en improuvant l'arrêté du premier consul, se prit à dire :

— Que voulez-vous! c'est un résultat forcé de l'abus qu'on a fait des radiations.

A ces mots Napoléon se leva vivement, et s'adressant à ce conseiller, lui dit avec véhémence :

— Qu'appellez-vous *abus*, citoyen Regnault? En vérité, j'aime bien à entendre crier contre les radiations! Mais vous-même, combien n'en avez-vous pas sollicité? Cela se conçoit : il n'y a personne qui n'ait sur les listes un parent ou un ami. J'ai vu sur ces listes des membres de la Convention, des généraux, des artis-

tes, des savants : le citoyen Monge y était inscrit. Ce sont des figures de rhétorique que vous nous faites là, citoyen Regnault. Si vous étiez gouvernement ou même ministre, vous feriez tout comme nous : avant de crier contre le gouvernement il faudrait se mettre à sa place. — Peut-être ferait-il bien d'accorder des aliments aux enfants des émigrés pour ménager l'opinion publique, dit Defermon. — Eh! que m'importe l'opinion des salons et des caillettes? répliqua le premier consul; je ne l'écoute pas. En fait d'opinion, je n'en connais qu'une : c'est celle des gros paysans, tout le reste n'est rien pour moi; quand même il ne faut pas considérer cette question sous le rapport du droit civil. — Mais c'est vous-même qui l'avez jugée ainsi, interrompit une voix. — Cette question est toute politique, continua Napoléon. Quand je suis arrivé au gouvernement, je ne connaissais pas la législation sur les émigrés, Sieyès se moquait de moi... — Vous le lui avez bien rendu, reprit la même voix. — C'est vrai! continua Napoléon en souriant; mais c'est à présent chose faite; seulement on pourra pourvoir, par chaque arrêté, à l'intérêt des familles.

Quelques membres, croyant qu'il conviendrait de faire une loi, demandèrent le renvoi à la section des finances; mais le premier consul s'y opposa.

— Je ne veux pas de loi, dit-il; il faudrait dire des vérités trop dures. Si j'avais cru devoir renvoyer ce projet à la section, je l'eusse fait; mais il aurait traîné, et il est urgent d'arrêter la dévastation des bois. On aurait imputé cette mesure à quelques-uns de vous, tandis qu'elle est de moi, de moi seul, je le répète, parce que je veux que tout le monde la sache.

Le conseil adopta l'arrêté à la presque unanimité,

Le premier consul en présenta immédiatement un autre relatif aux *maisons affectées à un service public*.

— L'affectation à un service public équivaut à une vente, dit Regnault dès que la discussion fut entamée.

— Allons ! dit le premier consul, voilà bien comme vous êtes : quand on veut venir au secours des émigrés, vous trouvez qu'on ne saurait trop faire, et quand on les attaque, vous ne savez pas vous arrêter.

Le conseil adopta ce second projet à l'unanimité.

A la séance du 12 vendémiaire, après une de ses sorties habituelles contre les théophilanthropes, le premier consul continua en ces termes :

— Qu'est-ce qu'un pamphlet signé d'un citoyen Lasalle, relatif à notre arrêté sur les bois des émigrés *?... Qui de vous l'a lu?...

Comme personne ne répondait, Napoléon reprit :

— C'est un mauvais livre qu'on a grand tort de laisser circuler. Je ne l'ai pas lu, mais j'en ai vu l'analyse dans la *Gazette de France*; elle nomme le libraire chez qui se débite cette rapsodie. J'avais cru d'abord que c'était ce Delille Desalle, membre de l'Institut, qui nous avait proposé de consulter le peuple français pour savoir s'il voulait des Bourbons : c'est un fou, lui; mais cet autre Lasalle est un homme de police.

Et s'adressant à Fouché, présent à la séance :

— Citoyen ministre, vous m'avez toujours proposé cet homme-là pour être commissaire général de police à Brest ou à Marseille, je ne sais laquelle de ces deux villes; mais toujours est-il que vous me l'avez fait nom-

* Voici le véritable titre de cette brochure : *Sur l'arrêté des consuls du 24 thermidor, relatif aux lois des prévenus d'émigration*, par le citoyen Henri Lasalle, Paris, 1801.

mer à Brest et qu'il vous a fallu le destituer... — Ce n'est pas moi, citoyen premier consul, qui vous l'ai proposé, répondit Fouché. — Et qui donc, s'il vous plaît? — Je vous le dirai. — Ce qui est certain, c'est que ce n'est pas moi, et, ce qu'il y a de positif, c'est que cet homme-là a dit que ce sont les militaires qui m'entourent qui m'ont fait prendre cet arrêté. Il faut donc que toute l'Europe croie que j'ai un conseil composé de caporaux! Il n'y a pas en France un homme plus civil que moi... — Et plus *poli*, dit un conseiller. — Du moins plus honnête, si vous voulez l'entendre ainsi, continua Napoléon. C'est d'ailleurs faire injure à nos généraux. Que ce M. Lasalle eût discuté l'arrêté quoique fondé sur l'intérêt de l'État, à la bonne heure; mais qu'il vienne calomnier, c'est une chose que je ne puis souffrir et que je ne souffrirai pas, ajouta Napoléon en se retournant du côté de Fouché. Si cet homme eût été un chouan, vous l'eussiez déjà *fourré* au Temple... Je vois le système, j'entrevois où l'on veut me mener... Il se trouve de ces gens-là partout... Voilà le pain qui renchérit, tout de suite ils sont en mouvement... On me jette tout cela à la tête et en même temps... Eh bien! s'il le faut, je tirerai l'épée pour couper le nœud gordien. On me laisse publier un journal par un Méhée, un homme qui a fait le 2 septembre. J'en ai la preuve signée de sa main. Voilà les gens que l'on protège. Est-ce que je devrais me mêler de semblables choses? Devrais-je seulement en entendre parler? N'est-ce pas à la police à y pourvoir? — La police veille! dit Fouché d'une voix grave. — Et moi aussi, répliqua Napoléon en frappant de son poing fermé sur son bureau. Est-ce que vous croyez, citoyen ministre, que, parce que je suis à la Malmaison, je ne sais rien?

Je ne me repose pas sur la police, moi!... Je fais ma police moi-même, et si la vôtre veille, comme vous le dites, moi aussi je veille, et souvent jusqu'à deux heures après minuit. — Lasalle n'est ni un jacobin, ni un chouan, ni un journaliste, dit Fouché; c'est un intrigant qui s'est jeté dans les bras des émigrés. Si je l'avais fait mettre au Temple, je lui aurais donné de l'importance. D'ailleurs, cet homme est mon ennemi personnel *. — Eh bien! raison de plus, reprit Napoléon; vous aviez deux motifs, au lieu d'un, de vous débarrasser de cet homme.

L'intention du premier consul était de rendre aux émigrés tout ce que l'État possédait de biens à eux appartenant, et tout ce qui n'avait pas été aliéné à des tiers. Dans cette immense question il n'avait pas songé un seul instant à toucher aux droits acquis, parce qu'il en connaissait le danger. Il voulait même restituer le tiers qui restait des rentes confisquées, excepté les intérêts échus. C'était chose juste, car l'État, s'étant emparé de ces rentes, avait profité de l'intérêt qu'il n'avait pas payé. Cette confiscation avait été qualifiée du nom fiscal de *confusion*. Napoléon prépara son projet; mais avant de le communiquer au conseil, il convoqua dans son cabinet ceux des conseillers qu'il avait jugés devoir être les plus opposés à la mesure. La discussion fut longue et vive. Le premier consul combattit avec force les nombreuses objections que l'on fit contre son projet, et on lui répliqua avec la même chaleur. Et lorsqu'on en vint au chapitre des

* En 1815, après le retour de Napoléon, Fouché nomma M. Lasalle un des huit commissaires généraux de police qui furent envoyés dans les départements.

rentes confisquées, et que, pour toute réponse, on lui dit qu'il y avait *confusion*, alors ne gardant plus de ménagement : — Mais votre mot de *confusion*, s'écria-t-il avec emportement, n'a été inventé que pour couvrir le vol, la fraude, la spoliation, la banqueroute et toutes les infamies financières dont le dernier gouvernement * s'est rendu si souvent coupable. Ce mot ne devrait se trouver que dans le vocabulaire des nations barbares. Que dirait-on d'un homme qui aurait dérobé un sac de mille francs, qui l'aurait mis avec cent sacs pareils et qui répondrait à celui qui viendrait le réclamer légitimement : *Oui, j'ai bien votre sac, mais je ne puis le reconnaître, il y a confusion*. C'est-à-dire, qu'on veut bien rappeler les victimes de la révolution, mais qu'on prétend garder leurs dépouilles.

Quoique le premier consul pût dire, les conseillers rejetèrent presque toutes ces restitutions, et sur le rapport de Boulay, le conseil d'État assemblé décida que les émigrés amnistiés ne devaient pas avoir les biens qui leur étaient échus par succession, pendant leur émigration, et que ces biens devaient appartenir à la nation, qui les avait recueillis en leur lieu et place.

Le premier consul ordonna aux sections réunies, de finances et de législation, de résoudre plusieurs autres questions relatives aux émigrés et de régler le mode de liquidation de leurs créanciers.

Les émigrés demandaient toujours la restitution des lots de présuccessions et de successions recueillies à leur place par la nation; et enfin de celles échues depuis le sénatus-consulte d'amnistie.

Les sections furent d'avis qu'il n'y avait pas lieu à faire

* Le Directoire.

cette restitution, 1° parce que le sénatus-consulte d'amnistie ne leur rendait que *leurs biens*, et que les biens mentionnés plus haut n'avaient jamais appartenu aux émigrés, et par conséquent n'avaient jamais été *leurs*; 2° que pour décider autrement, il aurait fallu que le sénatus-consulte eût détruit rétroactivement l'effet de la mort civile, et qu'il avait, au contraire, confirmé ce principe; 3° que l'amnistie, quoique générale, ne s'appliquait à aucun en particulier, et que ses effets ne commençaient à courir que du jour où les certificats avaient été délivrés. Quant aux dettes des émigrés, les sections étaient d'avis qu'il fallait autoriser les créanciers à poursuivre ceux de leurs débiteurs auxquels on rendait les biens.

Treilhard et Defermon soutinrent le projet. Le troisième consul attaqua l'interprétation donnée au mot *leurs*, employé dans le sénatus-consulte.

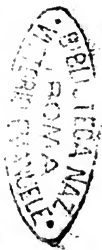
— Allons donc, mon cher collègue, dit Napoléon en interrompant Lebrun, ce n'est qu'une chicane de mots que vous nous faites là.

Un conseil ler émit l'avis d'opposer à ceux des émigrés qui se montreraient par trop entêtés le principe de la mort civile.

— J'ai à proposer une idée qui pourra mettre tout le monde d'accord, dit Napoléon; il ne faut pas que la nation rende les biens, elle doit les affecter au payement des créanciers.

On discuta longtemps le mode d'exécution de ce système, qui présentait beaucoup de difficultés. Le premier consul insista fortement sur ce qu'il ne fallait pas que l'État maintint de confiscation au préjudice des créanciers.

La matière fut renvoyée aux sections; elles statuè-



rent par un arrêté du 3 floréal an X (23 avril 1802), que les biens d'émigrés, échus à la république, étaient spécialement affectés à leurs créanciers.

Ce fut le 6 floréal suivant que parut le fameux sénatus-consulte portant amnistie pleine et entière pour tous les émigrés, à l'exception d'un très-petit nombre sur lesquels continua de peser la proscription *. Cette mesure, si généreuse dans son ensemble, si propre à fermer les plaies de la révolution, indisposa les royalistes. Les émigrés crièrent à la tyrannie, et les amis de la liberté prétendirent que la république était compromise. Enfin personne ne fut content.

Au conseil d'État Treilhard s'était constamment montré opposant à ce sénatus-consulte ; et lorsqu'il fut publié, il dit au premier consul :

* Ce sénatus consulte composé de dix-sept articles, portait amnistie pour fait d'émigration, en faveur de tout individu qui en était prévenu et qui n'avait pas encore été rayé définitivement de la liste des émigrés. Ceux qui n'étaient pas en France étaient tenus d'y rentrer avant le 23 septembre 1802, et d'en faire la déclaration. A défaut de ce, ils demeuraient déchus de la présente amnistie, et définitivement maintenus sur la liste. Les émigrés réintégrés restaient, pendant dix ans, sous la surveillance spéciale du gouvernement. Ils ne pouvaient, en aucun cas, attaquer les partages de succession ou autres actes antérieurement contractés entre la république et les particuliers. Ceux de leurs biens qui étaient encore dans les mains de la nation leur étaient rendus sans restitution de fruits. Étaient exceptés et déclarés inaliénables les bois et forêts d'une contenance de quatre cents arpents, les immeubles affectés au service public, les droits de propriété sur les grands canaux de navigation, les créances qui pouvaient leur appartenir sur le trésor public et dont l'extinction s'était opérée par confusion au moment où la république s'était saisie de leurs biens, droits et dettes actives.

— Vous croyez vous faire des partisans des émigrés qui rentreront; eh bien, ce sont cinquante mille conspirateurs que vous introduirez dans la république; ils reviendront imbus de leurs anciens préjugés, aigris par le malheur et exaspérés par leur misère. Si chacun d'eux parvient seulement à faire partager son opinion à trois personnes, voilà un noyau de deux cent mille individus en rébellion permanente. Toutes les fois qu'une guerre à mort s'est déclarée entre la patrie et ses transfuges, ceux-ci ne doivent jamais y rentrer. Les Italiens ont toujours suivi cette maxime, et ils s'en sont bien trouvés.

Napoléon ne partagea pas alors cette opinion; mais dans les *cent jours*, c'est-à-dire en 1815, il dit au comte Regnault de Saint-Jean-d'Angely, en la lui rappelant :

— Treilhard était un homme de sens; je n'ai pas voulu le croire : aujourd'hui je paye cher mon erreur.

INSTITUTION DE LA LÉGION D'HONNEUR.

Ceux qui suivirent attentivement la marche du gouvernement consulaire purent remarquer que Napoléon contemplait avec envie, aux jours des grandes réceptions des Tuileries, les rubans, les ordres et les plaques qui ornaient la poitrine des ambassadeurs et des étrangers de distinction, serviles adulateurs de madame Bonaparte et de sa cour naissante. Lui-même s'en était expliqué plusieurs fois en petit comité d'une manière claire et précise, et cette noble pensée de créer en France un ordre qui fût en rapport avec les premières

dignités de l'Europe, se résuma tout entière dans l'institution de la Légion d'honneur.

Ce fut peut-être la preuve la plus remarquable de la puissance du premier consul que cette institution. Elle fit impression, sans doute, mais non pas autant qu'elle l'aurait dû, en raison de la peine qu'il eut à remporter cette victoire, qu'il n'eût certainement pas obtenue s'il n'avait été merveilleusement secondé dans ses vues par l'influence de madame Bonaparte, laquelle avait des goûts plus aristocratiques que qui que ce fût en France. La création d'un ordre de chevalerie dans un pays où l'on ne marchait qu'au milieu d'institutions républicaines, soutenues par une grande volonté d'égalité, parut d'abord, à ceux mêmes qui devaient être *les chefs de l'ordre*, une sorte de monstruosité. Aucun d'eux n'avait encore conçu la pensée que le premier consul pourr^{ait} se faire un jour *empereur et roi*; aussi la connaissance de ce projet provoqua-t-elle un bourdonnement sourd et étrange dans toutes les opinions, parmi toutes les classes de la société.

On sut enfin quel jour la proposition devait être officielle *.

Dès onze heures, tous les conseillers étaient dans la salle et se livraient, dispersés en petits groupes, à des conversations particulières et animées. A midi, un huissier annonça : *Les citoyens consuls*! Alors chacun se hâta de regagner *son banc*, qui était un large et commode fauteuil pour les conseillers, et pour les auditeurs, des banquettes disposées un peu en amphithéâtre sur les côtés de la salle. C'était à qui parmi eux se placerait le plus près du bureau de Napoléon;

* Ce fut le 14 floréal an X (mai 1802).

de sorte que la précipitation d'écoliers qu'ils mirent à s'emparer des places plus rapprochées occasionna un moment de trouble, aussitôt apaisé par la présence du premier consul, qui entra d'un pas grave dans la salle, suivi de ses collègues Cambacérès et Lebrun. Le léger désordre qui venait d'avoir lieu n'échappa pas aux regards investigateurs de Napoléon, qui, cependant, parut flatté de l'empressement de ses jeunes auditeurs; mais il les rappela doucement à l'ordre. Dès qu'il se fut assis à sa place accoutumée, il frappa légèrement sur son bureau avec un couteau d'ivoire d'un travail admirable, dont lui avait fait présent un négociant de Dieppe lors de son dernier voyage sur les côtes de France; puis il dit d'un ton presque paternel :

—Messieurs! messieurs! vous vous conduisez comme de véritables étudiants que vous êtes encore*.

Le calme une fois rétabli, Cambacérès donna lecture de l'objet de discussion porté au grand ordre du jour.

— C'est bien, ajouta Napoléon, il s'agit de l'établissement de la Légion d'honneur. J'ai chargé le citoyen Rœderer de vous donner connaissance de ce projet; j'en développerai moi-même les motifs après la lecture.

Ce conseiller lut l'exposé des motifs, qui fut écouté, malgré sa longueur, avec un religieux silence; après quoi le premier consul se leva :

« — Le système actuel des récompenses militaires, dit-il, n'est point régularisé. L'article 87 de la constitution assure aux militaires des récompenses nationa-

* Dans le nombre des *auditeurs au conseil d'État*, on en comptait quelques-uns qui n'avaient pas plus de vingt ans.

les, mais il n'y a rien encore d'organisé. Un arrêté a établi, il est vrai, une distribution d'armes d'honneur, ce qui emporte double paye et occasionne une dépense considérable. Il y a des armes d'honneur avec augmentation de paye, d'autres sans rétribution; mais c'est une confusion, c'est un tripotage, on ne sait ce que c'est. D'ailleurs il faut donner une direction à l'esprit de l'armée et surtout soutenir chez elle cet esprit. Ce qui le soutient actuellement, c'est cette idée que partagent les militaires, *qu'ils occupent la place des ci-devant nobles*. Le projet donne plus de consistance au système de récompense, il forme un ensemble : c'est un commencement d'organisation de nation. »

A peine Napoléon eut-il achevé de parler, que des chuchotements s'établirent dans toutes les parties de la salle.

— Silence donc, messieurs!... s'écria-t-il encore en frappant avec impatience de son couteau d'ivoire sur le bureau. Le citoyen Mathieu Dumas m'a demandé la parole.

Ce conseiller lut un long mémoire pour soutenir l'institution proposée. Il combattit le projet en ce qu'il admettait les *citoyens* dans la Légion d'honneur; il voulait qu'elle fût toute *militaire*, pour soutenir cet esprit dans la nation et dans l'armée.

— L'honneur et la gloire militaire, dit-il en terminant, ont toujours été en déclinant depuis la destruction du régime féodal, qui assurait la prééminence aux militaires. Je demande au moins qu'un citoyen ne puisse être admis dans la Légion d'honneur sans justifier qu'il a satisfait aux lois de la conscription. — Parbleu! dit à demi-voix le premier consul en se levant, cela va sans dire. Puis changeant d'intonation : Je

demande la parole, ajouta-t-il, et je prie le conseil de me prêter toute son attention.

Après avoir jeté les yeux sur un petit carré de papier que, depuis le commencement de la séance, il n'avait pas cessé de rouler dans ses doigts :

« — Les idées que vient d'émettre le citoyen Mathieu Dumas, continua-t-il, pouvaient étre bonnes au temps du régime féodal et de la chevalerie, ou lorsque les Gaulois furent vaincus par les Francs. A cette époque, la nation était esclave : les vainqueurs seuls étaient libres, ils étaient tout comme militaires. Alors la première qualité d'un général ou d'un chef était la force physique. Ainsi Clovis, Charlemagne étaient les hommes les plus forts, les plus adroits de leurs armées; ils valaient, à eux seuls, plusieurs soldats, un bataillon; c'est ce qui leur conciliait l'obéissance et le respect. C'était conforme au système militaire du temps. Les chevaliers se battaient corps à corps, la force et l'adresse décidaient de la victoire; mais quand le système militaire changea, quand on substitua les corps organisés, les masses au système militaire des chevaliers, il en fut tout autrement; ce ne fut plus la force corporelle qui décida du sort des batailles, mais le coup d'œil, la science. On peut en voir la preuve dans ce qui se passa aux batailles d'Azincourt, de Crécy, de Poitiers. Le roi Jean et ses chevaliers succombèrent devant les hommes d'armes gascons, comme les troupes de Darius devant les phalanges macédoniennes. Voilà pourquoi nulle puissance ne put arrêter la marche victorieuse des légions romaines.

» Le changement de système militaire, et non l'abolition du régime féodal, dut donc modifier les qualités nécessaires au général, D'ailleurs le régime féodal fut

aboli par les rois eux-mêmes, pour se soustraire au joug d'une noblesse boudeuse et turbulente. Ils affranchirent les communes et eurent des bataillons formés par la nation. L'esprit militaire, au lieu d'être resserré chez quelques milliers de guerriers francs, s'étendit à tous les Gaulois. Il ne s'affaiblit point par là; au contraire, il acquit une plus grande force. Il ne fut plus exclusif, fondé seulement sur la force individuelle et la violence, mais sur des qualités civiles. La découverte de la poudre à canon eut, je l'avoue, une influence prodigieuse sur ce changement, par toutes les conséquences qu'elle entraîna; mais depuis cette révolution, qu'est-ce qui a fait la force d'un général? Ses qualités civiles, le coup d'œil, le calme, l'esprit, les connaissances administratives, l'éloquence, non pas celle de la tribune, mais celle qui convient à la tête des armées, la seule que comprenne le soldat, et enfin la connaissance des hommes; tout cela est civil. Maintenant ce n'est pas parce qu'un homme aura cinq pieds dix pouces qu'il fera de grandes choses. S'il ne suffisait, pour être général, que d'avoir de la bravoure, une grande force musculaire et une taille de géant, il n'est pas un tambour-major de nos demi-brigades, en exceptant même celui de la garde consulaire, qui ne prétendît au commandement. Le général qui fait les plus grandes choses est celui qui réunit les plus grandes qualités civiles. C'est parce qu'il passe pour avoir le plus d'esprit que le soldat lui obéit et le respecte. Il faut l'entendre raisonner au bivac; il estime plus le général qui sait calculer que celui qui a le plus de bravoure. Ce n'est pas que le soldat n'estime le courage, car il mépriserait le général qui n'en aurait pas. Mourad-Bey était l'homme le plus fort et le plus adroit parmi les

mameluks, sans cela il n'aurait pas été bey. Quand il me vit, il ne concevait pas comment je pouvais commander à mes troupes; il ne le comprit que lorsqu'il connut notre système de guerre. Les mameluks se battaient comme les chevaliers, corps à corps et sans ordre; c'est ce qui nous les a fait vaincre. Dans tous les pays civilisés la force cède aux qualités civiles. Les baïonnettes se baissent devant le prêtre qui parle au nom du ciel, et devant l'homme qui impose par sa science. J'ai prédit à des officiers qui avaient quelques scrupules, que jamais le gouvernement militaire ne prendrait en France, à moins que la nation ne fût abrutie par cinquante ans d'ignorance. Ce n'est pas comme général que je gouverne, mais parce que la nation croit que j'ai les qualités civiles propres au gouvernement; si elle n'avait pas cette opinion, le gouvernement ne se soutiendrait pas un quart d'heure. Je savais bien ce que je faisais, lorsque, général d'armée, je prenais la qualité de *membre de l'Institut*. J'étais sûr d'être compris même par le dernier tambour.

» Il ne faut pas conclure des siècles de barbarie aux temps actuels. Nous sommes trente millions d'hommes réunis par les lumières, la propriété et le commerce. Trois ou quatre cent mille militaires ne sont rien auprès de cette masse. Dès qu'un général n'est plus en fonctions, il rentre, de droit, dans l'ordre civil. Les soldats eux-mêmes ne sont que les enfants des citoyens. L'armée, c'est la nation. Si l'on considérait le militaire, abstraction faite de ses rapports avec la société, on se convaincrait qu'il ne connaît pas d'autre loi que la force, qu'il rapporte tout à lui, qu'il ne voit que lui. L'homme civil, au contraire, ne voit que le bien géné-

ral. Le propre du militaire est de tout vouloir despotiquement; celui de l'homme civil est de tout soumettre à la discussion, à la vérité, à la raison. Je n'hésite donc pas à penser, en fait de prééminence, qu'elle appartient incontestablement au civil. Si l'on classait les honneurs en militaires et en civils, on établirait deux ordres, tandis qu'il n'y a qu'une nation. Si l'on ne décernait des honneurs qu'aux militaires, cette préférence serait encore pire, car alors la nation ne serait plus rien. »

A peine Napoléon avait-il achevé de parler que des *bravos* et des applaudissements partirent de quelques parties de la salle. Par une légère inclination de tête, il sembla remercier les assistants de cette espèce d'ovation; et, s'étant assis, il s'entretint tranquillement avec Cambacérès, placé à sa gauche comme de coutume.

Mathieu Dumas ne fut pas tenté de répondre au discours du premier consul, prononcé d'une voix accentuée et pénétrante. Il devenait d'un grand poids dans la bouche du chef de l'État, du premier général de l'armée. Les principes qu'il avait émis, soutenus par cette éloquence qui n'appartenait qu'à lui, lui gagnèrent la majorité d'un conseil qui n'était presque composé que d'hommes civils, et qu'il avait su flatter avec plus d'adresse que de franchise.

Aucun conseiller n'osant prendre la parole, dans la crainte d'affaiblir l'impression produite par ce discours, Napoléon sut habilement profiter de ce premier avantage en levant la séance.

Mais on n'avait pas touché à la question la plus délicate : celle de l'utilité ou des inconvénients de l'institution. Elle fut attaquée vigoureusement par quel-

ques conseillers, par Berlier entre autres, qui s'était jusqu'alors abstenu, dans la séance du 18. Les adversaires du projet ne rejetèrent pas tout système de récompenses et de distinctions, les assemblées législatives en avaient décerné; mais ils regardaient le projet comme la *création d'un ordre*, et, par cela seul, ils le trouvaient contraire à l'esprit d'égalité, caractère essentiel de la république française. Berlier dit à cette occasion :

— L'ordre proposé conduit à l'aristocratie; les croix et les rubans sont les hochets de la monarchie. Je prendrai pour exemple les Romains : il existait chez eux des patriciens et des plébéiens; mais ce n'était pas là un système de récompenses, c'était une organisation politique, une combinaison de classes qui pouvait avoir ses avantages et ses inconvénients. On était classé par la naissance et non par les services. Les honneurs, les récompenses nationales n'étaient que des distinctions passagères. Du reste, nous n'avons plus de classes, ne tendons pas à les rétablir. Les magistratures et les emplois doivent être, dans la république, les premières récompenses des services, des talents, des vertus.

En écoutant Berlier *, le premier consul laissa voir sur son visage l'espèce de mécontentement qu'il éprou-

* Lors de la première distribution des croix de la Légion d'honneur qui eut lieu à l'hôtel des invalides (14 juillet 1804), Napoléon donna à Berlier l'insigne de commandeur de l'ordre, qui se portait en sautoir. A l'occasion de cette nomination, il avait dit en souriant : « *Il est bon quelquefois de punir les gens par où ils ont péché.* » Plus tard, le citoyen Berlier fut fait comte de l'empire et grande croix de la Légion d'honneur. (Note communiquée).

vait d'entendre professer de semblables maximes; aussi dès que ce conseiller eut cessé de parler, Napoléon reprit vivement :

« — On vient nous parler ici des Romains; il est assez singulier que, pour repousser les distinctions, on cite l'exemple du peuple chez lequel elles étaient les plus marquées. Est-ce là connaître l'histoire? Les Romains, au contraire, avaient des patriciens, des chevaliers, des citoyens et des esclaves. Ils avaient pour chaque classe des costumes divers, des mœurs différentes. Ils décernaient, en récompense, toutes sortes de distinctions, des noms qui rappelaient des services, des couronnes murales, le triomphe en un mot. Ils employaient jusqu'à la superstition. Otez la religion de Rome, il n'y restera plus rien. Quand ce beau corps de patriciens n'exista plus, Rome fut déchirée; le peuple n'était que la plus vile canaille; on vit les fureurs de Marius, les proscriptions de Sylla et ensuite les empereurs. Ainsi l'on cite toujours Brutus comme l'ennemi des tyrans. Eh bien, Brutus n'était qu'un aristocrate; il ne tua César que parce que César voulait diminuer l'autorité du sénat pour accroître celle du peuple. Voilà comme l'ignorance ou l'esprit de parti cite l'histoire!

» Je défie qu'on me montre une république ancienne ou moderne dans laquelle il n'y ait pas eu de distinctions. On appelle cela *hochets*; eh bien, c'est avec des hochets que l'on mène les hommes. Les nations vieilles et corrompues ne se gouvernent pas comme les peuples antiques et vertueux. On sacrifie à l'intérêt, à la jouissance, à la vanité. Voilà un des secrets de la reprise des formes monarchiques, du retour des titres, des croix, des cordons, colifichets innocents, propres

à appeler le respect de la multitude, tout en commandant le respect de soi-même. Je ne dirais pas cela à une tribune; mais dans un conseil de sages et d'hommes d'État, comme ici, on doit tout dire. Je ne crois pas que le peuple français aime la *liberté* et l'*égalité*; les Français ne sont point changés par dix ans de révolution; ils sont ce qu'étaient les Gaulois, fiers et légers. Ils n'ont qu'un sentiment : *l'honneur* ! Il faut donc donner de l'aliment à ce sentiment-là; il leur faut des distinctions. Voyez comme le peuple se prosterne devant les décorations des étrangers; eux-mêmes en ont été surpris, aussi ne manquent-ils pas de les porter.

» Voltaire a appelé les soldats des *Alexandres à cinq sous par jour*. Il avait raison; ce n'est pas autre chose. Croyez-vous que vous feriez battre des hommes par l'analyse? Jamais! elle n'est bonne que pour le savant dans son cabinet. Il faut au soldat de la gloire, des distinctions, des récompenses. Les armées de la république ont fait de grandes choses, parce qu'elles étaient composées de fils de laboureurs et de bons fermiers, et non de canaille; parce que les officiers avaient pris la place de ceux de l'ancien régime et qu'ils étaient mus par un sentiment d'honneur. On peut appeler, si l'on veut, le projet un *ordre*; le mot ne fait rien à la chose; mais enfin, pendant dix ans, on a parlé d'institutions; qu'a-t-on fait? rien! Le temps n'était pas arrivé. On avait imaginé de réunir les citoyens dans les églises, pour geler de froid à entendre la lecture des lois, les lire et les étudier. Ce n'est pas déjà trop amusant pour ceux qui doivent les exécuter; comment pouvait-on espérer d'attacher le peuple par une semblable institution? Je sais bien que si, pour apprécier le projet, on se place *dans la calotte* qui ren-

ferme les dix années de la révolution, on trouvera qu'il ne vaut rien; mais si l'on se place après une révolution et dans la nécessité où on est d'organiser la nation, on pensera différemment. On a tout détruit, il s'agit de recréer. Il y a un gouvernement, des pouvoirs; mais tout le reste qu'est-ce? Des grains de sable. Nous sommes épars, sans système, sans réunion, sans contact.

» Tant que j'y serai, je réponds bien de la république; mais il faut prévoir l'avenir. Croyez-vous que la république soit définitivement assise? Vous vous tromperiez fort. Nous sommes maîtres de la faire, mais nous ne l'avons pas, et nous ne l'aurons pas, si nous ne jetons pas sur le sol de la France quelques masses de granit. Croyez-vous qu'il faille compter sur le peuple? Il crie indifféremment : Vive le roi! vive la ligue! Il faut donc lui donner une direction, et avoir pour cela des instruments. J'ai vu, dans la guerre de la Vendée, quarante hommes maîtriser un département; c'est ce système dont il faut nous emparer.

» Enfin l'on convient qu'il nous faut des institutions; si l'on ne trouve pas celle-là bonne, qu'on en propose d'autres; je ne prétends pas, moi, qu'elle doive seule sauver la république, mais elle y jouera son rôle, j'en réponds. »

Ce second discours ne produisit pas moins d'effet que le premier. Il avait été interrompu par de fréquentes marques d'assentiment auxquelles le premier consul n'avait pas eu l'air de faire attention, quoique dans son for intérieur il en fût très-flatté.

— Mon collègue le citoyen Cambacérès, s'était-il hâté d'ajouter en finissant, m'a demandé la parole pour appuyer mon projet.

Le second consul, dans un discours concis et d'une adresse extrême, ne s'attacha qu'à prouver que la constitution ne réprouvait pas les distinctions.

Portalès défendit le projet après Cambacérès, et développa les principes de Jean-Jacques Rousseau sur l'influence et la nécessité des signes distinctifs chez une nation; puis la séance fut levée.

A la troisième séance*, que Napoléon présida comme les deux précédentes, il dirigea avec beaucoup d'art la discussion vers la rédaction et les objets de détail, comme si le fond en eût été adopté, et proposa de l'envoyer de suite au corps législatif, sous le prétexte que la session allait finir bientôt. Thibaudeau demanda la parole pour s'opposer à cet envoi, et dit :

— C'est une loi très-importante, c'est un système diamétralement opposé aux principes professés pendant la révolution. L'abolition des distinctions n'a pas eu lieu dans ces temps désastreux qui jettent tant de défaveur même sur les meilleures choses. C'est l'assemblée constituante qui l'a décrété, à une des époques les plus mémorables de notre histoire. La nation a un sentiment profond de l'honneur; mais ce sentiment même lui fait par-dessus tout aimer *l'égalité*. Ce sont ces deux mobiles combinés avec l'amour de la liberté, de la patrie, de son indépendance, qui donnèrent la victoire à nos armées. Je ne vois pas qu'avec la Légion d'honneur elles eussent fait de plus grands prodiges. Considérée comme garantie de la révolution, elle me paraît aller contre son but, et, comme corps intermédiaire, partir d'un principe inapplicable au gouvernement représentatif. Je crains que l'amour des rubans

* Celle du 24.

n'affaiblisse le sentiment du devoir et l'honneur lui-même, au lieu de les accroître et de les fortifier; je respecte les motifs qu'on a développés dans la discussion en faveur du projet, ils sont imposants; mais j'avoue que je conserve encore quelques doutes. Il est à désirer qu'une semblable institution ne soit établie qu'avec l'assentiment bien éclairé et bien prononcé des premiers corps de l'État et de la nation. La session du corps législatif doit finir dans quelques jours; convient-il de lui envoyer un projet de loi qui exige les plus sérieuses méditations? Je ne le pense pas. Je prévois qu'il éprouvera de vives oppositions; il me semblerait plus prudent de l'ajourner.

Rœderer, Dumas et Portalis combattirent l'ajournement; le premier consul le mit aux voix; il fut réjeté par 14 conseillers contre 10. Lacuée, Emmery, Berlier, Béranger, Jollivet, Defermon, Cretet, Réal et Thibaudau votèrent pour l'ajournement.

Quoi qu'il en soit, le projet fut porté le lendemain 25, au corps législatif, où il fut vivement attaqué. Lucien Bonaparte, rapporteur de la commission, abusant des liens qui l'attachaient au premier consul, répliqua à ses adversaires avec une violence sans exemple; il prêta à ceux qu'il combattit des intentions criminelles; les accusa d'attaquer le gouvernement, parla de *l'indignation* qu'il éprouvait, et déversa une partie de sa bile parlementaire sur la nation elle-même, qu'il essaya de flétrir par l'épithète de *pitoyable*, qu'on lui renvoya. Cette imprudence de l'orateur enleva beaucoup de voix au projet, qui ne fut adopté que par 56 suffrages contre 38.

Napoléon ressentit une vive contrariété de la conduite qu'avait tenue son frère dans cette circonstance

délicate, et fit éclater tout son mécontentement, en sa présence, le soir même à la réunion qui eut lieu aux Tuileries.

Au tribunal, les trois orateurs du gouvernement qui avaient été chargés uniquement de défendre l'institution, accumulèrent tout ce qu'il fut possible de réunir de moyens et de considérations en sa faveur. La discussion fut terminée par une allusion que Mathieu Dumas puisa dans un trait de l'histoire romaine, relatif à Claudius Marcellus, surnommé à Rome *Longue-épée*.

— Eh bien! s'écria-t-il, notre Marcellus, notre consul, dont le peuple vote en ce moment la perpétuelle magistrature, celui qui protégea les sciences et les arts au milieu des horreurs de la guerre, qui, sous les ailes de la victoire, les fit revivre en Égypte, leur premier berceau, d'où les Grecs et Archimède les avaient reçus, enfin notre *Épée de France* vous propose, pontifes de la loi, d'élever un double temple à l'honneur et à la vertu.

Les *pontifes* du tribunal votèrent donc sur le projet, et malgré tout ce que l'éloquence avait pu imaginer pour entraîner leurs suffrages, l'institution de la Légion d'honneur ne fut consacrée que par 166 voix contre 110, de sorte que dans trois corps où il y avait 394 votants elle n'obtint qu'une majorité de 78 voix.

Une victoire si vivement disputée et si péniblement acquise, ne flatta pas beaucoup le premier consul, qui, pour mieux endormir la république expirante, avait conservé dans le texte de son projet et dans ses discours toute la phraséologie républicaine. Thibaudeau lui ayant dit à ce sujet :

— Vous voyez que les conseillers d'État qui votaient l'ajournement avaient raison. C'est toujours une chose

fâcheuse qu'une aussi forte opposition. — C'est vrai, lui répondit-il, les préventions sont encore trop fortes. J'aurais dû attendre; ce n'était pas très-urgent. Et puis, il faut le dire, les orateurs du projet l'ont mal défendu. Lucien, entre autres, a failli tout compromettre. Mais la chose est faite, et vous verrez que le goût de ces distinctions n'est pas près de se passer; il tient à l'organisation de l'homme. La France doit attendre de grands résultats de cette création, pourvu que mes successeurs aient le bon esprit de ne pas la *gâcher*, ajouta-t-il avec un sourire indéfinissable.

Aucune des institutions de Napoléon, soit sous le consulat, soit sous l'empire, n'éprouva une opposition plus vive, plus tenace, plus imposante, et cependant que de merveilles ne devait-elle pas enfanter!

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Avec une administration aussi active, aussi énergique que celle qu'il avait préparée en arrivant au consulat, Napoléon devait nécessairement s'occuper des premiers éléments de l'éducation publique, source de toute puissance sociale. Il avait, dans sa jeunesse, trop étudié les institutions antiques de la Grèce et de Rome pour ne pas comprendre que le grand mobile de toute société était l'instruction et le développement de l'intelligence. Avidé de tous les genres de gloire, le premier consul aspirait, moderne Charlemagne, non-seulement à étendre les limites de la république, mais encore à élever aux sciences, aux lettres et aux arts, un monument qui répandît l'éclat qu'il voulait leur faire

acquérir en France. L'organisation de l'instruction publique, après avoir été longtemps l'objet de ses méditations, fournit au ministre de l'intérieur matière à une foule de projets et de contre-projets qui, tous, vinrent s'élaborer et se résumer au conseil d'État.

Déjà à la séance du 1^{er} vendémiaire an X (23 septembre 1801), que le premier consul présidait, il avait dit à ce sujet :

« — La convention nationale a créé un grand programme. En détruisant toutes les corporations enseignantes, il a fallu donner au peuple les premiers principes de la morale et lui ouvrir les larges voies de la vie intellectuelle, ainsi que les trésors infinis de la science. Il nous faut rendre justice au comité d'instruction publique formé à cette époque, au sein de la convention : ce comité a rempli sa tâche avec un instinct admirable. Cependant, il ne faut jamais juger les institutions d'une manière absolue, mais seulement dans leurs rapports avec la pensée qu'elles ont voulu faire triompher. La Convention avait organisé des écoles primaires et des écoles spéciales, toutes avec mission de former des hommes qui devinssent utiles au développement des principes et des idées de notre révolution; mais aujourd'hui le résultat de cette éducation toute démocratique ne peut plus correspondre aux besoins d'un gouvernement régulier et *conservateur*.... Telle est la cause qui m'a déterminé à m'occuper de la réorganisation de l'éducation, en y appliquant un système nouveau et complet. »

Alors le premier consul avait développé ce système. Deux pensées semblaient l'avoir dominé dans la direction des études : 1^o donner une grande influence au gouvernement, pour la direction de tout ce qui tient à

l'intelligence des enfants ; 2° faire partout dominer l'idée militaire dans l'instruction des masses, et de telle sorte qu'on pût former des soldats en même temps que des citoyens. Les collèges ne devaient être qu'un préliminaire de la grande étude des camps. Enfin, le génie de Napoléon avait conçu cette vaste création qui, sans être encore *l'Université impériale*, devait embrasser cependant toute la hiérarchie de l'éducation publique, depuis la modeste *école primaire*, base de l'édifice, jusqu'à l'orgueilleux *Institut*, qui en formait le sommet.

Chaptal, homme d'érudition, fut tout d'abord désigné pour préparer le programme compliqué de cette organisation scientifique. Il en développa les principes devant le conseil d'État, chargé d'en juger la pensée et d'en apprécier les éléments; mais ce projet n'était qu'un travail d'apparat, tel que le fameux rapport que Talleyrand avait communiqué à l'assemblée constituante, non moins remarquable que celui de Condorcet à la Convention, deux ans auparavant.

Après avoir pris connaissance du rapport de Chaptal, Napoléon dit en présence de quelques conseillers d'État :

« — Ce n'est pas cela. Le citoyen Chaptal prend la chose de trop haut, ou plutôt de trop bas. Il remonte à l'origine de la monarchie et nous fait l'histoire de l'instruction en France, depuis le temps où personne ne savait ni lire ni écrire, pas même les rois, jusqu'à l'époque actuelle, où, par un excès contraire, on voudrait tout enseigner et enseigner à tout le monde. Ce n'est pas là le but qu'on s'est proposé; Chaptal s'est trompé. Il a lardé son mémoire de savantes recherches qui font beaucoup d'honneur à leur auteur, mais qui

sont fort indifférentes à l'objet principal qui sera mis en discussion au conseil. En définitive, il résulte de ce rapport qu'il n'y aurait rien à faire pour l'instruction publique, tandis qu'au contraire le gouvernement ambitionne la gloire de la régénérer sur un plan tout à fait neuf. »

Plus tard, le premier consul ayant trouvé que la section de l'intérieur, chargée spécialement de ce travail, n'était pas entrée *assez profondément* dans ses vues, et Chaptal ayant été nommé ministre de l'intérieur, Fourcroy, dont la renommée scientifique était européenne, fut chargé de refaire le projet avec l'exposé des motifs. Lui aussi voulut qu'à côté d'un établissement national d'instruction il y eût liberté d'enseignement de la part des particuliers. Ce principe donna naissance à une foule de mémoires pour et contre, et jamais peut-être projet n'aurait été discuté si longtemps sans résultats, si Napoléon n'était venu en aide à la section de l'intérieur, en disant aux conseillers dont elle était composée (séance du 11 pluviôse) :

— Eh bien! c'est moi qui formulerai ce projet d'après mes idées, qui n'ont encore été comprises par aucun de vous.

En effet, quinze jours après, il soumit à l'examen de la section de l'intérieur un projet très-concis qu'il avait divisé en cinq articles, chacun de deux ou trois lignes de texte, qui n'était autre que la création des lycées : puis il le fit imprimer et distribuer au conseil d'État, afin que chacun de ses membres pût, d'avance, en étudier l'ensemble avant d'en discuter séparément les articles en séance. Mais il arriva ce que le premier consul n'avait pas prévu : la section de l'intérieur, d'un commun accord, critiqua et rejeta son projet, en consi-

gnant ses observations et les motifs de ce rejet, article par article, dans un mémoire également imprimé, qui lui fut remis. Toutefois, Napoléon ne se tint pas pour battu, et annonça qu'il réfuterait lui-même les idées émises par cette section, en présence de toutes les autres, et indiqua le 9 germinal (19 avril) comme jour où cette discussion aurait lieu.

Effectivement, après avoir ouvert la séance comme à l'ordinaire, il prit immédiatement la parole :

« — Messieurs, dit-il, avant d'entamer la discussion générale sur le projet d'organisation de l'instruction publique, ce que je vous ai soumis dernièrement, et pour laquelle le conseil a été convoqué aujourd'hui, permettez-moi de faire l'exposé des motifs de ce projet : il n'est pas long. (Chut!... silence! fit-on dans la salle.) Citoyens législateurs, poursuivit-il, il n'y a que ceux qui veulent tromper les peuples et gouverner à leur profit qui peuvent vouloir les retenir dans l'ignorance, car plus ils seront éclairés, plus ils seront convaincus de la nécessité des lois et du besoin qu'elles soient défendues et respectées; alors plus la société sera assise, tranquille et prospère. Mais s'il peut arriver jamais que les lumières soient nuisibles dans les multitudes, ce ne sera que quand le gouvernement, en hostilité ouverte avec les intérêts du peuple, acculera celui-ci dans une position désespérée, en le réduisant à mourir de misère; alors, dis-je, ce même peuple, par cela même qu'il sera instruit, aura plus d'esprit pour se défendre et plus de moyen de reconquérir sa liberté, seul apapage qu'il possède et qu'un gouvernement, quel qu'il soit, ne saurait lui enlever sans être coupable, aux yeux du monde entier, du crime de lèse-nation. »

A ces mots un murmure d'approbation parcourut la

salle; Cambacérès réclama le silence; le premier consul ajouta :

— Maintenant, messieurs, pour bien édifier le conseil sur les graves questions qui vont être mises en discussion, je crois utile de relire *textuellement* mon projet. Le citoyen Fourcroy va nous remémorer la réfutation que vous en avez faite, article par article... Avez-vous ce mémoire? demanda-t-il au conseiller. — Oui, citoyen premier consul, répondit Fourcroy. — Alors je commence. Messieurs, je réclame toute votre attention.

Chaque conseiller ayant sous les yeux un exemplaire du mémoire, et le plus grand silence ayant succédé au bruit occasionné par le froissement des cartons et des papiers, Napoléon consulta le cahier qu'il tenait à la main et dit :

— Voici l'article premier de mon projet : *Établir six mille bourses payées par le gouvernement, et dont la rétribution annuelle sera destinée à entretenir les lycées, les professeurs et les élèves.*

Fourcroy (lisant). Ce système fait des professeurs, de véritables entrepreneurs : il avilit leurs fonctions, il compromet le sort de l'instruction, en donnant lieu à des spéculations d'intérêt.

Napoléon. On me fait dire ce que je n'ai pas dit pour se donner le plaisir de réfuter plus facilement : n'importe, passons. Article second : *Toutes les bourses seront à la nomination du premier consul.*

Fourcroy. Il est impossible qu'il puisse nommer avec discernement. Il sera trompé, et mécontentera beaucoup de postulants. (Ici Napoléon fit un mouvement involontaire.) Il serait plus convenable de laisser le plus possible ces bourses à l'examen, afin d'en-

gager les citoyens et les capitalistes à favoriser les établissements d'écoles secondaires, pour lesquelles le gouvernement ne veut faire que de légers sacrifices.

Napoléon, Nous y voilà! Article trois. *Des écoles secondaires seront jointes aux lycées.*

Fourcroy. Mauvais institution : elles seront privilégiées; les particuliers n'auront pas d'intérêts à en établir.

Napoléon (appuyant sur chaque mot). Article quatre : *Le premier consul trouve que ce qui a été fait jusqu'à ce jour par les sections, concernant l'administration des établissements d'éducation, est incomplet.* C'est mon avis, à moi! ajouta-t-il en levant les yeux de dessus le cahier qu'il avait dans les mains.

Fourcroy. La section croit avoir prévu tout ce qui est nécessaire.

— C'est aussi notre avis, à nous! dit une voix — Nous verrons, nous verrons, dit *Napoléon* en hochant la tête. Article cinq et dernier, messieurs! *Le premier consul veut renvoyer à un règlement plusieurs dispositions du projet de loi.*

— La section n'a pas cru devoir y rien retrancher, modifier ou changer, reprit *Fourcroy* en terminant sa lecture. — Chacun a son opinion, répliqua *Napoléon*, qui avait écouté cette lecture avec beaucoup de patience; et certes, chacun ici, jusqu'à présent, a usé largement du droit d'émettre la sienne; je ne m'en plains pas; mais aussi, me sera-t-il permis de réfuter, à mon tour, cette *réfutation* et de défendre mon projet? Je commence.

Le premier consul parla pendant plus d'une heure avec une grande présence d'esprit et une grande force de logique. Il se plaignit surtout de ce que la section

avait accueilli ses objections comme elle l'avait voulu; puis ensuite il repassa, l'un après l'autre, chacun des articles de son projet en disant :

« — Dans mon premier paragraphe, je n'ai jamais entendu que les professeurs fussent entrepreneurs, à leur compte, des établissements; c'eût été ridicule; mais je ne veux pas qu'ils aient un traitement fixe et indépendant du nombre des élèves; je veux que leurs appointements soient en raison progressive du nombre d'individus, afin de les intéresser au succès des établissements qui les emploieront. Il n'est pas possible d'ailleurs de fixer un traitement uniforme; il faut qu'il soit gradué sur les localités et le mérite du professeur.

» Dans l'ar. 2, la section n'a considéré la nomination aux bourses que sous un seul point de vue, tandis qu'il y a d'autres rapports bien plus essentiels qu'elle n'a pas aperçus ou qu'elle a feint de ne pas apercevoir. Dans l'article 2, dis-je, il s'agit moins de savoir s'il convient que, seul, je nomme aux bourses, que de mettre les bourses à la disposition de l'État. Ne suis-je pas son représentant? Si cette faculté m'est enlevée je serais bien aise de savoir qui pourra disposer de ces nominations! Ne vaut-il pas mieux que le gouvernement ait dans ses mains le moyen de récompenser la famille d'un militaire; ou d'un fonctionnaire public, qui aura bien servi la patrie, ou qui la sert encore? Il n'est pas nécessaire, ce me semble, que le père soit mort pour que la patrie témoigne au fils sa reconnaissance! C'est pour eux une sorte d'augmentation de patrimoine; et auprès de ce grand intérêt, qu'est-ce que le mérite d'un enfant qui prouvera, à l'examen, qu'il sait conjuguer un verbe latin et qu'il connaît les quatre règles de l'arithmétique? S'imaginer que les capitalistes éta-

bliront des écoles est une illusion. Il ne faut compter que sur les particuliers, parce qu'ils feront de ces fondations plutôt une affaire de sentiment ou d'amour-propre qu'une affaire d'intérêt. Est-ce que les marchands d'argent ont de l'amour-propre ou des sentiments? Ils spéculent pour eux, dans leur seul intérêt, et voilà tout. D'ailleurs, en laissant 1,500 bourses à l'examen, c'est un encouragement suffisant pour les écoles secondaires, en supposant même qu'elles atteignent le nombre de 200, en France. Je répète qu'on a tout à fait méconnu le but politique qui fait l'esprit de mon projet. Ainsi la section vient admettre, de plein droit, à l'école militaire, 300 élèves des lycées et leur donner après des places d'officiers, à leur sortie : c'est détestable! C'est introduire dans l'armée, de plein pied et sans l'assentiment du gouvernement, les fils des Vendéens et des officiers de l'armée de Condé! Ceci est plus sérieux qu'une affaire de collège. Il est impossible de placer dans l'armée des jeunes gens dont les pères auront combattu contre la patrie. Il n'y aurait, entre ces officiers-là et les soldats, aucune harmonie. Ce serait compromettre la sûreté publique. Jusqu'à présent, je n'ai pas nommé dans un régiment un seul sous-lieutenant appartenant à cette catégorie, à moins qu'on ne m'ait trompé. Je les ai tous choisis parmi les soldats et après avoir acquis la certitude que leur père ou leur famille étaient attachés à la révolution. Eh! messieurs, le lion de la révolution dort; mais si ceux dont je parlais tout à l'heure venaient à le réveiller, vous les verriez bientôt fuir à toutes jambes!

» Le système que j'ai émis dans mon troisième paragraphe est très-économique en ce qu'il épargne les bâtiments, la double administration et par conséquent

de doubles dépenses. Il faudrait, plutôt que d'y renoncer, l'étendre à tous les lycées.

» Enfin, pour terminer avec les quatrième et cinquième articles, la section me fait le reproche de trouver son projet à elle trop long ou trop court!... Ici il y a contradiction, et cependant elle ne veut ni retrancher, ni modifier, ni ajouter. Il m'a paru, à moi, contenir des dispositions simplement réglementaires et qui ne disent pas tout ce qui est nécessaire sur l'administration. Il ne suffit pas de dire qu'il y aura un directeur et un économe; il faut déterminer qui aura la police des écoles, quelle sera cette police, en quoi consisteront les punitions infligées aux élèves. C'est la partie morale qu'il fallait instituer, et la section ne l'a pas fait dans le projet. Là, il existe donc une lacune qu'il faut combler. Voyez comme les corporations enseignantes avaient jadis organisé cette partie ! »

— C'étaient les jésuites! dit un conseiller. « — Oui, les jésuites, reprit Napoléon; eux seuls avaient trouvé le véritable secret de cette organisation, et si les jésuites n'obéissaient point encore à un chef étranger, s'ils ne cherchaient pas toujours à entraîner à leurs doctrines leurs élèves en s'infiltrant dans l'intérieur des familles pour s'enquérir de leurs opinions politiques et religieuses, on ne pourrait rien faire de mieux aujourd'hui que de leur rendre l'instruction publique... »

A ces mots de bruyantes interruptions s'élevèrent des extrémités de la salle,

— Voulez-vous donc rappeler les jésuites? — Nous n'en voulons pas!... — Ils ont été chassés de France!...

— Eh! qui parle de rappeler les jésuites? s'écria le premier consul en faisant un geste d'impatience. — Vous!... vous!... répétèrent les mêmes voix.

Ici le bruit des conversations particulières devint si fort que Napoléon, ne pouvant plus se faire entendre, s'assit tranquillement en mettant son chapeau sur sa tête; mais à peine l'avait-on vu se couvrir que le plus grand silence avait succédé, comme par enchantement, au brouhaha de la salle. Napoléon profita de ce moment pour ôter son chapeau et dire du ton le plus calme, sans cependant se lever de son fauteuil :

— Messieurs, il faut que tout à l'heure vous ne m'ayez pas compris, ou que je me sois bien mal expliqué : ne vous ai-je pas fait ma profession de foi tout entière sur l'influence de ce corps enseignant, lors de nos discussions relatives au concordat?

Mais peu à peu les chuchotements avaient recommencé. Napoléon, remarquant l'inattention des conseillers, consulta Cambacérès, dont la contenance semblait assez embarrassée. Celui-ci tira sa montre et la mit sous les yeux du premier consul, qui, se levant en même temps qu'il frappa légèrement du plat de la main sur son bureau, reprit avec une inflexion de voix qui ne lui était pas ordinaire :

— La séance est levée! La semaine prochaine nous achèverons cette discussion. Le citoyen Cambacérès fera connaître au conseil le jour de sa convocation.

Puis, sans que l'incident qui venait d'avoir lieu (et qui jusqu'alors n'était jamais arrivé) parût avoir ému le moins du monde le premier consul, il sortit de la salle en prononçant encore quelques paroles que personne n'entendit distinctement.

LE CODE CIVIL.

Une particularité bien étrange est le mécontentement que manifestait Napoléon lorsqu'on venait à prononcer devant lui le mot *divorce*. Il semblait craindre que le regard ne pénétrât dans sa pensée et ne devinât l'usage que lui-même comptait faire du divorce quelques années plus tard, pour perpétuer sa dynastie; mais dès qu'il fut question, au conseil d'État, de préparer les dispositions relatives à cette loi, on le vit tout à coup prendre parti pour le divorce, en exagérer les avantages, en dissimuler les inconvénients, en un mot s'en montrer le plus chaud partisan. Ce fut lui qui désigna, longtemps à l'avance le jour où cette grande lutte législative devait commencer*. Aucun membre ne manqua à cette séance, qu'on savait devoir être d'autant plus intéressante que le premier consul l'avait *préparée* selon son expression; c'est-à-dire que précédemment il avait invité à dîner, à tour de rôle et séparément, les orateurs les plus influents pour tâcher de les convaincre et de les amener à son opinion.

Enfin le grand jour arriva; les lettres de convocation indiquaient onze heures, ce qui voulait dire que la séance ne commencerait pas avant midi; mais en entrant dans la salle, à onze heures et demie, on fut très-étonné de voir, à l'extrémité, Napoléon déjà à sa place, devant son bureau et entouré d'un grand nombre d'auditeurs attentifs à l'écouter; il préludait en quelque sorte aux graves discussions qui allaient avoir lieu. Le

* Elle eut lieu le 14 vendémiaire an XI.

second consul était près de lui; il disait à Thibaudeau, placé presque en face de son bureau : — La vertu des femmes à été et sera toujours mise en question en France. — Oui, depuis le commencement de la régence, dit un des assistants qu'on ne pouvait pas voir et que personne ne reconnut à la voix. — Depuis le commencement du monde! reprit Napoléon. L'histoire ancienne et moderne, toute notre littérature dramatique surtout, ne reposent sur autre chose que sur l'adultère. — Oh! oh citoyen premier consul! lit Thibaudeau. « — Cela est certain, et pour vous en convaincre, vous n'avez qu'à lire le *Paradis perdu* de Milton: Ève et le serpent ne vous semblent-ils pas un petit adultère symbolique? L'*Iliade* d'Homère, *cet éternel radoteur*, ne roule absolument que sur l'infidélité de la belle Hélène, qui se conduit comme une femme entretenue. Le roi David, ce Louis XIV des Hébreux, n'a été inspiré, en faisant des psaumes, que par un amour déshonnête. *Andromaque*, *OEdipe*, *Phèdre*, *Mithridate*, *Oreste*, qui sont de véritables chefs-d'œuvre, ont pour action principale un adultère et souvent quelque chose de pire, quelque chose de monstrueux : l'inceste! lisez *Figaro*, de Beaumarchais; l'histoire de France et celle du moyen âge; l'histoire romaine, Jean-Jacques Rousseau, Voltaire lui-même, partout il n'est question que de femmes aimées à l'encontre des lois. Après cela, comment vouloir que l'adultère n'entre pas comme élément dans notre littérature, puisque cet élément abonde dans l'histoire et dans la société? Voilà pourquoi, citoyen Portalis, je vous disais tout à l'heure qu'en me prononçant en faveur du divorce, comme je l'ai fait déjà, je prenais le parti des époux malheureux. » — Dans mes fonctions de magistrat, dit

Portalis, j'ai été à même de voir beaucoup de maris trompés; je puis vous certifier, citoyen premier consul, que dans le nombre j'en ai trouvé dont l'attitude et la conduite ne manquaient ni de dignité, ni d'esprit, ni d'énergie. — Je le crois; je suis même persuadé que dans la crise, vous avez dû en trouver quelques-uns qui, pour me servir d'une expression du citoyen Lemerrier *, ont dû *dramatiser* leur situation. Moi je n'ai jamais trouvé ridicules les maris trompés. Moi!... au contraire, je les aime.

A ces mots la plupart de ceux qui entouraient le premier consul se mirent à rire. Napoléon reprit :

— Et je vais plaider pour eux... Allons, Cambacérès, commençons.

A l'instant même chacun se hâta de regagner sa place. Quand le silence eut succédé au bruits des conversations particulières, le second consul dit avec son accent méridional ;

— La séance est ouverte !

Après une discussion qui fut très-longue, mais qui n'offrit aucun intérêt, le divorce ayant été admis en principe, il ne s'agissait plus que d'en déterminer les causes; Portalis voulait le rendre très-difficile et développer ses moyens.

— Mais, citoyen Portalis, interrompit Napoléon, votre système rend le divorce inconciliable avec les bonnes mœurs. Si vous en étiez le maître, je suis persuadé que vous ne l'admettriez pas, car ce n'est pas le vouloir que de le rendre déshonorant pour ceux qui y auront recours, excepté cependant pour quelques

* De l'Académie française, auteur de la tragédie d'*Agamemnon*.

hommes à front d'airain. Voyons, expliquez-vous franchement : voulez-vous du divorce ou n'en voulez-vous pas? — Eh bien! citoyen premier consul, répondit Portalis avec quelque hésitation, si nous avions affaire à un peuple neuf, je ne l'établirais pas. « — Halte-là! s'écria Napoléon; c'est justement ici que je vous attendais. Laissez, laissez, citoyen Rœderer, ajouta-t-il en faisant une signe de la main à ce conseiller qui s'était levé pour prendre la parole, je demande à répondre; asseyez-vous et écoutez-moi. Un individu se sera marié jeune et par conséquent étourdimement, un Parisien je suppose; il apercevra par la suite qu'il s'est trompé, et qu'il n'a pas trouvé dans celle qu'il avait choisie les qualités qu'il espérait. Chacun des époux a des goûts diamétralement opposés; l'un par esprit de contradiction, fait tout le contraire de ce que l'autre veut : leur ménage devient un enfer anticipé. D'après votre système, citoyen Portalis, le malheureux mari ne pourra dissoudre son mariage sans accuser sa femme d'inconduite et de libertinage, en un mot sans la flétrir et sans se déshonorer lui-même par contre-coup. Vous dites encore que le divorce pour cause d'incompatibilité d'humeurs est funeste aux époux, aux enfants, aux familles. Selon moi, rien ne serait plus funeste, après un mauvais mariage, qu'un divorce déshonorant. Il se faisait jadis plus de séparations que de divorces, je le sais; mais ces séparations que j'appellerai *factices* étaient le pire de tout, car elles entraînaient à leur suite une foule de situations plus déplorables les unes que les autres. Ainsi comptez-vous pour rien l'inconvénient qui résulterait de ce que la femme, si elle avait commencé à mener mauvaise vie, continuât, comme de plus belle, à se mal conduire, toujours sous la res-

ponsabilité du nom de son mari, dont elle se servirait comme d'un parachute? Eh! à présent n'arrive-t-il pas tous les jours qu'un mari qui a cru devoir se séparer de sa femme à l'amiable, s'entend dire dans un salon, par un de ces fats poudrés à gris, cravatés jusque pardessus les oreilles, et qui *jacassent* à tort et à travers: *Vous ne savez pas? — Qu'est-ce? — Madame une telle a fait telle chose avec M. un tel. — Bah! répond le mari en jouant la surprise. — Ce n'est pas tout, elle avait déjà fait telle et telle chose avec M. un tel. — Vraiment!* ajoute le mari, qui broierait volontiers dans ses mains l'indiscret godelureau, *je ne l'aurais pas cru. — C'est la vérité, je vous en donne ma pao-le panachée.*

« Eh bien! citoyens, reprit Bonaparte avec exaltation et en frappant vivement du plat de la main sur le dossier qui était devant lui, n'est-ce pas là le plus sanglant outrage qui puisse être fait à un honnête homme? Comment l'empêcher cependant? je veux bien la séparation de corps, mais je ne veux pas la protéger aux dépens du divorce : le remède serait pire que le mal. Maintenant, je reviens à l'article qui énumère les diverses causes du divorce : qui est celui qui, comme cet ancien, voudrait que sa maison fût de verre, pour qu'on pût voir tout son intérieur et jusqu'à ses moindres actions? Personne! Et cependant il serait à désirer qu'il en fût ainsi; pour ma part, et ce n'est pas par vanité que je le déclare ici, je consentirais à vivre dans une lanterne; malheureusement tout le monde n'a pas la même indifférence que moi à ce sujet; mais puisque la séparation a les mêmes effets que le divorce, sans en avoir les avantages, pourquoi ne pas admettre ce dernier? Vous m'objecterez aussi le respect dû au culte.

Eh bien! si l'époux est protestant! L'article second du projet spécifie, il l'est vrai, les causes pour lesquelles on admet le divorce; mais, encore une fois, quel malheur ne serait-ce pas que de se voir forcé, en plein tribunal, aux yeux des badauds qui ont toujours soif de scandale, à révéler jusqu'aux détails les plus intimes du ménage? Le système mitigé de l'incompatibilité d'humeur que je propose prévient et répond à tous ces inconvénients, d'autant mieux qu'il suppose des faits et des preuves, moins flétrissants que les causes déterminantes que vous exigez. La preuve de l'adultère ne s'établit que très-difficilement. Et cependant le mari qui ne pourra faire preuve par témoins, *de visu*, comme disent les avocats, n'en sera pas moins obligé de vivre avec une femme qu'il abhorre, qu'il méprise, et qui, à son nez, à sa barbe, aura introduit dans le ménage des enfants étrangers. Si l'union est malheureuse, c'est à la loi civile, qui n'a rien à démêler avec la loi sacramentelle, de remédier au mal, en tâchant de pourvoir sinon au bonheur, du moins à la tranquillité des époux, lorsque ceux-ci sont forcés de se désunir. »

— La loi a fait tout ce qu'il était possible pour protéger les époux et empêcher leurs désunions, dit Portalis aussitôt que le premier consul eût cessé de parler. L'homme est le ministre de la nature, la société vient s'intéresser à elle, parce que l'homme est sociable, et qu'avant tout le mariage est dans la nature. « — C'est encore ce que je nie, citoyen Portalis, reprit avec feu Napoléon. Le mariage, comme vous le comprenez, ne dérive pas de la loi naturelle, mais de la société et des mœurs. La famille orientale est entièrement différente de la famille occidentale. La première est composée de plusieurs épouses et d'un grand nombre de concu-

bines, cela paraît immoral, mais cela n'en marche pas moins; les lois y ont pourvu. Je n'adopte pas l'opinion que la famille vient du droit civil, et le droit civil du droit naturel; les Romains avaient d'autres idées sur la famille; son organisation est le résultat des mœurs. Citoyen Portalis, permettez-moi de vous dire que vous n'avez nullement répondu à mes objections : le mariage n'est pas toujours, comme on le suppose à tort, la conclusion de l'amour. Une jeune personne bien née, bien élevée, consent à se marier pour se conformer à l'usage, pour arriver à une sorte d'indépendance, pour faire un établissement. Elle accepte un mari d'un âge disproportionné, dont l'imagination, les goûts enfin, ne s'accordent pas avec les siens. La loi doit donc lui ménager une ressource pour le moment où, l'illusion venant à cesser, elle reconnaît qu'elle se trouve enchaînée par des liens mal assortis, et que sa volonté a été séduite... » — Il n'y a pas *séduction*, permettez-moi de vous le dire à mon tour, citoyen premier consul, interrompt Portalis; du moment où la loi exige le consentement des parents pour le mariage des enfants, on doit croire que cette loi a pris des précautions pour empêcher qu'ils ne soient *surpris*. Je conviens qu'il y a des inconvénients de deux côtés; mais le mariage n'est pas institué seulement pour les époux. Le mariage n'est pas un *pacte*, comme vous l'avez prétendu l'autre jour, citoyen premier consul; le mariage est un fait. « — Eh bien, soit! dit Napoléon en souriant; je conviens que je me suis trompé; mais puisqu'il en est ainsi, proscrivez le divorce après un certain temps, après dix ans, par exemple, ce n'est pas trop. Alors je concevrais vos raisons. On ne doit pas chasser une femme dont on a eu des enfants qu'elle a élevés, à moins cependant que

ce ne soit pour cause d'adultère; mais, dans ce cas, cela devient une affaire criminelle. Je serais également d'avis qu'on ne pût divorcer deux fois; sans cela un mari pourrait prendre autant de femmes que feu Barbe Bleue, lequel avait trouvé, comme vous savez, le moyen le plus expéditif d'abrégér les lenteurs et de couper court aux difficultés du divorce. Je serais également d'avis que les individus divorcés une fois ne pussent se remarier qu'après un délai de cinq ans au moins, afin que ce ne soit pas la perspective d'une autre dot ou le désir coupable de satisfaire un caprice qui les eût portés au divorce, toujours comme Barbe Bleue. »

A ces mots dits d'un ton facétieux, un chuchotement extraordinaire se fit entendre dans les diverses parties de la salle : tous les regards étaient dirigés sur un conseiller d'État qui, depuis quelque temps, était en instance devant les tribunaux pour obtenir le divorce, afin, disait-on, d'épouser une jeune orpheline dont il était devenu éperdument amoureux, et à laquelle il voulait donner toute sa fortune, quoiqu'il eût deux enfants de sa femme. Les paroles de Napoléon avaient frappé d'autant plus directement sur ce magistrat, qu'il y avait entre lui et le fastueux châtelain, dépeint par Perrault, une certaine analogie de position, de caractère et même de figure. On ne douta pas que le premier consul n'eût voulu lui donner une leçon, ou au moins un avertissement, d'autant plus que, tout en plaidant en faveur du divorce, il s'était élevé, tout récemment encore, contre la déplorable manie qu'on avait alors de divorcer, et que cet abus s'était en quelque sorte enraciné dans toutes les classes de la société. Les chuchotements et le bruit des conversations particulières devinrent tels que la séance fut suspendue. Napoléon

avait deviné sans peine la cause de ce tumulte, et, soit qu'il eût mis ou non une intention maligne dans ses paroles, soit qu'il voulût tirer d'embarras le conseiller d'État sur lequel l'allusion était tombée d'aplomb, et qui, la tête baissée, les joues pâles et n'osant lever les yeux, se trouvait dans la situation la plus pénible; Napoléon, disons-nous, se leva, et après avoir frappé plusieurs fois sur le rebord de sa table avec le couteau d'ivoire qu'il tenait à la main, reprit avec beaucoup de dignité et d'une voix pleine d'émotion :

— Je dois déclarer, en mon âme et conscience, que je n'ai pas eu la pensée de faire une inconvenante allusion à qui que ce fût ici, et encore moins de blesser un honorable collègue que nous aimons tous, et dont j'estime particulièrement le caractère et les talents. Une pareille intention eût été de ma part plus qu'une inconséquence; c'eût été une lâcheté. — Oh! oh! situation de toutes parts. — Oui, une lâcheté! répéta le premier consul, et vous me connaissez, citoyens législateurs! Je sens donc en ce moment le besoin de croire que vous me rendrez cette justice, que je me suis toujours appliqué à ne jamais m'écarter des convenances qu'exige la nature des relations que nous avons constamment les uns avec les autres, l'importance et la gravité des discussions qui surgissent dans cette enceinte.

Les cris de *bravo! bravo!* mêlés à d'unanimes applaudissements presque aussitôt comprimés par le *chut! chut!* poussés par ceux qui étaient placés à côté du conseiller d'État anéanti, firent bientôt cesser le bourdonnement.

Quant à celui qui avait été la cause de l'incident, les paroles du premier consul, qui semblaient s'être adressé

directement à lui dans l'explication si franche qu'il venait de donner, l'avaient ému à un tel point, qu'on le vit plusieurs fois passer la main sur ses yeux. Il ne quitta cependant pas sa place; mais, dès le soir même, une réconciliation sincère s'opéra entre lui et sa femme par l'entremise d'amis communs, et depuis lors ils vécurent en parfaite intelligence. Ce magistrat est mort il y a quelques années, mais sa veuve existe encore.

Dès que le calme fut entièrement rétabli, Napoléon, qui n'avait répondu que par de légères inclinations de tête aux marques flatteuses de l'assentiment donné à sa profession de foi, se leva, et avec un calme qui aurait pu laisser croire qu'il ne s'était rien passé d'extraordinaire un moment auparavant, il ajouta :

« — Je continue, car je n'ai pas fini : Si vous parvenez, citoyens législateurs, à paralyser les inconvénients que je vous ai signalés, vous aurez fait tout ce qu'exige la morale : mais vous n'aurez pas seulement fermé les yeux sur les vices de votre système. Que direz-vous à une femme qui, se fondant sur le code romain, demandera le divorce pour cause d'impuissance de son mari ? Vous n'en parlez pas ! » — Parce qu'on ne l'écouterà pas, dit une voix. « — Dites plutôt parce qu'on ne la croira pas, reprit Napoléon; parce que la morale devra s'opposer à ce qu'elle puisse faire preuve; et cependant cela arrivera. C'est alors que vous crierez au scandale ! mais ce sera en vain. Au surplus, nous reviendrons sur cette question, parce que je ne me tiens pas encore pour battu. »

A ces mots, Napoléon se pencha vers le second consul, auquel il dit quelques mots à l'oreille. Cambacérès tira sa montre, parut se consulter un moment avec Na-

poléon, qui fit un signe affirmatif, et dit en repoussant son fauteuil en arrière :

— La séance est levée et remise à après-demain *sextidi*, à onze heures précises, pour continuer la discussion engagée aujourd'hui.

C'est convenu, ajouta le premier consul; et prenant ses gants et son chapeau, il fit en souriant une gracieuse inclination de tête et disparut.

Au même instant l'horloge du château sonna six heures.

Or, le 16 vendémiaire an XI, à midi, Napoléon n'était pas encore arrivé que Cambacérès occupait déjà le fauteuil : il annonça que la séance était ouverte.

— Citoyen Portalis, dit le second consul, résumez l'état où en est resté la discussion à la séance d'avant-hier.

Portalis allait prendre la parole, lorsque Bigot de Préamenu quitta le petit groupe où il paraissait discuter d'une manière fort animée, quoiqu'à voix basse, avec Fourcroy, Malleville et quelques autres conseillers, pour venir déposer sur le bureau les titres *de la paternité et de la filiation*, en faisant observer au second consul qu'une grave indisposition l'avait empêché de les remettre plus tôt; que du reste, ce travail était l'ouvrage de son collègue Boulay. Portalis fit son résumé.

— N'oublions pas, citoyens législateurs, dit Cambacérès après que Portalis eut fini de parler, que c'est toujours sur le chapitre du *divorce* que repose la discussion. Tâchons autant que possible de ne pas nous écarter du sujet principal, comme cela n'arrive que trop souvent. Nous n'avancons pas : le premier consul se plaignait à moi, hier au soir encore, de ce que la

plupart de nos séances se passaient en *bavardages*. Il faut absolument en finir avec cette éternelle question du divorce. La parole est au citoyen Tronchet.

Ce conseiller parla du *consentement mutuel*, et en vint, dans la discussion, jusqu'à combattre l'institution même du divorce.

— Ce n'est pas là le moyen d'en finir, dit Cambacérès avec un geste d'impatience; mais enfin. A vous, citoyen Boulay. — Je propose, dit celui-ci, de faire précéder le divorce d'une séparation de cinq ans, comme épreuve...

Au même instant Napoléon entra en disant :

— Pardon, pardon de vous avoir fait attendre.

Il salua à droite et à gauche, s'assit, et se penchant vers Cambacérès :

— Consul, que se passait-il donc lorsque je suis arrivé? Où en était-on?

Cambacérès le mit au courant en peu de mots.

— J'y suis, j'y suis, répéta Napoléon; puis s'adressant à Boulay, il ajouta en s'étendant dans son fauteuil et en commençant à faire tourner ses pouces l'un sur l'autre :

— Vous disiez donc, citoyen Boulay?...

Le conseiller répéta sa proposition et la développa.

— C'est très-bien, dit Napoléon après que celui-ci se fut assis; mais je demande à faire quelques observations. Puis, ayant pris du tabac dans la tabatière du troisième consul, par distraction il la mit dans sa poche, comme cela lui arrivait souvent.

« Le projet du citoyen Boulay, dit-il, est très-serré, il écarterait même le divorce; mais, remarquez bien, citoyens législateurs, que dans ce que j'ai dit auparavant, je n'ai rien articulé contre la sainteté du mariage,

puisque j'exige non-seulement le consentement mutuel, mais encore celui des parents. Je considère les époux qui veulent divorcer comme étant sous l'influence de la passion et ayant besoin de tuteurs. Je me souviens assez de mon histoire ecclésiastique pour savoir qu'il y a eu des cas où les papes ont autorisé le divorce. Et puis, dans cette question, on veut absolument opposer l'intérêt des enfants, qui, dit-on, seront sacrifiés par leurs pères; on fait à ceux-ci des entrailles de plomb. Les Romains repoussaient des femmes grosses. Nous n'en sommes pas là, Dieu merci; mais il faut approprier, avant tout, nos lois à nos mœurs. »

Portalès, pressé de donner son opinion, dit qu'il ne serait pas éloigné d'adopter la proposition du citoyen Boulay, *la séparation pendant cinq ans comme preuve.*

— C'est nous dire, reprit Napoléon avec vivacité, qu'on restera marié *un peu*, et jusqu'à ce qu'on change d'avis pour se marier tout de bon, ou qu'on soit d'accord pour divorcer tout à fait. Soit; mais en supposant même que cet arrangement fût possible, les causes n'en devraient pas moins être jugées par le conseil de famille, afin d'éviter le scandale des accusations d'adultère.

Bigot de Préameneu, ne voulant pas du consentement mutuel, déduisit fort longuement ses motifs.

— Ah! nous y voilà! s'écria Napoléon; nous retombons toujours dans le labyrinthe... — D'où nous ne sortirons jamais, fit le second consul, comme à part lui. « — Si fait, si fait, reprit Napoléon; mais, citoyens législateurs, vous n'apercevez donc pas l'immense inconvénient des séparations pures et simples? Ne voyez-vous pas l'abus monstrueux qu'on pourrait faire de la

proposition du citoyen Boulay, mitigée par celle du citoyen Bigot. Voyez les époux, pendant ce congé limité, se livrer au libertinage, la famille dissoute, les biens mangés!... C'est placer les conjoints entre deux principes. On oppose les bonnes mœurs! Les bonnes mœurs consistent à maintenir les bons mariages, et surtout à éviter tout ce qui peut blesser la morale publique. J'entends citer sans cesse dans cette enceinte l'exemple de l'Angleterre; mais messieurs les Anglais, avec leur manière de se conduire lorsqu'il y a eu dans leur mariage ce qu'ils appellent flegmatiquement une *criminelle conversation*, sont la risée de toute l'Europe. Gardons-nous, citoyens législateurs, de rendre publiques des doctrines et des manières de vivre dangereuses, et qui, grâce au ciel, nous sont entièrement inconnues. Enfin, la question, telle qu'on la traite actuellement, en est retombée là : à savoir s'il y aura divorce ou s'il n'y aura pas divorce. On cède à des préjugés religieux, et non aux lumières de la raison. Le divorce est indispensable, particulièrement le divorce par consentement mutuel : dans l'état de nos mœurs, la poursuite de l'adultère devant les tribunaux est une cause honteuse, impossible pour un honnête homme. Vous ne voulez, vous, que l'action devant les tribunaux et je ne la veux, moi, que comme menace, comme moyen d'amener la femme au consentement mutuel. Eh! mon Dieu! l'adultère n'est pas un phénomène! Je sais qu'il y a fort heureusement des êtres, des philosophes, des idéologues auxquels certaine distraction de leur femme est totalement indifférente. » — Oh! oh! fit-on de toutes les parties de la salle. — Oh! oh! répéta Napoléon d'un ton de défi et en élevant la voix; eh bien! en voulez-vous un exemple entre

mille?... (Oui, oui.) J'ai connu un citoyen très-honorable membre d'un corps scientifique, qui, rentrant un jour chez lui sans y être attendu, surprit sa femme en criminelle conversation, comme disent nos voisins d'outre-Manche, avec un... Prussien. « Quand je vous avertissais, madame, qu'il fallait que *je m'en aille*, dit froidement l'étranger. — Eh! monsieur, dites au moins que *je m'en allasse!* s'écria ce savant de je ne sais plus quelle section de l'Institut; j'aime encore mieux vous voir écorcher mon honneur, que de vous entendre écorcher notre belle langue. »

A ces mots, un éclat de rire général partit spontanément de tous les côtés de la salle.

— Ce citoyen, dit une voix, devait être membre de la ci-devant Académie française.

Les rires redoublèrent, Napoléon lui-même sourit malicieusement; mais, le calme une fois rétabli, il reprit avec gravité et en s'animant peu à peu jusqu'à la fin de son discours.

« — N'avais-je pas raison, citoyens législateurs, de vous dire, à la précédente séance, qu'il fallait que les femmes fussent sévèrement tenues? A présent, elles vont où elles veulent; elles font ce qu'il leur plaît, disent impunément tout ce qui leur passe par la tête... Aussi y a-t-il beaucoup plus de femmes qui outragent leurs maris que de maris qui trompent leurs femmes. Il faut un frein aux femmes qui sont faibles, qui ont les passions vives et le système nerveux trop facile à émouvoir. La plupart d'entre elles ne deviennent adultères que pour des chiffons, ou des clinquants, de petits vers qui n'ont pas le sens commun, une romance de Garat, un verre de champagne. Dans ces cas-là, il n'y a pas eu préméditation, à peine s'il y a eu volonté;

et souvent ce que le mari a de mieux à faire, quand on n'a pas trop *jasé*, c'est de pardonner. Mais il est telle femme, citoyens législateurs, qui ne saurait faillir impunément : l'infidélité conjugale est, chez elle, comme l'incrédulité chez le prêtre, le dernier terme de la forfaiture humaine; car c'est pour elle, comme pour lui, le plus grand crime social, en ce qu'il implique tous les autres. Ou une femme adultère profane son amour, en continuant d'appartenir à son mari, ou elle rompt tous les liens qui l'attachent à sa famille, à la société, en s'abandonnant entièrement à celui qui l'a séduite. Dans l'excès de son aveuglement, il faut qu'elle opte, car c'est la seule excuse possible avec sa conscience; sans cela, elle vit continuellement entre deux forfaits; et par conséquent entre deux remords. Que voulez-vous que fasse le mari? Qu'il la garde?... Impossible! Qu'il demande la séparation pour délit d'adultère? Allons donc! Je vous dis que vous n'en sortirez, bien décidément, qu'avec le divorce par consentement mutuel. »

Après quelques nouvelles objections produites par les dissidents, le principe du *divorce par consentement mutuel* fut adopté. L'ordre du jour indiqué étant épuisé :

— Consul, il est encore de bonne heure, dit Napoléon à Cambacérès; que faisons-nous? — Général, en suivant la marche accoutumée, ce devrait être les titres de *paternité* et de *filiation*; mais le citoyen Bigot n'a déposé son travail que ce matin; il a été indisposé. — En ce cas, arrêtons-nous là, dit Napoléon; nous ne discuterons pas ces titres aujourd'hui. Mais, à propos, reprit-il, nous n'avons pas encore arrêté la rédaction pour l'article où il s'agit des actes civils des militaires,

notamment des *décès* et des *mariages* contractés à l'armée : c'est cependant chose fort importante. — On y reviendra, dit une voix. — Eh bien ! nous y sommes ! reprit le premier consul. Qui de vous, citoyens, avait fait le rapport ? (Silence.) Personne ne répond ? Qui est-ce qui était chargé de l'article ? (Même silence). Alors, ajouta-t-il, admettez que c'était moi : puisque personne ne prend la parole, voici la rédaction que je suis censé avoir proposée, un jour où chacun de vous était absent :

Tous actes de l'état civil des Français en pays étranger sont valables lorsqu'ils ont été rédigés dans les formes qui ont été usitées et voulues par la loi.

« — Je déduis mes motifs, citoyens législateurs, car cet article n'est pas une petite affaire ; la guerre n'est pas non plus un cas si rare qu'on ne puisse la prévoir. Si l'armée est en France, et qu'un militaire meure à l'hôpital, c'est bien ! Je crois que le cas a été prévu par un article précédent ; mais l'armée étant même en France, un militaire peut périr dans un combat. De même que si l'armée est hors du territoire de la République, un militaire peut mourir dans une bataille, à l'ambulance... » — Il y a même à parier qu'il en mourra plusieurs, dit une voix d'un ton sardonique. « — Aussi n'est-ce pas une exception que je fais, reprit le premier consul, un peu piqué de l'interruption. Il faut donc regarder le drapeau comme le domicile. Partout où est le drapeau, là est la France ! » — Oh ! oh ! firent quelques conseillers. « — A la vérité, ceci est une fiction ; mais je le répète, ce n'en est pas moins là, où est le drapeau, que doivent être rédigés les actes quels qu'ils soient, et d'où ils doivent être expédiés au domi-

cile véritable. J'espère que vous ne permettrez pas qu'on hérite d'un militaire avant qu'il ne soit mort? C'est cependant ce qui arriverait si les héritiers pouvaient entrer en possession avant que l'acte de décès ne leur fut régulièrement envoyé. Cette formalité n'est pas moins nécessaire pour les mariages en secondes noces; sinon vous risquez de rencontrer des femmes à deux maris, et même à *plusieurs maris*, reprit Napoléon en appuyant sur ces mots, et en dirigeant ses regards du côté de la salle où la première interruption s'était fait entendre. D'après ce principe, un soldat se contenterait de se marier à l'armée devant un caporal, et son acte de mariage serait valable et connu. On évitera ainsi beaucoup d'abus. Qu'en pensez-vous, citoyens législateurs?... Qui est-ce qui demande la parole?... Allons, je vois qu'aujourd'hui j'ai eu complètement raison, cela ne m'arrive pas souvent. Après le mariage vient nécessairement la paternité, la filiation, etc.; la discussion de ces titres, qui sont de la dernière importance, fera les frais de la prochaine séance. Au revoir messieurs.»

Dès l'ouverture de la séance suivante, la discussion des deux titres annoncés fut immédiatement entamée; elle n'offrit que peu d'intérêt, parce que Napoléon s'abstint de parler; mais quand on arriva au projet qui consacrait le principe : *Que l'enfant conçu dans le mariage a pour père le mari, excepté le cas de l'adultère ou de l'impuissance*, le premier consul prit la parole :

« — Fort heureusement, dit-il en se levant, la conséquence de l'adultère n'est pas toujours un enfant. Si une femme *cohabite* (il appuya sur le mot) avec son mari et un autre homme, il faut présumer que l'enfant

appartient au mari : il n'est pas évident qu'il n'est pas de lui; il est probable qu'il en est le père. Quant à l'impuissance, permettez-moi de vous dire, citoyens législateurs, que ce n'est qu'un mot vague. Si d'après l'opinion du citoyen Tronchet, vous admettez que l'impuissance, dans cette acception, doive être considérée comme une infirmité de naissance, moi je soutiendrai que cette *infirmité*, puis qu'il l'appelle ainsi, n'a rien de naturel, parce qu'enfin elle peut n'être que temporaire. C'est ici le cas d'abandonner les intérêts de la femme, du mari, des héritiers même, pour ne s'occuper que de ceux de l'enfant, n'est-il pas vrai? Eh bien! quel médecin, sans en excepter le citoyen Corvisart*, pourrait définir quelle est l'affection qui rend impuissant, et assurer que cette impuissance est constante? Si vous opposez le fait physique de l'absence du mari, c'est différent! Certes, je défie à une femme qui habite Paris d'allonger assez le bras pour que son mari, s'il est à Saint-Domingue, puisse lui baiser la main : or, on ne fait pas des enfants avec l'imagination. »

Le second consul insista sur les deux exceptions proposées : l'adultère et l'impuissance.

— Dès qu'il y a l'ombre de possibilité que l'enfant soit du mari, reprit Napoléon, le législateur doit se mettre la main sur le front, se couvrir les yeux... — Ce serait bien plutôt le mari, dit tout bas Thibaudeau à un de ses voisins. — Chut! chut! fit Napoléon avec un geste de la main, car il avait entendu; ceci n'est pas plaisant. Parce que, continua-t-il, l'enfant doit être regardé comme le tiers le plus intéressé.

* Napoléon, devenu empereur, le nomma son premier médecin.

Alors Cambacérès s'éleva contre l'inflexibilité du principe.

— Les femmes ne seront plus retenues, s'écria-t-il, s'il leur suffit d'alléguer la *possibilité*. « — Voyons, reprit Napoléon avec un petit mouvement d'impatience, en s'adressant directement au second consul : vous qui avez de l'expérience au barreau, avez-vous jamais vu des impuissants? Quand il faudra en venir à la preuve, la femme dira toujours : *L'enfant prouve la puissance*. Dans ce débat, qui prendra donc l'intérêt de l'enfant, si ce n'est la loi? Il faut une règle fixe pour lever tous les doutes. On vous a dit qu'elle serait contre les mœurs; eh bien, moi, je soutiens le contraire, car si le principe absolu n'était pas adopté, la femme dirait au mari : *Pourquoi voulez-vous gêner ma liberté? Si vous soupçonnez ma vertu, n'avez-vous pas la ressource de prouver que l'enfant n'est pas de vous?* Il faut bien se garder de tolérer pareille chose, citoyens législateurs; le mari doit avoir un pouvoir sans bornes sur sa femme, afin qu'il puisse lui dire : *Madame, vous ne sortirez pas de la maison. Je ne veux pas que vous alliez, ce soir, au théâtre des Arts* *. *Je vous défends de recevoir chez moi monsieur un tel. Partant de là, les enfants que vous ferez seront de moi.* Au reste, si le mari est réellement impuissant, eh bien! comme dernière ressource il l'alléguera et le prouvera, à moins qu'il ne craigne de se faire siffler. » — Mais si le mari devient impuissant par malheur, par une blessure, par un coup de feu reçu à l'armée? demanda Malleville. Je suis persuadé, citoyen premier consul, qu'il y a eu des exemples

* Alors le grand Opéra.

et qu'il peut s'en présenter encore. — Peut-être bien. Alors on pourrait admettre l'impuissance *accidentelle*; mais il faudrait que ce fût clair comme le soleil : tout le reste n'est que fiction. Je ne reconnâtrai d'impuissance que celle produite par suite de blessure, et je l'admets volontiers comme cause de divorce. Citoyen Malleville, êtes-vous de mon avis?

Malleville fit un signe de tête affirmatif, en répondant :

— Cela peut s'alléguer, il n'y a rien de déshonnête. — Parbleu! je le crois bien! reprit Napoléon en faisant un mouvement brusque; cela a failli m'arriver, au passage du Mincio, il y a sept ans. J'en aurais été fort contrarié, quoiqu'en définitive le résultat soit à peu près le même pour moi, et bien que ce ne soit pas de mon fait, mais de celui de ma femme *.

Arrivé à cette question : *A quel terme doit naître l'enfant pour être légitime?* le premier consul demanda :

— Un enfant né à six mois six jours peut-il vivre?

— Il est reçu que non, dit Fourcroy. — Pourquoi cela? demanda Napoléon; comment sait-on qu'un enfant est conçu? Quand les théologiens ou plutôt les médecins pensent-ils que l'âme entre dans le corps? — Les uns à six semaines, les autres à...

Et comme le célèbre chimiste paraissait hésiter :

« — A... rien! citoyen Fourcroy, interrompit le premier consul avec vivacité : mieux que personne

* On sait que l'impératrice Joséphine ne put jamais donner d'héritier à Napoléon, et que ce fut cette seule cause qui lui fit rompre son mariage avec elle en 1809, pour épouser, en 1810, la fille de l'empereur d'Autriche.

vous devez savoir qu'il existe différents systèmes sur *l'engendrement*, si je puis forger ce mot; Hippocrate et Galien ont chacun le leur. Il n'y a que Dieu seul qui sache comment s'opère ce grand œuvre; à lui seul cette puissance divine d'infuser l'âme dans la matière. Quant à moi, j'aime mieux croire que l'enfant se forme dans le sein de sa mère, aussi mystérieusement que les truffes au milieu des terrains du Périgord; eh bien! vous, citoyen Cambacérès, qui souriez de ma comparaison, auquel de ces systèmes donneriez-vous la préférence? » — Je préfère les truffes, répondit le second consul à demi-voix, parce que c'est le mets des dieux. — C'est possible, reprit Napoléon en souriant à son tour; mais il ne sera jamais le mien : j'abandonne volontiers les truffes à ceux qui les découvrent.

Cambacérès se mit à rire en faisant une légère inclination de tête, comme pour dire : *merci de la comparaison*, et prononça ensuite quelques mots qui ne furent entendus que des conseillers les plus près de lui. Napoléon reprit d'un ton grave :

— Quoi qu'il en soit, cette matière donne lieu à des observations de deux sortes : 1° le terme auquel naît l'enfant; 2° l'état dans lequel il se trouve en naissant. On vous dit que le fœtus est formé à six semaines : l'enfant peut donc naître à cette époque! Il naîtra mort, c'est présumable; mais enfin il sera né : *né* est donc une mauvaise expression dont on se sert dans le texte du projet. Il faudrait dire *né vivant* — *Né viable!* dit une voix. — Viable soit, reprit Napoléon; le mot n'ajoute rien à mon idée, puisque cet enfant peut également naître mort, à neuf mois. — On pourrais'exprimer ainsi, dit Tronchet : *L'enfant né à terme, avant cent quatre-vingt-six jours...* — Terme! terme! in-

terrompit Napoléon avec impatience; qu'entendez-vous par le mot *terme*, puisqu'on épilogue ici sur les mots?

— De sept à neuf mois, dit Fourcroy; tout le monde sait cela. — C'est juste. Les gens de l'art peuvent-ils reconnaître si un enfant est né à neuf, à huit, ou à sept mois? — Non pas d'une manière certaine, répondit Fourcroy. — Un enfant peut-il naître vivant, *viabile*,

veux-je dire, à six mois? demanda encore Napoléon.

— Oui, mais il ne vit pas. — Bon! alors je serais d'avis, continua le premier consul, que le père eût la

faculté de désavouer l'enfant né viable avant cent quatre-vingt-six jours, mais que dans le cas où l'enfant

naîtra mort il ne pourra être désavoué. A quel âge les ongles poussent-ils aux petits enfants? — Avant

six mois, répondit encore Fourcroy. — Il y a des en-

fants qui ont des ongles en venant au monde, répliqua une autre voix. — C'est une erreur, reprit aussitôt une

voix. — On vient au monde avec des cheveux! s'écria un conseiller. — Et même avec des dents, dit un

autre conseiller. — Jamais!... — Si fait!... — Non!...

— Cela se voit tous les jours!... — Allons donc!...

Tels furent les mots et les interruptions qui se croisèrent et s'échangèrent en même temps, d'une des

extrémités à l'autre de la salle, avec une volubilité extrême. Il fut impossible à Napoléon, qui voulait

parler, de se faire entendre. Le second consul eut beau réclamer le silence, on ne tint aucun compte

de ses invitations. Des discussions particulières et animées s'étaient établies partout. Pendant ce temps

le premier consul souriait en regardant à droite et à gauche et s'entretenant tranquillement avec ses deux

collègues. Au plus fort de ce brouhaha général, Napoléon avait appuyé ses coudes sur son bureau et avait

agité ses deux mains au-dessus de sa tête en disant :

— Ah! mon Dieu, mon Dieu! des législateurs qui s'amuse à faire de la physiologie au lieu de formuler des textes de lois! Des hommes doctes et raisonnables qui, pour des mots, se chamaillent comme des étudiants! En vérité, c'est ce qu'on ne voudra jamais croire un jour. — Silence donc! ne cessait de crier Cambacérès. — Laissez-les, laissez-les, lui dit Napoléon en tournant seulement la tête de son côté sans changer de position; vous allez voir que tout à l'heure on va vous prouver qu'il y a des enfants qui viennent au monde avec des bas ou des mitaines.

Enfin, après dix minutes, le calme s'étant un peu rétabli au centre, Napoléon frappa sur la table avec son couteau d'ivoire, et dit d'un ton calme en se levant à moitié de son siège :

— Malgré tout ce que vous venez de dire, citoyens législateurs, et tout ce que je n'ai pas entendu, je vous déclare que si un enfant naissait à six mois, aurait-il déjà de la barbe, je le prendrais pour être de moi, et je le croirais malgré vous, malgré le citoyen Corvisart, et malgré toute la société nationale de médecine.

Ayant dit, il fit un léger salut et sortit.

A une séance suivante, le grand ordre du jour ayant ramené la discussion sur l'âge auquel le mariage devait être permis :

— Est-il sage, demanda Napoléon, que l'on puisse se marier à quinze et à seize ans?

Quelques membres répondirent *oui*; le plus grand nombre *non*. On proposa *dix-huit ans* pour les hommes, et *quatorze ans* pour les femmes.

« — La différence d'âge entre l'homme et la femme n'est pas assez grande, dit le premier consul, et cepen-

dant je verrais moins d'inconvénient à fixer l'âge à quinze ans pour les hommes qu'à treize ans pour les femmes; car, que peut-il sortir d'une *morveuse* de cet âge, qui aura par-dessus le marché neuf mois de grossesse à supporter? Vous allez me citer les Juifs! Mais nous ne sommes pas au temps où, à Jérusalem, une fille était nubile à neuf ans, vieille à quinze, et grand-mère à dix-huit ans. Vous n'accorderez pas aux enfants de quinze ans la capacité de faire des contrats ordinaires, comment leur permettez-vous le pacte le plus solennel? Et la nature, ne la comptez-vous donc pour rien? C'est elle, cependant, qui doit être la base de toutes les lois humaines! Je suis d'avis que l'homme ne puisse se marier avant vingt et un ans, et la femme avant seize. Sans cela, nous n'aurons jamais la *bonne race* en France. »

Sur la nullité du mariage par erreur de personne, il dit encore :

« — L'erreur ne peut pas porter sur la personne physique, elle ne peut porter que sur la qualité. Un contrat fondé sur l'erreur ou la fraude est nul. Exemple : Je veux épouser une cousine que je ne connais pas et qui arrive des Indes; on me fait épouser une coureuse des rues. Après en avoir eu des enfants, je découvre qu'elle n'est pas ma cousine; le mariage est-il bon? Je n'hésite pas à répondre oui, parce qu'il y eu échange et liaison d'âmes et de sentiments. Dans le mariage, il y a autre chose que l'union des noms et des biens. Le législateur peut-il admettre qu'on ne se mariera qu'à cause des formes physiques de la femme, et du plus au moins de complaisance qu'elle apportera à satisfaire nos désirs et tout ce qui excite chez nous le plaisir des sens?... Non! mille fois non! ce sont ses

qualités morales, telles que la douceur, l'économie, la bonne administration qu'elle apportera dans le ménage, qui doivent décider de notre choix. Si ces qualités sont le principe fondamental du mariage, ne serait-il pas choquant de l'annuler parce que la fille qu'on aurait épousée n'avait pas sa virginité, ou parce qu'on lui aurait trouvé la jambe mal faite? Les formes de la Vénus de Médicis ne sont dans le mariage que des qualités accessoires. Moi, j'aurais épousé une bossue, si cette bossue avait été douée d'un esprit et d'un caractère qui m'eussent plu. »

Réal ayant donné lecture d'une nouvelle rédaction relative aux *nullités du mariage*, la discussion recommença sur cette question, et Napoléon dit encore :

« — Vous ne devez pas vous servir de ces termes : *le premier mariage*, puisque vous dites dans ce cas : *il n'y a pas eu de mariage*. Je distinguerai deux cas dans cette discussion : 1° il n'y a pas de mariage à défaut de consentement devant l'officier civil, et si on écrit que la femme a dit *oui*, quand elle a dit *non*; 2° si la femme ayant dit *oui*, prétend ensuite avoir été forcée, il y a mariage; mais alors il peut être annulé. Il en est de même relativement à l'erreur des personnes : si lorsque je voulais épouser une blonde avec des yeux noirs, on m'a donné une brune avec des yeux bleus, il n'y a donc pas mariage? S'il n'y a eu erreur que sur la couleur des cheveux et des yeux, il y a mariage, mais il peut être nul. Votre rédaction, citoyen Réal ne maintient pas cette distinction. » — Cependant, citoyen consul, dit celui-ci, j'ai tâché de rendre vos idées : il n'y a pas consentement quand il y a violence. — Si fait! il peut y avoir consentement, il suffit d'une minute; mais ce consentement n'a pas été *libre*.

La discussion ayant continué sur l'erreur des personnes, Napoléon ajouta :

« — A présent qu'il n'y a plus de caste privilégiée, le mariage doit être de toutes les institutions sociales la plus imposante. Je suppose que j'aie épousé une femme brune qui m'était bien connue depuis longtemps; je viens à découvrir ensuite qu'elle n'est pas fille de celui que j'avais cru son père : il y a erreur de personne, mais il n'y a pas moins mariage; autrement cet acte serait un jeu, une véritable mystification. Il y a eu échange d'âme, n'est-ce pas? Eh bien! tant pis pour l'homme qui s'est marié *bêtement*. Il serait à désirer qu'on ne permit pas le mariage à des individus qui ne se connaîtraient pas depuis six mois au moins; mais votre article n'en est pas moins immoral. Vous regardez le mariage comme une partie de pêche... Le législateur ne doit pas s'arrêter à de telles considérations; il doit toujours supposer le mariage contracté en parfaite connaissance de cause. Je n'excepte que le cas où la fille serait complice de la fraude; mais ces cas sont extrêmement rares. » — Et la loi ne doit pas statuer sur les *cas extrêmes*, dit Cambacérès avec une intention marquée, mais comme à part lui.

« — Eh bien! alors, ces cas sont très-communs, citoyen Cambacérès, reprit vivement Napoléon en s'adressant au second consul avec un sourire ironique que celui-ci ne put voir, parce qu'il n'avait pas même levé les yeux de dessus son bureau. Pendant la révolution on a caché ses noms. Nous avons eu l'émigration. Tous les jours on retrouve *un tas* d'enfants perdus. Vous regardez comme essentiel au mariage ce que je ne regarde, moi, que comme accessoire. Est-ce que vous pouvez, après l'union, rendre à ses pa-

rents la fille dans l'état où elle était auparavant? Allons donc! Au théâtre on sifflerait un drame qui serait contraire à mon système. » — Je citerai le fait d'un militaire qui revient de l'armée après dix ans d'absence, dit le second consul en se redressant; il croit épouser sa cousine, il épouse... — Son oncle peut-être?... interrompit Napoléon avec un sourire goguenard. — Permettez, ce n'est ni son oncle ni sa tante. Le tuteur lui a substitué sa fille, à lui; il n'y a pas consentement... — Vous traitez cela en homme d'affaires, s'écria Napoléon. Dans ce cas le mariage est bon, car, encore une fois, la dot n'est que l'accessoire : l'union des corps est le principal; tâchez donc d'en être convaincu une fois pour toutes, citoyen Cambacérès : c'est là le nœud. » — Soit, reprit le second consul, visiblement piqué de l'interruption et du ton de la remarque; mais je pose une autre hypothèse : le militaire voulait épouser une femme laide et pauvre, on lui en substitue une qui est jolie et riche : il n'en vent pas... — Votre militaire est un imbécile! interrompit de nouveau Napoléon en faisant un mouvement d'épaules qui était loin d'être approbatif. — Le militaire est un imbécile, j'en conviens, citoyen premier consul; mais convenez aussi que tous vos raisonnements courent. — Allons donc! reprit Napoléon avec plus de chaleur encore; votre système était bon quand on se mariait par procuration; mais aujourd'hui on se marie face à face; donc il est faux. L'heure est avancée; en voilà assez pour aujourd'hui; nous reviendrons sur cette question après-demain. La séance est levée.

Et Napoléon ayant pris ses gants et son chapeau,

s'apprêtait à sortir de la salle, lorsque le second consul s'empessa de descendre de l'estrade pour le reconduire jusqu'à la porte.

— Laissez! laissez! citoyen Cambacérès, lui dit-il avec une bienveillance tout amicale, c'est à ces messieurs que vous devez les honneurs, et non pas à moi. Allons, mon cher collègue, ajouta-t-il avec un sourire gracieux en lui pressant la main, sans rancune, et bon appétit: à après-demain.

Cambacérès s'inclina, et Napoléon sortit après avoir adressé à tous un dernier salut.

La séance suivante s'ouvrit par la lecture de l'article ainsi conçu :

Le mariage sera célébré devant l'officier civil du domicile des parties.

La discussion s'engagea aussitôt.

« — Est-ce que vous ne ferez pas promettre obéissance par la femme? demanda Napoléon après avoir entendu plusieurs orateurs. Il faudrait une formule qui contînt la promesse d'obéissance et de fidélité par la femme, parce qu'il faut que celle-ci sache bien qu'en sortant de la tutelle de sa famille, elle passe sous celle de son époux. L'officier civil marie sans aucune solennité. Cela est trop sec. Il faut quelque chose de moral. Voyez les prêtres! Il y a un prône à l'église. Si cela ne sert pas aux époux, qui ont ordinairement l'esprit tendu vers autre chose, au moins les assistants écoutent; puis, libre à eux d'en profiter; pendant ce temps-là ils ne se livrent pas, entre eux, à ces causeries de mauvais ton, auxquelles ils ne sont que trop enclins en semblables circonstances. »

On lut l'article suivant : *Le mari doit protection à sa femme; la femme obéissance à son mari.*

Sur le mot *obéissance*, un membre dit :

— Les lois anciennes l'ont-elles imposée?

« — Quelle demande! s'écria Napoléon en se retournant vivement vers celui qui venait de jeter cette question. Ne savez-vous pas que l'ange prescrivit à Ève d'obéir à son mari? On prononçait jadis cette formule en latin lors de la célébration; c'est pour cela sans doute que la femme ne la comprenait pas. Cet article est excellent, pour Paris principalement, où les femmes se croient en droit de faire tout ce qu'elles veulent. Je ne dis pas qu'il produira son effet sur toutes; mais enfin il ne sera pas perdu pour quelques-unes. Les femmes ne s'occupent que de toilette et de plaisir. Si on ne vieillissait pas, je ne voudrais pas de femme. Ne devrait-on pas ajouter que la femme n'est pas maîtresse de voir quelqu'un qui déplaît à son mari? Les femmes ont toujours ces mots à la bouche : *Vous voulez m'empêcher de voir mes connaissances.* Puis elles sanglotent en ajoutant : *C'est ma seule amie*, ou, ce qui est le pire : *C'est mon seul ami...* hi... hi... hi... Et elles pleurent à verse. »

A ces mots, auxquels le premier consul joignait une pantomime des plus comiques, les conseillers d'État partirent d'un éclat de rire inextinguible; Cambacérès se tordait dans son fauteuil; Napoléon lui-même partagea l'hilarité générale. Lorsqu'elle se fut un peu calmée et qu'il eût repris son sérieux, il aspira longuement une prise de tabac, et ajouta :

« — Oh! messieurs, c'est cela! Or, comme rien n'est plus ennuyeux que de voir pleurer sa femme, on cède par faiblesse; elle vous fait des agaceries et des *mamours* par instinct; vous lui laissez voir qui bon lui semble; et puis, vous finissez par être... *conraincu*, comme beaucoup d'autres maris, du danger

qu'il y a de parler latin aux femmes. Oui, certes, la femme doit obéissance à son mari, en tout et pour tout; la morale des peuples a écrit cet article dans toutes les langues, à plus forte raison doit-il être écrit en français dans notre code. »

Vers la fin de cette séance, qui fut fertile en incidents, il s'agissait de consacrer le principe que : *les enfants devaient des aliments à leurs père et mère*. Napoléon demanda que l'obligation fût réciproque. On proposa de s'en rapporter aux sentiments que la nature a mis dans le cœur des parents, en soutenant que, dans tous les cas, le fils majeur n'avait aucun droit à des aliments. Napoléon prit aussitôt la parole.

« — Voulez-vous donc, dit-il avec l'accent de la plus chaleureuse conviction, qu'un père puisse chasser de sa maison une fille de quinze ans, qui, si elle a un juste sentiment de pudeur qui l'empêche de se prostituer, se verra réduite à voler pour vivre!... Ou bien encore, en supposant qu'elle ne puisse se résoudre à déshonorer le nom qu'elle porte, consentira-t-elle à devenir la maîtresse d'un riche débauché, en un mot, à se faire entretenir? Ah! citoyens, sous la toge du législateur bat le cœur d'un père; c'est à lui que j'en appelle! Un enfant peut être infirme, idiot, sourd et muet, l'un et l'autre peut-être; et un père qui aura cent mille livres de rente pourra lui dire : *J'ai cent mille livres de revenu, c'est vrai; mais je les garde pour moi tout seul. J'en ai le droit, tu n'auras pas un sou. Toi, tu es gros et gras, va-t'en labourer la terre!* Il pourra ainsi abandonner, répudier son enfant, livrer à la misère celui qui doit un jour lui succéder! Ah! citoyens, vous n'y avez pas songé! Sommes-nous donc des sauvages? »

— C'est aux tribunaux de juger si ce fils est valide ou non, dit Berlier. — Je vous arrête là, reprit Napoléon. Qu'entendez-vous par *valide*? Un père riche peut-il, par suite d'un caprice, envoyer tout à coup son fils mendier son pain, lorsque celui-ci a été élevé au milieu de l'aisance et de l'oisiveté? Dans ce cas le père doit continuer de lui fournir des aliments tant qu'il en a les moyens; s'il est ruiné, c'est différent; encore, je parierais que c'est de préférence ce père-là qui ferait le plus de sacrifices. — Je suis de l'avis du citoyen Berlier, dit Tronchet; il faut laisser cela aux tribunaux. — Vous avez prouvé, reprit Napoléon, qu'il était impossible de fixer la quotité des aliments; mais pour cela le père n'en doit pas moins élever ses enfants jusqu'à leur majorité, et leur fournir ensuite des subsides... Je le répète : un père, dans quelque position de fortune qu'il soit, doit toujours à ses enfants la *gamelle paternelle*. — Pas toujours, dirent à la fois plusieurs membres; mais seulement dans certains cas. — Toujours, et dans tous les cas, reprit Napoléon. Dans l'état actuel des choses, j'irais chez un avocat qui trouverait dans la jurisprudence les moyens de me faire obtenir les aliments; tandis que si votre système était accueilli, je courrais le risque de mourir de faim, car les tribunaux seraient en droit de repousser ma demande.

Quelques membres insistèrent également pour que les enfants ne pussent pas, dans cette hypothèse, intenter une action devant les tribunaux. Ils invoquaient à l'appui de leur opinion le respect dû à l'autorité paternelle.

— Alors n'en parlons plus! s'écria Napoléon en se levant de son fauteuil avec vivacité; mais, avec cette

nouvelle manière d'entendre le respect, vous forcez les enfants à tuer leur père pour vivre... La séance est levée, ajouta-t-il en baissant la voix. Puis il vint s'asseoir lestement sur le coin de sa table, à la manière des écoliers, en faisant aller et venir en sens contraire ses pieds, qui ne touchaient point à terre. Pendant ce temps les conseillers d'État avaient quitté leurs places; ils avaient rangé leurs papiers dans leurs cartons et étaient venus peu à peu se grouper autour du premier consul, qui, toujours assis et les bras croisés sur la poitrine, discutait avec Merlin de Douai sur l'esprit du rapport que le tribun Duvergier devait faire le lendemain au tribunal. Il s'agissait de l'établissement des *tribunaux criminels spéciaux* qui devaient juger le grand nombre de voleurs qui désolaient les routes de la république, ou commettaient des assassinats jusque dans l'intérieur des villes. Le premier consul parla encore longtemps sur les moyens de répression qu'il y avait à opposer à de semblables brigandages, et fut admirable dans ses discours. C'était dans de pareils moments qu'il fallait le voir et l'entendre.

Portalis père, qui s'était approché du groupe pour mieux entendre, se tenait modestement derrière quelques jeunes auditeurs, sans que ceux-ci y fissent attention, captivés qu'ils étaient par le prestige des paroles du premier consul. A peine Napoléon, qui avait pour ce vénérable magistrat une profonde estime, l'eut-il aperçu, que, quittant précipitamment sa place et écartant doucement ceux qui étaient devant lui, il dit à l'un d'eux avec une paternelle bienveillance :

— Jeune homme, il ne vous arrive donc jamais de regarder derrière vous?

Et prenant M. Portalis par la main, il l'attira à lui.

Ce digne homme ne se ressentait pas encore de la triste infirmité qui plus tard dégénéra en une cécité complète, bien que sa vue, déjà très-affaiblie, le forçât quelquefois d'avoir recours à un guide. Napoléon lui parla tout d'abord du discours préliminaire du code civil qu'il était chargé de rédiger.

— Vous êtes un peu paresseux, citoyen Portalis, lui dit-il en souriant; cependant il faut vous hâter. Tout le monde crie après nous : on nous accuse de ne pas aller vite en besogne. — Général, laissez dire, répondit celui-ci en souriant à son tour; ceux qui se plaignent s'imaginent apparemment qu'on formule les articles de loi comme on coule des cuillers dans un moule. Ils ne savent pas qu'un code de lois est le plus grand monument qui se puisse élever à une nation. Vous y avez travaillé comme nous et plus que nous, peut-être; vous devez en savoir quelque chose, général! — Je conviens que c'est un terrible écheveau à démêler; mais il faut marcher, il faut marcher, répéta plusieurs fois Napoléon. Votre discours préliminaire est-il achevé? Est-il au moins préparé? — Le premier consul doit être persuadé que je ferai toujours mon devoir pour seconder autant que possible ses nobles et grands projets, parce qu'ils ont pour but le bonheur et la gloire de la France. — Avec vous, citoyen Portalis, je me persuaderai facilement tout ce que vous voudrez; mais vous ne répondez pas à ma question : le discours, le discours, rien que le discours!... Est-il prêt, oui, ou non? — Général, le discours est prêt, répondit Portalis avec un geste affirmatif. — Allons donc! s'écria Napoléon avec un accent qui décelait toute sa satisfaction; à la bonne heure! parlez-moi de gens comme vous; je suis heureux de me trouver au milieu d'eux.

Puis, ayant fait quelques pas vers la porte, comme pour sortir de la salle, il se retourna tout à coup :

— Ne vous y trompez pas, ajouta-t-il; ainsi secondés, nous ferons de grandes choses.

Et, avec un geste affectueux, il dit encore en s'adressant à tout le monde :

— Adieu donc; à bientôt.

Puis il disparut.

.....

Et maintenant, si nous nous étions borné à rappeler le texte et rien que *le texte* de ces discussions, tel qu'il est imprimé dans les *procès-verbaux des séances*; si nous les avions dépouillées des incidents qu'elles provoquaient, des expressions qui les coloraient, en un mot, de l'espèce de mise en scène qui les rendait souvent si dramatiques et si attachantes, autant vaudrait-il que le lecteur prît le code, l'ouvrît et lût quelques titres au hasard. Reste à savoir quel est le plus intéressant, ou de lire purement et simplement des lois, ou d'en rechercher le génie et les causes dans ces merveilleuses improvisations de Napoléon, qui se sont quelquefois illuminées de tant de sens et de raison.

UN TRAIT DE MÉMOIRE.

Napoléon disait :

— Une tête sans mémoire est une place sans garnison.

Sa mémoire, à lui, était merveilleuse. On peut dire qu'elle provenait surtout du cœur, tant il conservait fidèlement le souvenir de tout ce qui lui avait été cher.

A Sainte-Hélène, en racontant un jour à table une des plus chaudes affaires d'Égypte, il désigna, numéro par numéro, toutes les demi-brigades; et, par leur nom, tous les officiers qui y avaient pris part.

— Sire, lui dit madame Bertrand, qui était présente, comment Votre Majesté peut-elle se rappeler si exactement de tels détails après tant de temps écoulé?

— Madame, lui répondit Napoléon, le souvenir que je garde de mes compagnons d'armes est le souvenir d'un amant pour ses anciennes maîtresses.

A l'époque du consulat et des discussions du conseil d'État, le jurisconsulte Treilhard, qui en faisait partie, ne pouvait comprendre la mémoire prodigieuse dont le premier consul faisait preuve dans ces discussions. Les articles du code civil, après avoir été préparés dans les conférences particulières du conseil d'État, étaient mis en délibération dans les séances ordinairement présidées par Napoléon. Celui-ci éclairait quelquefois les questions les plus obscures en citant à l'improviste des passages entiers du droit romain, étude qui semblait lui devoir être tout à fait étrangère. Un matin que Napoléon avait mandé Treilhard pour lui faire part de ses idées sur un point de législation criminelle, celui-ci lui demanda comment il se faisait qu'il connût si parfaitement les lois, lui qui n'avait guère vécu que dans les camps. Napoléon répondit en souriant :

— N'étant encore que simple lieutenant d'artillerie à Auxonne, je fus mis aux arrêts pour un temps illimité, injustement, il est vrai, mais il n'importe. Dans la chambre qui m'avait été donnée pour prison, il n'y avait pour tout mobilier qu'une vieille chaise, un vieux lit, une vieille armoire, et sur cette vieille armoire un

vieux livre, plus poudreux, plus vermoulu que tout le reste. C'était *le Digeste*. N'ayant à ma disposition ni papier, ni crayon, ni livre, je regardai ce bouquin comme une bonne fortune. Il était si volumineux, les pages en étaient si jaunies, si surchargées de notes marginales écrites à la main, qu'eussé-je dû rester un siècle aux arrêts, j'aurais eu de la pâture pour tout ce temps. Je ne fus que dix jours privé de ma liberté; mais quand je la recouvrai, j'étais saturé de tous vos légistes romains. Voilà d'où me vient cette surabondance de jurisprudence dont je vous inonde quelquefois.

Mais Treilhard se fût bien plus étonné de la mémoire de Napoléon s'il eût eu connaissance d'un fait concernant M. Lombard de Langres, qui, après avoir été ambassadeur de la république à la Haye, avait été quelque temps son collègue à la cour de cassation.

Après le 18 brumaire, dès que le premier consul fut installé aux Tuileries, toutes les autorités réunies en corps vinrent lui présenter leurs hommages. M. Lombard était au nombre des complimenteurs. Napoléon, l'ayant aperçu parmi les membres de la cour de cassation, lui demanda de ce ton bref dont il avait déjà contracté l'habitude :

— Comment vous appelez-vous? — Lombard de Langres, général. — Bien. Nous causerons tout à l'heure.

Le nom de Lombard ne pouvait lui être tout à fait inconnu, car le premier soin de M. Talleyrand en arrivant au ministère des relations extérieures avait été de lui remettre une liste des agents diplomatiques dont il pensait avoir besoin, et l'ex-ambassadeur en Hollande s'y trouvait favorablement noté. Napoléon s'était rappelé cette circonstance. Après avoir conversé un

moment avec le président de la cour de cassation, il revint sur ses pas.

— Vous avez été à la Haye? demanda-t-il à M. Lombard. — Oui, général. — Il y a eu de votre part, dans cette mission, du bonheur et du bien joué.

M. Lombard s'inclina sans répondre.

— Ces gens-là, poursuivit le premier consul, sont encore riches, n'est-ce pas?— Général, ils prétendent que non.—C'est possible; mais moi, je n'en crois rien.

Et indiquant du doigt une table placée dans l'embrasure d'une fenêtre et garnie de tout ce qu'il fallait pour écrire :

— Allez me faire une note, ajouta-t-il. — Une note! exclama M. Lombard d'un air étonné; et sur quoi?... Sur la Hollande ou sur la situation des affaires générales? — Sur ce qu'il vous plaira; seulement soyez bref.

A tout hasard, M. Lombard alla s'asseoir et écrivit ce qui suit :

« L'existence politique de l'Europe est aujourd'hui un problème dont la fortune du premier consul donnera bientôt la solution. »

Puis, tenant à la main son papier ouvert, il épia le moment favorable et le présente à Napoléon, qui le prend, y jette les yeux, le met dans sa poche, et dit à l'auteur en lui tournant le dos :

— C'est encore trop long.

Le papier ne contenait que les trois lignes qu'on vient de lire. M. Lombard craignit un moment d'avoir déplu, il se trompait. Il alla voir M. de Talleyrand, qui le tranquillisa en l'engageant à retourner aux Tuileries. La première fois qu'il y parut, Napoléon vint à lui avec affabilité :

— Savez-vous ce qu'on m'a rapporté de vous depuis que nous nous sommes vus? lui dit-il. — Sans doute peu de bien, général, et beaucoup de mal, car en révolution il faut avoir été complètement nul pour n'avoir pas d'ennemis. — C'est juste. Je veux faire quelque chose pour vous; mais il vous faut opter entre la magistrature et la diplomatie : choisissez. — Mon choix est fait, général, et puisque vous daignez m'en laisser le maître, je préfère la diplomatie. — Quittez donc votre tribunal d'appel, et voyez Talleyrand.

Ce conseil d'abandonner le tribunal avant d'être placé souriait peu à M. Lombard. Il savait qu'on ne rentrait pas facilement dans la magistrature. Quoi qu'il en soit, il ne fit pour être réélu aucune démarche auprès du sénat dont le premier soin, après son installation, avait été de recomposer la cour de cassation et d'y appeler de nouveaux membres. Pendant ce temps, M. Lombard eut l'occasion de voir M. de Talleyrand, qui lui demanda s'il avait été renommé. M. Lombard lui fit part des raisons qui l'avaient empêché de se mettre sur les rangs.

— Vous avez eu tort, répliqua le ministre; il faut suivre cette affaire s'il en est temps encore, ou tâcher, du moins, de vous caser, en attendant mieux, dans un tribunal quelconque. — Mais si le premier consul veut me charger de quelque mission diplomatique..... — — Quand Bonaparte veut employer les gens, il sait très-bien les aller prendre où ils sont.

Il ne restait plus à nommer, pour compléter le tribunal de cassation, que trois membres sur soixante dont il se composait : Il n'y avait pas de temps à perdre. Afin d'obtenir une des places encore disponibles, M. Lombard rédigea une requête où il étala ses titres ju-

diciaires, administratifs, littéraires, diplomatiques, etc. Il la fit imprimer ; mais le jour même où le premier exemplaire était distribué aux sénateurs et à ses protecteurs, la dernière nomination était insérée au *Moniteur*.

M. Lombard se consola de cet échec en songeant que le premier consul, lui ayant fait quitter son tribunal, avait contracté l'obligation de le replacer dans la diplomatie. Tous les *décadis* suivants il se rendit aux Tuileries, le matin ; et le soir , chez le ministre des relations extérieures. Le matin il recevait une promesse de Napoléon, et le soir une défaite de M. de Talleyrand.

Plus d'un an s'était écoulé en de telles alternatives, quand le solliciteur se résolut, de guerre las, à aller passer avec sa famille quelques mois dans une ferme qu'il possédait à quatre-vingts lieues de Paris. Ses dispositions sont bientôt faites ; il est à la veille de son départ ; mais les promesses du premier consul lui tiennent au cœur. Avant de quitter la capitale il veut aller encore une fois aux Tuileries pour savoir bien décidément sur quoi compter. Arrivé dans la grande galerie, il se place sur le passage de Napoléon.

— Eh bien ! y a-t-il quelque chose de nouveau pour vous ? lui demande celui-ci en s'arrêtant devant lui. — Hélas ! non , général. — Vous avez donc négligé le ministre des relations extérieures ? — Au contraire , général. — Et rien encore, m'assurez-vous ?

M. Lombard fait un signe négatif.

— C'est par trop fort, reprend Napoléon avec un geste de mauvaise humeur. Il faut en finir. Allez de ce pas trouver Talleyrand, et dites-lui que je veux, entendez-vous ? que je veux absolument qu'il vous case quel-

que part sans autre délai. Ne manquez pas de revenir demain à pareille heure, me rapporter ce qu'il vous aura dit. Allez, je vous attendrai.

M. Lombard avait reçu de M. de Talleyrand tant d'eau bénite diplomatique, qu'il regarda comme parfaitement inutile la nouvelle visite que lui conseillait le premier consul. Ses places étaient retenues à la diligence qui partait le lendemain matin; il quitta donc Paris sans avoir vu le ministre. Il resta six mois absent. Quand il fut de retour, sa première visite, le *décadi* suivant, fut pour le premier consul, qu'il aperçut en entrant dans la galerie de réception, au milieu d'un groupe, à l'extrémité de la pièce. M. Lombard se plaça dans l'embrasure d'une croisée et se mit à causer, en attendant, avec quelques membres du tribunat. Napoléon tourne la tête par hasard, reconnaît M. Lombard, quitte tout le monde, traverse rapidement la galerie, va droit à lui, et se croisant les bras sur la poitrine, lui demande d'un ton sévère :

— Eh bien! monsieur, me direz-vous aujourd'hui ce que vous a répondu le ministre des relations extérieures lorsque je vous ai envoyé chez lui, il y a six mois ?

Étourdi de l'apostrophe, M. Lombard ne sut que répondre.

— Est-ce donc ainsi, poursuivit Napoléon, que vous vous acquittez des commissions dont on vous charge ?

L'ex-ambassadeur essaye de balbutier quelques mots; Napoléon l'interrompt en disant :

— Monsieur, de ce moment, je me crois parfaitement quitte envers vous.

A partir de ce jour, M. Lombard n'osa plus se représenter aux Tuileries, et peut-être fit-il bien, car

Napoléon ne modifiait jamais une décision. Dans les petites choses comme dans les grandes, rien ne pouvait le décider à revenir sur ses pas. Plus tard cependant, il se souvint de ce pauvre M. Lombard, et voulut réparer le tort que M. de Talleyrand, bien plus que lui, avait causé à cet ancien magistrat; il donna ordre au ministre de le placer avantageusement, mais de manière que lui, chef de l'État, eût l'air d'en pas être instruit. Malheureusement pour M. Lombard, les événements se pressaient, et la restauration arriva sans qu'il pût profiter de ces bonnes dispositions. La fatalité devait le poursuivre jusqu'à la fin de ses jours. Un peu avant la révolution de juillet, l'homme qui avait été conseiller à la cour de cassation et ambassadeur à la Haye, n'occupait à Paris que le modeste emploi de secrétaire du théâtre des Variétés.

M. Lombard est mort depuis; mais le diplomate déchu a du moins laissé à sa famille un souvenir que beaucoup de diplomates ne laissent pas toujours à la leur : la réputation d'honnête homme.

NAPOLÉON EXCOMMUNIÉ PAR PIE VII.

L'année 1810 touchait à sa fin. Napoléon commençait à goûter les avantages d'une paix à laquelle les puissances de l'Europe ne l'avaient point accoutumé, et se livrait sans réserve, pour se servir de son expression, *au plaisir d'être heureux dans son ménage, comme un bon bourgeois* : surveillant la haute administration de l'empire, caressant sa vieille armée, protégeant les sciences, encourageant les arts, et ne

songeant sérieusement qu'aux nombreux embellissements qu'il avait depuis longtemps projetés pour sa capitale, lorsque la vieille querelle qu'il avait avec le pape, venant tout à coup à s'envenimer, ajourna toutes ses créations de monuments.

En quittant la France après le couronnement, le saint-père avait emporté le secret dépit de n'avoir pas obtenu, de celui qu'il venait de sacrer empereur, tous les avantages qu'il en attendait; on l'avait bercé de l'espoir que Napoléon rendrait enfin à la tiare son antique splendeur, et ferait revivre ces beaux jours du Vatican où la papauté disposait des sceptres et des couronnes. Des cardinaux brouillons s'étaient emparés de son esprit dès qu'il avait remis le pied sur le sol de l'Italie, pour l'entretenir dans ces dispositions et le rendre hostile à la France; car à peine l'empereur venait-il de donner le royaume de Hollande à son frère Louis, que le pape ayant résolu de ne livrer aucune bulle aux évêques nommés aux sièges vacants de l'empire, éteignit le titre épiscopal de Bois-le-Duc, dont Napoléon venait de disposer en faveur de l'abbé Van Camp, prêtre hollandais aussi respectable par ses lumières que par ses vertus. Sans en conférer avec le saint-siège, l'empereur ordonna au nouvel évêque d'aller administrer son diocèse; mais le pape, offensé du mépris qu'on semblait faire de ses droits, refusa opiniâtrément l'investiture canonique à l'abbé Van Camp, qui resta à Paris. Napoléon l'apercevant dans la galerie de Diane, un dimanche matin, en allant à la messe, lui fit signe de venir lui.

— Eh bien! lui demanda-t-il, comment va votre diocèse? — Sire, j'avouerai franchement à Votre Majesté que je n'en sais rien, répond M. Van Camp. — Que

voulez-vous dire, M. l'abbé ? — Que je n'y ai pas encore mis les pieds, sire, et que par conséquent je ne peux savoir ce qui s'y passe. — Vous avez eu tort, j'entends que vous vous y rendiez; il en est temps, j'imagine! Votre chapitre a dû nécessairement vous nommer évêque capitulaire ? — Non, sire! — Ah!... Et pour quelle raison s'y est-il refusé? — Par une très-bonne, sire : c'est qu'il n'y a pas de chapitre. — J'entends; mais au moins il y a des curés, un clergé... — Oui, sire; il est même très-nombreux. — Eh bien! ils n'ont qu'à vous donner des pouvoirs. — Sire, c'est impossible; ils ne peuvent donner ce qu'ils ne possèdent pas. Les canons des saints conciles s'y opposent formellement. — Les canons des saints conciles!... Je ne connais pas ces canons-là, moi! Tout ce que je sais, c'est que je veux être obéi; je veux qu'on fasse ce qui est juste. Qui donc alors gouverne votre diocèse ? — Un vicaire apostolique, sire. — Encore une fois, c'est ce que je ne veux pas! s'écria Napoléon en frappant du pied avec impatience. Partez demain, monsieur l'abbé; faites-vous obéir de vos subordonnés; je ne veux pas dans mes États d'autorité étrangère.

Et Napoléon se dirigea vers la chapelle en disant à voix basse :

— Tout cela finira par se gâter! Les meneurs du pape se trompent; ils me lasseront à la fin! J'investirai mon conseil d'État de l'appel comme d'abus; moi aussi, j'aurai un conseil de conscience; je convoquerai un concile national s'il le faut; car mes soldats ne peuvent rien à tout ceci; il me faudra battre le pape avec ses propres armes : à ses érudits de sacristie, à ses ergoteurs, j'opposerai les miens; peut-être m'en mêlerai-je... Et on verra!

Après avoir essayé vainement de ramener le saint-père à des sentiments plus en harmonie avec son caractère, l'empereur se décida, dès ce moment, à séparer pour toujours la puissance temporelle d'avec la puissance spirituelle. Il fit occuper Rome par une garnison française. Le saint-père protesta d'abord contre cette usurpation, puis tenta de s'en délivrer par la force. Napoléon, craignant une insurrection dans le genre de celle qui avait éclaté en 1797, alors que son frère Joseph Bonaparte s'y trouvait en qualité d'ambassadeur de la république française, recourut aux moyens de rigueur : il envoya à Rome le général Miollis, avec un corps de troupes considérable, afin que cette grande cité ne donnât pas aux campagnes l'exemple et le signal d'une révolte. Il déclara en outre, par un décret daté de Vienne *, que : « Les États romains étaient désormais réunis à l'empire. » Ce fut alors que le pape lança contre Napoléon les foudres de l'Église : une bulle d'excommunication fut envoyée dans toutes les villes d'Italie, d'Espagne, de Belgique et de France.

Quoique l'empereur se souciât peu de cette excommunication, il ne laissa pas d'être inquiet du surcroît d'embarras qu'elle allait lui causer, en ce qu'elle le mettait dans l'obligation de sévir contre quelques prêtres. Dans cet état de choses, comprenant de quelle importance il était pour lui que le saint-père ne restât pas à Rome, il le fit enlever de son palais** et conduire au château de Fenestrelle, où il resta quelques jours, puis à Savone, où on lui donna un état de maison convenable.

Les choses en étaient là, et les dissensions entre le

*. Le 17 mai 1809.

** Dans la nuit du 5 au 6 juillet 1809.

trône et l'Église semblaient oubliées, lorsqu'elles vinrent à renaître tout à coup à l'occasion du mariage de Napoléon avec Marie-Louise, auquel les cardinaux romains refusèrent d'assister. L'empereur, voulant en finir avec le saint-siège à tel prix que ce fût, imagina d'envoyer au pape une députation composée de quatre prélats, avec des instructions précises; et lorsque, le dimanche suivant, ces princes de l'Église vinrent prendre congé, Napoléon, apereevant l'archevêque de Tours, qui était en quelque sorte leur président, lui dit d'une voix très-élevée :

— Eh bien! M. l'archevêque, comment vont nos affaires de Rome? N'y a-t-il encore rien de nouveau? — Sire, la députation de vos évêques va se mettre en route pour Savone, répondit M. de Barral. — Tâchez donc de faire entendre raison au saint-père; rendez-le plus confiant, autrement il n'aura qu'à perdre avec moi. Dites-lui bien de ma part (et Napoléon appuya sur ces mots) qu'il n'est plus au temps de Grégoire, et que je ne suis pas un débonnaire; il a l'exemple de Henri VIII. Certes, je n'ai pas la méchanceté de ce prince; mais en revanche, j'ai plus de force et plus de puissance. Qu'il sache bien que quelque parti qu'il prenne, j'ai six cent mille hommes en armes qui, dans tous les cas, marcheront avec moi, si l'Europe m'y oblige!

Les quatre prélats se rendirent à Savone, où ils restèrent près d'un mois sans pouvoir rien obtenir. Le saint-père avait une idée fixe : il voulait retourner au Vatican, et pour toute réponse aux observations qu'on lui faisait, il se bornait à répéter : *A Rome! à Rome!* La députation prit congé de lui et revint en France.

Ce retour sans résultat contraria l'empereur au der-

nier point. Comme il s'en expliquait un jour avec le cardinal Fesch, son oncle, qui s'était déclaré en faveur du saint-père, ce cardinal ne craignit pas de lui faire de respectueuses observations sur sa conduite avec Pie VII, qui était venu le sacrer. Napoléon répondit brusquement à son oncle :

— Le pape est entêté, il ne veut entendre à rien! Non certes, je ne lui rendrai pas Rome!... Il ne veut pas rester à Savone; mais alors où veut-il donc que je l'envoie? — Apparemment au ciel! répondit le prélat. — Non, M. le cardinal, reprit Napoléon en lançant à son oncle un regard intraduisible : c'est à Paris qu'il faut qu'il vienne auparavant, et il y viendra...

Le lendemain de cet entretien *, un nouveau décret assignait au pape, pour résidence, l'ancien palais de l'archevêque de Paris, avec deux millions de revenu annuel.

Quoique les précautions de la police eussent été multipliées pour que la bulle d'excommunication expédiée de Rome restât ignorée à Paris, le bruit en transpira, et le pape ne tarda pas à avoir un parti puissant dans le clergé et parmi les dévots du faubourg Saint-Germain; dans quelques paroisses même on refusa, après la messe, de chanter le *Domine, salvum fac imperatorem*. Napoléon, qui avait un instinct merveilleux pour sentir d'où partait une mauvaise influence, faisait rechercher par sa police secrète la fameuse bulle.

— Il est impossible, disait-il à Savary, qui avait remplacé Fouché au ministère de la police, que l'abbé d'Astros ne soit pour rien dans tout ceci.

* Le 8 novembre 1810.

Il ne se trompait pas : l'abbé d'Astros était alors premier grand vicaire de Notre-Dame; il était en France l'agent le plus actif du pape. Le siège de la métropole était devenu vacant comme beaucoup d'autres, par la mort du cardinal de Belloy; l'empereur y avait d'abord nommé son oncle, le cardinal Fesch, qui, ayant donné sa démission bientôt après, avait été remplacé par le cardinal Maury; mais celui-ci n'ayant pas non plus obtenu son institution canonique, l'abbé d'Astros, en sa qualité de vicaire capitulaire, le remplaçait et administrait le diocèse.

L'empereur fit appeler Savary, et, dans la longue conférence qu'ils eurent ensemble à ce sujet, lui donna ses dernières instructions.

Le ministre de la police fit prier le cardinal Maury de passer à son hôtel, ayant à l'entretenir de la part de l'empereur; il l'engageait à amener l'abbé d'Astros avec lui. Tous deux arrivent; et tandis que le grand vicaire est absent de chez lui, un agent y est envoyé avec ordre de visiter son appartement et de bien examiner tout ce qui serait de capacité même à contenir une feuille de papier. Le résultat de ces recherches amena la découverte de papiers cachés dans la doublure d'une vieille soutane appendue dans un garde-robe; ces papiers se composaient d'une copie de la fameuse bulle, d'une longue instruction du légat du pape, et d'une douzaine de lettres autographes du cardinal Pietro, premier ministre du saint-père. Savary envoya immédiatement ces papiers à l'empereur, qui les lut très-attentivement.

— Ah! messieurs du clergé métropolitain! s'écria-t-il à la vue de ces pièces accusatrices, vous apprendrez si on se joue de moi impunément.

Cela se passait dans les derniers jours de décembre; mais le clergé de Paris, qui excommunait Napoléon, ne manquait néanmoins aucune présentation aux Tuileries; et le 1^{er} janvier 1811, il y vint en effet, la croix en tête et conduit par le grand vicaire de Notre-Dame.

Les grands appartements du palais étaient déjà encombrés que l'empereur n'avait pas encore paru : renfermé dans son cabinet depuis le matin, il avait donné l'ordre qu'aussitôt que le comte de Réal serait arrivé on vint le prévenir. Ce conseiller d'État, chargé de l'administration de la police *politique* de l'empire, connaissait parfaitement l'affaire de la bulle et la visite domiciliaire qui avait été faite chez l'abbé d'Astros, puisque c'était lui qui avait conseillé la mesure. A onze heures il se fait annoncer à l'empereur, qui s'écrie en le voyant :

— Ah! vous voilà, Réal! vous venez bien tard!...

En arrivant ici, qui avez-vous vu? — Ici, sire? — Oui, dans la grande galerie. — Beaucoup de monde, sire : des maréchaux, des ambassadeurs, des conseillers d'État, des membres de l'Institut, des...—Je sais, je sais; mais parmi tout ce monde, avez-vous vu des prêtres? — Oui, sire, je crois avoir aperçu le chapitre métropolitain. — M. l'abbé d'Astros y est-il? — Sire, je l'ai vu qui paraissait pérorer dans un petit groupe d'évêques. — Vous allez l'arrêter à l'instant même; vous le mettrez dans votre voiture, vous le conduirez chez lui, et, en sa présence, vous visiterez tous ses papiers. — Sire, je croyais que cela avait déjà été fait, et que Sa Majesté avait en ses mains... — Il me faut autre chose. L'abbé n'est pas seul dans cette affaire; il doit avoir des complices : il m'importe de les con-

naître. Rien, d'ailleurs, ne prouve que ce soit à lui que la bulle a été envoyée directement de Rome. Savary n'a fait que de la mauvaise besogne. Procédez vous-même à cette recherche, et si vous trouvez quelque chose qui vous mette sur la voie, vous enverrez sur-le-champ M. le grand vicaire à Vincennes, où j'aurais dû le faire *camper* depuis huit jours. Harel l'y recevra : il a mes instructions. — Mais, sire, objecta Réal, il est en grand costume : ce sera un scandale, une seconde représentation de l'arrestation du cardinal de Rohan à Versailles. — Croyez-vous, Réal?

Et Napoléon parut réfléchir. Enfoncé dans son fauteuil, la tête légèrement inclinée, les jambes croisées, en faisant tourner ses pouces l'un autour de l'autre, il resta quelques minutes sans parler; enfin, se levant avec vivacité, il reprit :

— Vous avez raison; il faut éviter le scandale, non pour lui, qui n'a pas craint de l'occasionner, mais pour les autres, pour moi. Mettez le plus de convenance possible; je vous autorise même, dans le cas où il montrerait de la franchise, à prendre sur vous d'être indulgent.

L'empereur ne pouvait, dans cette circonstance, faire choix d'un homme plus habile que ce conseiller d'État, qui possédait un esprit fin, un langage insinuant, et toutes les qualités indispensables à un juge d'instruction. Réal sortit donc du cabinet de Napoléon et rentra dans les grands appartements : la première personne qui vint à lui fut l'abbé d'Astros.

— Eh bien! monsieur le comte, lui dit ce dernier en le saluant, vous étiez tout à l'heure avec notre auguste empereur, nous-a-t-on dit; comment va-t-il? Sa Majesté nous recevra-t-elle bientôt? — L'empereur se

porte très-bien, monsieur le grand vicaire; il ne peut tarder à arriver. — Est-il de bonne humeur? — Hum! hum! fit Réal en hochant la tête; vous allez être à même d'en juger.

Et il va se mêler dans les groupes. A peine quelques instants se sont écoulés, que les deux battants de la porte du grand salon s'ouvrent avec fracas, et un huissier annonce à haute voix :

— L'empereur, messieurs!...

A ces mots, les groupes se dispersent, tout le monde se range sur deux lignes, le plus grand silence succède au bourdonnement des conversations particulières; les pages, les chambellans, les écuyers et les aides-de-camps paraissent dans la galerie; i's sont suivis de Napoléon, qui, le regard soucieux, s'avance d'un pas précipité, le chapeau sur la tête et les mains croisées sur le dos.

Quand l'empereur avait l'intention de faire ce qu'il appelait *une scène* à quelqu'un, il choisissait toujours le moment où il y avait le plus de témoins; cela lui donnait plus de fermeté. Tête à tête avec lui et connaissant bien son caractère, on pouvait être certain, avec beaucoup de sang-froid et de franchise surtout, de le calmer facilement, le premier moment une fois passé. Aussi dès qu'il eut aperçu l'abbé d'Astros, qui se tenait en avant du clergé métropolitain, tous les muscles de sa physionomie, d'ordinaire si impassible, se contractèrent subitement; ses lèvres se serrèrent l'une contre l'autre et devinrent bleues; ses yeux étaient flamboyants. Il était visible qui faisait un effort sur lui pour dissimuler sa colère. Allant droit au grand vicaire, et s'arrêtant quelques pas en avant, il fit un geste de la main comme pour lui dire qu'il était prêt

à l'écouter. Alors M. d'Astros, sans paraître déconcerté, débita sa harangue, dans laquelle il ne manqua pas de parler de son dévouement, de sa fidélité, de son amour pour sa personne sacrée.

— Voilà qui est bien, M. l'abbé, dit Napoléon avec un sourire amer : mais il serait encore mieux de vous distinguer par votre obéissance aux lois de l'empire et votre respect pour *ma personne sacrée*, comme vous voulez bien l'appeler.

Et s'animant à mesure qu'il parle :

— Ah ! ah ! continua-t-il, c'est donc vous qui cherchez à allumer dans mes États le feu de la sédition, et qui trahissez votre souverain pour exécuter les ordres d'un prêtre étranger ! Sachez, M. l'abbé, que je ne veux ni révolte, ni fanatique, ni martyr ! Je suis chrétien, moi, et meilleur chrétien que vous ! Je saurai soutenir le droits de ma couronne contre de téméraires et de criminelles entreprises ! Avez-vous donc oublié que je porte là une épée pour la défendre ?

Et en prononçant ces paroles, l'empereur avait frappé de sa main gauche la poignée de son épée.

A ce geste expressif tous les spectateurs frissonnèrent malgré eux. Le grand vicaire atterré essaya de balbutier quelques excuses ; deux membres du chapitre furent même obligés de lui prêter leur assistance pour l'aider à sortir de la galerie et à regagner sa voiture ; mais arrivés au bas du grand escalier, il trouvèrent Réal, qui se tenait aux aguets dans le vestibule du pavillon de l'horloge ; celui-ci s'avança au-devant d'eux, et s'adressant à l'abbé d'Astros :

— M. le grand-vicaire, lui dit-il, j'ai à vous parler.

— A moi, M. le comte ?.... Hélas ! c'est impossible en ce moment : vous le voyez, je me sens très-incom-

modé; il faut que je rentre chez moi au plus tôt. — C'est de la part de l'empereur que j'ai à vous entretenir... Pardon, messieurs; ajouta Réal en s'adressant aux deux chanoines, en même temps qu'il donnait l'ordre à un valet de pied de faire avancer sa voiture.

Alors un petit assaut de politesse s'engagea entre eux :

— Montez donc, M. le grand-vicaire, dit Réal. — Après vous, M. le comte, je vous prie. — Je vois qu'il faut vous dire le fin mot, M. l'abbé : vous êtes mon prisonnier et nous allons chez vous.

A cette terrible confidence, M. d'Astros se sentit pris d'un tremblement général et se hâta, pour ne pas se trouver mal, de monter en voiture.

— Voyons, mon cher monsieur, lui dit Réal avec ce ton mielleux d'un juge interrogateur, il y a moyen d'arranger cette affaire, qui ne sera rien si vous le voulez. Vous savez certainement ce dont je veux vous parler? Répondez-moi franchement, et quelque rigoureux que soient les ordres de l'empereur, j'interviendrai facilement en votre faveur. Au lieu de vous conduire chez vous comme je dois le faire, venez chez moi; nous y causerons, et tout se terminera à l'amiable. — En vérité, M. le comte, ce qui m'arrive aujourd'hui m'étonne au dernier point : j'ignore réellement ce dont il est question. — Vraiment!..... Vous ne savez rien de relatif ni à la bulle d'excommunication, ni à la visite faite dernièrement chez vous?... On ne vous en a donc rien dit? — Absolument rien... du moins qui me soit personnel.... J'ai eu connaissance de cette bulle, c'est vrai, mais comme tout le monde, c'est-à-dire que je l'ai lue imprimée. — Et vous n'êtes pour rien dans cette publication? Vous n'avez reçu à ce sujet aucune mission du pape? — Aucune, je vous assure. — En ce cas,

c'est chez vous qu'il nous faut aller. — A votre choix, M. le comte, mais je dois vous prévenir que vous ne trouverez rien chez moi qui n'atteste mon respect pour l'empereur et mon entier dévouement pour son auguste personne. — Non-seulement je le désire sincèrement, mon cher M. d'Astros, mais encore j'en suis persuadé.

L'ordre est aussitôt donné au cocher de changer de direction. La voiture s'étant arrêtée à la porte de la maison qu'habitait le grand vicaire de Notre-Dame, Réal pria ce dernier de le conduire immédiatement dans son cabinet. En y entrant, le conseiller d'État, comme guidé par un sûr instinct, alla droit à une corbeille placée sous le bureau et destinée à recevoir les enveloppes et les papiers de rebut. Après bien des recherches, il ne restait plus dans cette corbeille qu'un chiffon de papier... C'était précisément la minute d'une réponse à la lettre d'envoi du pape. M. d'Astros pâlit : il se confondit en excuses et en supplications.

— M. l'abbé, il n'est plus temps, lui dit froidement Réal; je vous avais offert le moyen de vous sauver, vous ne l'avez pas voulu; je n'ai plus maintenant qu'à rendre compte à l'empereur de ce qui vient de se passer. En attendant, je ne puis me dispenser d'exécuter les ordres que j'ai reçus de Sa-Majesté; nous allons partir pour Vincennes.

On partit. En y arrivant, l'abbé d'Astros fut mis au secret : on ne voulut même pas qu'il appelât auprès de lui un valet de chambre qui le servait depuis longtemps; mais en revanche on mit à sa disposition l'appartement le plus confortable du château, une promenade sur le rempart, la bibliothèque des officiers d'artillerie et une table abondamment servie. Chaque jour il recevait la visite du commandant d'armes de la place, auquel

l'empereur avait recommandé d'avoir pour ce prisonnier tous les égards possibles.

Quelque temps après cette arrestation, le duc de Rovigo, toujours d'après les instructions de Napoléon, à qui il importait de connaître toutes les ramifications de *ce complot de sacristie*, selon son expression, alla faire une visite à M. d'Astros. Celui-ci le reçut fort mal, comme on doit le penser, et s'obstina à ne rien répondre aux questions qui lui furent faites. Le ministre de la police prit alors le ton d'un homme bien informé, quoiqu'il ne sût encore rien, et, le pressant davantage, fit entendre à l'abbé qu'il n'avait été poussé dans cette position que par un homme qui avait connaissance de tout. Le grand vicaire crut avoir trouvé une porte de salut en répondant qu'il ne connaissait pas la personne qui lui avait apporté les papiers saisis chez lui quelques jours auparavant, et que d'ailleurs il n'en voulait faire aucun usage.

— Prenez garde, M. l'abbé, reprit Savary; il n'est qu'une seule manière de désarmer la colère de l'empereur; c'est d'avouer franchement ce qu'il en est. Vous savez qu'une fois le premier moment d'orage passé, l'empereur est bon et qu'il oublie facilement les torts qu'on a pu avoir envers lui; je sais tout, vous dis-je, et cette affaire est de nature à vous mener loin si vous persistez dans ce système. Déjà avec M. le comte Réal vous auriez pu éviter le désagrément qui vous arrive; encore une fois, prenez garde.

Soit frayeur, soit dépit d'avoir été trahi et dénoncé. M. d'Astros consentit à parler. Il nomma un autre vicaire, capitulaire comme lui, et un de ses parents. M. Portalis fils, conseiller d'État et directeur de la librairie; en définitive il avoua tout. Il résultait de ses

aveux que c'étaient les cardinaux que l'empereur avait éloignés de Paris, après son mariage avec Marie-Louise, qui avaient donné à l'abbé d'Astros les instructions du saint-Père relativement à la publication de la bulle d'excommunication.

Un certain père Fontana, jésuite italien, retiré dans le couvent des religieuses de Chaillot, et un M. Franchet, employé dans une administration à Lyon*, étaient les messagers du cardinal di Pietro, auquel le pape avait envoyé ses pouvoirs en quittant Rome.

Le duc de Rovigo s'empressa d'adresser à l'empereur, le jour même, un rapport très-circonstancié de son entrevue avec M. d'Astros. Dans ce rapport, il faut l'avouer, le directeur de la librairie n'était pas épargné. Napoléon chargea Réal de suivre cette affaire. Le conseiller d'État, qui savait mieux que le ministre de la police faire jouer les ressorts de cette administration, apprit bientôt que l'abbé d'Astros, avant de donner connaissance au clergé de Paris de la bulle d'excommunication, l'avait gardée six mois; qu'il s'était enfin décidé à la faire imprimer clandestinement, et que l'ayant fait afficher pendant la nuit, à la porte de l'église métropolitaine, en présence de quelques chanoines sur la discrétion des quels il pouvait compter, le lendemain matin des copies de ce bref s'étaient répandues dans la capitale, et de là dans les départements.

En apprenant ces nouveaux détails, Napoléon entra en grande colère contre le directeur de la librairie, et s'écria : — Une conspiration matérielle est arrêtée dès qu'on a saisi le bras qui tient le poignard; mais une conspiration morale n'a point de terme: c'est une

* Le même qui fut préfet de police sous la restauration.

traînée de poudre. Peut-être qu'à cette heure des villes entières s'égorgeraient si je n'avais su y mettre ordre. Et c'est Portalis! Oh! je ferai de lui un exemple sévère.

Napoléon n'éclata cependant que quelques jours après, mais ce fut en plein conseil d'État.

Lorsque l'empereur avait de vifs reproches à exprimer, ses allocutions étaient vives, dures, quelquefois même humiliantes; il fallait, il est vrai, qu'il eût de bien graves sujets de mécontentement. Le jour de cette séance la figure du chef de l'État était sombre; les conseillers qui se trouvaient déjà rassemblés dans la salle ne dirent mot; chacun cherchait à deviner sur qui tomberait la foudre. Napoléon seul, le chapeau sur la tête, les bras croisés sur la poitrine et la tête baissée, allait et venait devant le bureau du secrétaire, ne laissant échapper que des mots entrecoupés, parmi lesquels on distinguait particulièrement celui de *bigot*, épithète qu'il appliquait sans doute au grand vicaire de Notre-Dame. Or, le comte Bigot de Préameneu était présent : ce mot de *bigot* avait plusieurs fois frappé son oreille. Ne pouvant supporter plus longtemps l'incertitude qui l'obsède, il prend une résolution, se lève, et dit d'une voix émue :

— Sire?... — Eh bien! que me voulez-vous? répond l'empereur en s'arrêtant brusquement devant lui, et sans lui donner le temps d'achever sa phrase. — Sire, reprend le comte Bigot en baissant les yeux, j'ai cru que... Votre Majesté... me parlait. — Point du tout!... Mais à propos, vous avez raison, Bigot; je vous nomme ministre des cultes.

Ce fut ainsi que le comte Bigot de Préameneu fut reconnu ministre des cultes. Sur ces entrefaites,

M. Portalis vient à entrer dans la salle, et se dispose à prendre sa place accoutumée, lorsque l'empereur, dont les sourcils se froncent subitement, l'arrête du geste et lui dit d'une voix terrible :

— Un moment, monsieur! restez où vous êtes!

Alors ses regards scrutateurs semblent fouiller dans l'âme du conseiller d'État pour y surprendre sa pensée, tandis que l'effroi s'empare du malheureux, qu'une pensée subite vient d'éclairer; ses genoux fléchissent sous lui. Il veut s'approcher d'un siège pour s'en faire un appui; Napoléon, qui a deviné son intention, reprend avec une nouvelle véhémence :

— Debout, monsieur, debout!... Peut-être serait-ce dans une position plus humble que vous devriez aujourd'hui vous tenir devant moi! Eh quoi! on ose m'outrager, un libelle coupable se colporte, vous le savez; répondez : saviez-vous ce qui s'était passé la nuit à Notre-Dame? Allons, point de détours jésuitiques, le saviez-vous? — Sire, balbutia M. Portalis, je savais... il est vrai... que... — Ah! vous le saviez! reprend l'empereur agité d'un mouvement nerveux. Vous le saviez, et vous ne m'en instruisiez pas! Vous gardiez le silence! Mais, monsieur, quels ont été vos motifs? Seraient-ce vos principes religieux?... Mais alors pourquoi vous trouvez-vous ici? Est-ce que je violente la conscience de personne? Suis-je allé vous prendre au collet pour vous faire mon conseiller d'État? C'est une faveur insigne que je vous ai accordée à votre sollicitation, car vous êtes ici le plus jeune et le seul qui n'ayez aucun titre acquis.

Les conseillers d'État, pour qui cet incident était inattendu, gardaient un morne silence. L'empereur se tut un moment. Quant à M. Portalis, il semblait

anéanti; mais Napoléon reprit avec moins d'emportement et avec cette dignité qu'il savait conserver en pareille circonstance :

— Monsieur, vous m'avez fait un serment solennel; comment vos sentiments religieux, je vous le répète, peuvent-ils s'arranger avec la violation manifeste que vous venez d'en faire?... L'obéissance qui m'est due le cède-t-elle donc à de prétendues considérations de conscience?... Lequel est votre souverain? Est-ce le pape ou moi?... Voyons, répondez; vous êtes ici en famille; vos collègues vous jugeront : répondez! — Sire, j'avais pensé qu'en sévissant publiquement contre un homme qui avait cru remplir sa mission, je ne ferais qu'attirer sur lui l'intérêt qui s'attache toujours à un martyr. Je connais l'étendue de mes devoirs, et je me rappelle mon serment... — Vos devoirs! monsieur, vos devoirs! Le premier de tous était de me consulter, et vous l'avez méconnu. Votre serment, vous l'avez trahi, oui, trahi, vous dis-je. Comment! on a l'audace de prononcer en chaire le nom de votre empereur en lui appliquant des qualifications infâmes, et vous laissez dire?... Pourquoi n'êtes-vous pas venu me dénoncer le coupable? Ne suis-je pas abordable à chaque instant pour vous tous? — Sire, c'était mon cousin, dit à demi-voix le conseiller d'État en baissant la tête. — Eh bien! raison de plus! répliqua vivement l'empereur. Vous saviez que j'ai des pardons pour toutes les fautes... excepté pour la vôtre à présent! Peut-être devrais-je vous punir comme un traître! Je vous fais grâce; seulement vous n'êtes plus conseiller d'État. Allez, monsieur!

A ces mots, ayant posé ses coudes sur son bureau et sa tête dans ses deux mains, Napoléon parut un

moment comme absorbé. M. Portalis, comme foudroyé par ces paroles, eut à peine assez de force pour se retirer de la salle du conseil; sa consternation, son effroi étaient si visibles, que l'empereur, qui était généreux et oubliait facilement les torts dès qu'il les avait fait sentir, en eut compassion :

— Monsieur, lui dit-il encore d'une voix moins irritée, mais sans cependant changer d'attitude, je suis fâché de tout ceci pour la mémoire de votre honorable père, dont je n'ai pas oublié les loyaux services.

Quand ce conseiller fut sorti de la salle, Napoléon releva la tête, et, après un moment de silence, ajouta d'un ton pénétré :

— J'espère, messieurs, qu'une pareille scène ne se renouvellera jamais : elle m'a fait trop de mal. Je ne suis point défiant, je pourrais le devenir.

Et se penchant vers M. Locré, occupé à rédiger tranquillement le procès-verbal, de son couteau d'ivoire il lui frappa légèrement sur l'épaule en lui disant :

— Vous écrirez : *trahi*, entendez-vous? *trahi*!...

On comprend que le reste de cette séance ne ressembla aucunement aux autres, où régnait pour l'ordinaire une familiarité, une aisance parfaite. Chacun entendait retentir à ses oreilles les terribles paroles adressées au malheureux conseiller d'État, dont la disgrâce fut complète. Il perdit, pour un temps, ses emplois, ses dignités, et reçut un ordre d'exil qui l'envoya à quarante lieues de Paris. M. de Pommereuil fut nommé directeur de la librairie à sa place.

Cependant le pape ne voulant entendre à aucune des propositions qui lui étaient faites, Napoléon imagina d'assembler à Paris les évêques de France et d'Italie en un concile national, qui peut-être ramènerait la paix

dans l'Église, en décidant quelque chose de stable. Comme il en conférait avec le nouveau ministre des cultes, celui-ci, pour éviter une responsabilité dont il redoutait les suites, l'engagea à consulter auparavant quelques ecclésiastiques versés dans la matière :

— Vous avez raison, lui dit Napoléon; mais à qui m'adresserai-je de préférence? — Sire, à l'archevêque de Bordeaux, aux évêques de Troyes, de Versailles; aux grands capitulaires de.... — Je n'en veux pas ! s'écria l'empereur : tous ceux que vous nommez là se sont constamment prononcés pour le pape ; j'aime mieux l'abbé Maury, l'archevêque de Malines; l'évêque de Digne, par exemple... Est-il à Paris? — Je crois que oui, sire. — C'est bien, je le ferai prévenir; si l'abbé Miollis tient de famille, il doit être pour moi.

L'abbé Miollis, évêque de Digne, était oncle du général Miollis, chargé précisément de l'occupation de Rome; mais ici ses prévisions le trompèrent.

La semaine suivante, ces trois prélats entraient dans le cabinet de Napoléon, qui les reçut avec la plus grande affabilité. Il leur parla d'abord de choses indifférentes; puis entrant subitement en matière :

— A propos, messieurs, je vous ai fait appeler aujourd'hui, parce que je veux mettre un terme à mes différends avec le pape. Je ne puis vous dissimuler que depuis que j'ai été forcé de sévir contre le grand-vicaire de Notre-Dame, contre quelques prêtres étrangers animés d'un faux zèle et d'un mauvais esprit, et même contre une personne qui faisait partie de mon conseil d'État, nos relations sont loin d'être amicales. La majeure partie des diocèses de l'empire sont privés des secours spirituels, le saint-père s'obstinant à ne pas donner son approbation aux choix que j'ai faits pour

remplir ces vacances, vous le savez comme moi. Et puis, pourquoi m'a-t-il excommunié? La querelle que nous vidons sur la terre lui donne-t-elle le droit de me fermer les portes du ciel?... Est-ce qu'il y a quelqu'un dans le monde capable de me juger? Il faut que tout cela ait un terme : c'est indécent! Je veux surtout pourvoir aux besoins de l'épiscopat ; voilà pourquoi j'ai désiré vous consulter. Vos lumières me font espérer aussi qu'en satisfaisant le saint pontife, vous n'oublierez pas le respect dû à ma couronne.

Après ce discours, prononcé d'un ton calme, mais sévère, Napoléon s'était levé, avait fait quelque tours dans son cabinet, et était venu se rasseoir en paraissant attendre qu'un des assistants prît la parole; mais aucun d'eux ne semblait pressé d'entamer une semblable discussion avec lui. Le cardinal Maury, s'adressant enfin à l'évêque de Digne, lui dit :

— Vous avez, monseigneur, longtemps étudié les lois de l'Église gallicane, votre avis ne peut être que précieux à Sa Majesté.

Mais l'abbé Miollis, qui avait beaucoup de finesse, répondit aussitôt :

— Dieu me garde, M. le cardinal, de parler avant Votre Éminence, à moins que Sa Majesté ne me l'ordonne positivement. Je n'ai pas, comme vous, agité à la tribune nationale, avec l'énergie et le talent qui vous distinguent, de si hautes questions d'État.

A ces mots, un léger sourire parut sur les lèvres de l'archevêque de Malines. L'empereur, devinant les trois prélats, trancha la question en disant au cardinal :

— Allons, monsieur de Paris, à vous la balle! on vous la renvoie.

Sentant l'impossibilité de reculer, celui-ci réfléchit un moment, puis proposa à l'empereur, comme *mezzo termine*, d'offrir au pape le département de Vaucluse, en lui promettant de lui rendre les États romains lorsque l'avenir aurait prouvé la sincérité de la réconciliation.

A cet avis Napoléon fronça le sourcil :

— Voilà, s'écria-t-il, une belle manière de dénouer la difficulté!.... Vous n'y songez pas, M. le cardinal! Un enfant de dix ans aurait mieux répondu! Mon département de Vaucluse au pape? Et que ne m'engagez-vous plutôt à lui donner mon beau royaume d'Italie?... Certes, je crois qu'il ne le refuserait pas. Et vous, monsieur de Malines, que pensez-vous de tout ceci? — Votre Majesté nous met dans une position extrêmement délicate; nous ne pouvons que lui donner des... avis très.... incertains; et.... d'ailleurs, nous ignorons encore ce qu'elle est décidée à... faire — Ah! ah! vous aussi, dit l'empereur en souriant, vous voulez faire de la diplomatie avec moi!... Vous savez pourtant que je n'aime pas cela... Et vous, monsieur de Digne, me donnerez-vous votre avis d'une manière aussi évasive? — Non, sire, je parlerai à Votre Majesté suivant l'impulsion de mon cœur, et je ne lui dissimulerai pas que tout accord entre elle et le saint-père me paraît impossible. — Impossible! s'écria l'empereur en faisant un bond sur son fauteuil. Je puis au moins assembler le clergé en concile national! Me désobéirait-il? — Non, sire, s'écria avec feu M. de Pradt, enchanté de pouvoir reprendre la parole; et j'admire l'heureuse idée de Votre Majesté. — Mais, reprit l'abbé Miollis en s'adressant à l'archevêque de Malines, vous oubliez, monseigneur, que dans ce cas le premier acte des

Pères du concile sera de reconnaître la suprématie du pape. — J'écraserais quiconque aurait cette audace! interrompit Napoléon avec un accent terrible. Au reste, continua-t-il d'un ton plus calme, nul d'entre vous, messieurs, n'aura, je l'espère, cette témérité.

Et Napoléon se leva de son fauteuil et termina la conférence en ajoutant avec une exquise politesse :

— Messieurs, je vous remercie; vous pouvez vous retirer.

Les prélats sortirent, à l'exception de M. de Pradt, que l'empereur retint près de lui, préférence dont ce dernier se montra très-fier, à en juger par la morgue tout épiscopale avec laquelle il salua ses deux confrères.

Ce que l'abbé Miollis avait prévu arriva : le concile fut convoqué et assemblé le 11 juin suivant; mais comme dès la première séance il jura au pape une obéissance aveugle, Napoléon le dispensa d'une seconde, et prononça la dissolution avec d'autant plus de motifs, qu'il venait d'apprendre, par Réal, que des instructions secrètes avaient été envoyées de Savone aux évêques et archevêques qui le composaient. L'empereur sévit immédiatement contre les plus suspects : ceux de Gand, de Troyes, de Tournay et de Toulouse furent arrêtés, avec quelques prêtres encore, et, comme l'abbé d'Astros, conduits à Vincennes, où on exigea d'eux leur démission.

Ce fut en ces conjonctures qu'eut lieu l'expédition de Russie. Avant de quitter Paris, Napoléon fit appeler le duc de Rovigo et l'entretint longtemps de ses interminables démêlés avec le saint-père. Après lui avoir tracé la ligne de conduite qu'il aurait à suivre pendant son absence, il ajouta :

— Ne faites rien sans me consulter.

Et il partit. A peine était-il arrivé à Dresde qu'il apprit l'établissement d'une croisière anglaise devant Genes. La résidence de Savone ne lui paraissant pas assez sûre, et craignant que les Anglais ne tentassent d'enlever le pape, ou bien que les Italiens ne vinssent à le délivrer, il écrivit au duc de Rovigo de transférer Sa Sainteté à Fontainebleau. Il lui recommanda de ne rien négliger pour rendre le voyage commode et agréable, ne voulant en aucune façon, disait-il, violenter le chef de l'Eglise, et désirant seulement l'isoler d'une influence funeste au repos de la France et de l'Italie. Le saint-père ne fit aucune difficulté de quitter Savone; mais en passant le mont Cenis il tomba gravement malade. L'officier supérieur de la gendarmerie qui dirigeait le voyage s'effraya tellement de la responsabilité qui pesait sur lui, qu'il ne parlait pas moins que de se brûler la cervelle si le pape venait à mourir entre ses mains. Heureusement ce n'était qu'une grave incommodité, et trois jours après, Pie VII put se remettre en route pour Fontainebleau, où il arriva tout d'un trait *.

C'est à l'occasion de ce voyage qu'il faut rappeler ce procès-verbal si plaisamment naïf. L'officier supérieur dont nous venons de parler était si content de se voir débarrassé de son prisonnier, qu'il exigea, dit-on, du concierge du château un récépissé en bonne forme, lequel, s'il faut en croire la chronique, lui fut délivré en ces termes, d'après sa rédaction : *Reçu un pape en bon état; dont quittance, pour valoir es que de droit.*

* Le 19 juin 1812.

Tout le temps que le pape demeura à Fontainebleau, il fut constamment traité en souverain, comme il l'avait été déjà lors de son premier voyage pour le sacre. Parmi les officiers de sa maison que l'empereur avait placés auprès de l'illustre prisonnier en qualité de chambellans, était M. Denon, que le saint-père ne tarda pas à prendre en grande affection; il le tutoya même et ne l'appela plus autrement que *mon fils*.

Un jour que Pie VII s'était plu singulièrement à une conversation qu'il avait eue avec son chambellan sur l'expédition d'Égypte, il lui demanda l'ouvrage que ce dernier avait publié sur les antiquités égyptiennes. Plusieurs passages de ce livre relatifs à la création du monde n'étaient pas d'accord avec le texte de la Genèse; et Pie VII lui ayant dit quelques jours avant que cette lecture l'avait vivement intéressé, Denon chercha à excuser les points délicats.

— C'est égal, c'est égal, mon fils, dit à plusieurs reprises le saint-père, tout cela est fort curieux, et en vérité je ne le savais pas.

Le chambellan crut alors pouvoir apprendre à Sa Sainteté qu'elle avait excommunié l'ouvrage et son auteur.

— Excommunié! toi mon fils, reprit le pape avec la plus touchante bonté; je t'assure que je ne m'en doutais pas, et la preuve, la voilà.

Et le saint-père présenta à Denon son anneau à baiser.

Au milieu des graves événements qui se succédèrent en Europe après la désastreuse campagne de Russie, Napoléon, de retour à Paris, avait mis au premier rang des affaires urgentes à terminer, son accommodement définitif avec le saint-siège et le clergé. Il n'avait jamais

existé entre lui et Pie VII aucune inimitié personnelle. Le pape se plaisait à reconnaître le génie de l'empereur, les services qu'il avait rendus à la religion, même l'affection qu'il avait pour lui. De son côté, Napoléon professait pour Pie VII une sincère estime.

— Je lui ai de grandes obligations, disait-il, il m'a sacré. C'est d'ailleurs un modèle de douceur; mais quel dommage qu'il ait été si mal entouré!

Dans les premiers jours de janvier 1813, après avoir eu un long entretien avec M. de Talleyrand, dans son cabinet, on l'entendit dire au grand chambellan en sortant :

— Décidément je vois bien qu'il me faut donner de ma personne pour en finir, et aller moi-même surprendre le pape à Fontainebleau.

Or, le 21 du même mois, une partie de chasse fut commandée pour Grosbois. Napoléon s'y rendit; mais après la chasse il fit tourner bride sur Melun et gagna Fontainebleau. Son arrivée inopinée surprit le pape et prévint l'effet des mauvaises dispositions qu'on n'eût pas manqué de lui inspirer. Le saint-père reçut l'empereur avec affection, et le lendemain il lui rendit sa visite. L'entrevue dura plus de deux heures; elle eut lieu dans le cabinet des petits appartements du rez-de-chaussée. On se dit d'abord tout ce qu'on avait sur le cœur; mais rien d'amer ne vint aggraver le passé. Tout ce que Napoléon savait mettre de séduisant dans une conversation, il le mit dans celle-ci. De son côté le saint-père l'écouta avec un intérêt qu'il ne cherchait pas à dissimuler. La conversation avait lieu en italien. On convint de jeter sur le papier les bases du nouveau concordat; à l'instant même l'empereur fit venir un de ses secrétaires et les lui dicta. A chaque article le saint-

père approuvait de la tête. Enfin, le 25 janvier 1813, après trois jours de conférence, l'acte était définitivement arrêté. Le saint-père se rendit dans les appartements de l'impératrice, qui la veille était arrivée à Fontainebleau; et là, au milieu d'un cercle brillant formé de prélats, de militaires et de grands dignitaires de l'empire, on signa le concordat.

La journée du lendemain fut encore employée en visites d'amitié, en félicitations et en distributions de grâces et de faveurs. Mille francs furent distribués à chacun des serviteurs du saint-père; une pension de 12,000 francs, prélevée sur la cassette impériale, fut donnée au docteur Porta, médecin du pape. Les évêques et les cardinaux qui avaient encouru la disgrâce de l'empereur sortirent de Vincennes ou furent rappelés de leur exil; l'abbé d'Astros, lui-même, fut fait évêque. Enfin Napoléon pardonna à M. Portalis, qui, par l'entremise de M. Molé, grand juge, fut nommé président de la cour impériale d'Angers.

L'empereur revint à Paris le 27, et fit publier au bruit du canon des Invalides et des cloches de Notre-Dame la conclusion du second concordat. En entrant dans ses appartements, il frappait avec une véritable joie d'enfant la basque de son habit dans laquelle était une copie de cet acte, en fredonnant gaiement et à demi-voix ces paroles : « La victoire est à nous!... » du grand opéra de *la Caravane du Caire*, alors fort en vogue.

Quant au pape, il fut entouré de pompes et d'hommages. Napoléon en eût fait une idole s'il avait voulu rester en France, parce qu'en ce cas, Paris fût devenu la capitale du monde chrétien; mais le saint-père devait retourner dans ses États. Il quitta effectivement

Fontainebleau *, comblé par l'empereur de présents magnifiques.

LIBERTÉ DE LA PRESSE.

Dès les premiers temps du consulat Napoléon profita de la latitude que lui laissait le silence de la constitution, pour réduire à *treize* seulement * le nombre des journaux qui s'occupaient de questions politiques. L'article 5 de *l'arrêté des consuls* autorisait la suppression des journaux qui « inséreraient des articles contraires au pacte social, à la souveraineté du peuple, à la gloire des armées de la république et aux nations amies ou alliées, lors même que ces articles seraient extraits des feuilles étrangères. » Mais cet arrêté ne déterminant pas devant quel tribunal le journal prévenu serait traduit, c'était déclarer que le gouvernement se réservait ce jugement à lui-même, et dès lors il n'existait plus de la liberté de la presse que ce qui pouvait convenir à ses passions ou à ses intérêts. Les excès auxquels, faute d'une bonne loi de répression, la presse périodique et quotidienne s'était livrée toutes les fois qu'elle avait été libre, empêchèrent d'apercevoir les déplorables conséquences de cette mesure; car, malgré l'activité de Fouché et la surveillance de la police, il paraissait chaque jour quelques écrits hostiles au gouvernement.

Tel était, entre autres, un petit journal intitulé *l'invisible*, fondé par un comité royaliste, qui s'impri-

* Le 23 janvier 1814,

** Arrêté du 17 janvier 1800.

mait et se distribuait clandestinement à Paris. Cette feuille contenait des détails de fort mauvais goût aussi dénués de vérité que de sens commun, sur l'intérieur du premier consul aux Tuileries et à la Malmaison. Un soir le Ministre de la police ayant remis à Napoléon un numéro de *l'Invisible* où il était dit en parlant du consul : « Il projette de divorcer, parce que madame Bonaparte ne peut lui donner d'héritier, » Napoléon lut tout haut l'article, en présence des personnes qui se trouvaient dans le salon et eut l'air d'en rire ; mais Rœderer, qui venait d'entrer dans la salle du conseil, et qui ne perdait pas une occasion de desservir Fouché, dont il était l'ennemi avoué, dit à ce sujet au premier consul :

— Ceci n'est rien, citoyen général; ce qui est plus important, c'est l'article d'un journal appelé *la Vedette de Rouen*, où on traîne le conseil d'État dans la boue, ainsi que ceux qui le président. Un semblable article répété par les gazettes de Paris suffirait, à mon avis, pour les faire supprimer toutes.

Napoléon ayant interrogé Fouché, celui-ci balbutia et répondit qu'il n'avait point connaissance de l'article dont parlait le citoyen Rœderer.

— Je l'ai lu hier, répliqua sèchement celui-ci.

Le premier consul fronça le sourcil et dit, sans cependant s'adresser directement au ministre de la police :

— Cela ne saurait aller ainsi; de deux choses l'une : il faut sacrifier le journaliste ou *ceux* qui se sont volontairement chargés de diriger l'opinion publique.

Une petite brochure mensuelle qui, sous le titre de *Bulletin à la main*, se vendait sous le manteau, répandait aussi, sur le premier consul et les principaux

personnages de l'État, des détails controuvés. Dans de prétendues anecdotes, plus que scandaleuses, l'auteur disait connaître ce qu'ils faisaient et ce qu'ils disaient à chaque instant du jour et même de la nuit. La police découvrit enfin l'auteur de ce pamphlet, qui se nommait Foullioux, opéra une descente à son domicile, et saisit dans ses papiers la liste de ses abonnés. C'étaient pour la plupart des royalistes, des émigrés et des étrangers de distinction qui se trouvaient dans la capitale, tels que le citoyen Serbelloni, ambassadeur de la république italienne; le marquis de Lucchesini, ambassadeur de Prusse; le comte de Morcow, ambassadeur de Russie, etc., etc. Le premier consul voulut que l'auteur du *Bulletin à la main* fût mis en prison, et quelques jours après il justifia cette mesure en plein conseil d'État en disant :

« — Peut-être aurais-je dû mépriser l'auteur de ce pamphlet, les calomnies qu'il a publiées sur mon compte n'étant que des absurdités. D'après ce qu'il dit de moi, cet homme ne connaît seulement pas ma figure; je parierais qu'il ne m'a jamais vu. Il me suppose des scènes galantes semblables à celles de Louis XV, dans les petits appartements de Versailles, comme si je ressemblais à ce monde-là! Il me fait dépenser des sommes énormes pour mes voyages de Malmaison, qui, selon lui, est un autre Marly. Or, lorsqu'il ne pleut pas trop, c'est à cheval que je fais la route. Quant à Malmaison, reprit-il en souriant, ce n'est qu'une maison mal meublée : vous la connaissez! Puis vous savez si je suis homme à jeter l'argent par les fenêtres. En présence de témoins, j'ai répondu au citoyen Serbelloni, qui, se trouvant à Lyon avec moi, me demandait s'il était vrai que ce voyage, prétendu

d'apparat, m'eût coûté un million? Eh bien! il ne m'a pas fait dépenser plus de quarante mille francs : mes comptes sont là... Il y avait parmi les abonnés du *Bulletin à la main* bien d'autres *gobe-mouches* que le citoyen Serbelloni. Aussi, pour n'en pas augmenter le nombre, j'ai pris le parti de faire arrêter le rédacteur de cette rapsodie, qui, du reste est un homme d'une moralité plus que suspecte : j'en avais le droit. Enfin, il y a encore un autre motif que je vais vous dire : c'est celui de rendre la commission de censure dramatique plus alerte et plus attentive. Quand on sollicite des fonctions aussi largement rétribuées, pour si peu de besogne, il doit y avoir par compensation quelques risques à courir. Je veux dorénavant que les membres de cette commission soient responsables de leurs œuvres, puisque les ministres se retranchent derrière la multiplicité de leurs travaux. »

Malgré la censure méticuleuse exercée par ordre du ministre Chaptal sur la littérature dramatique, deux pièces, cependant, attirèrent l'attention du premier consul. La première, de M. Alexandre Duval, intitulée *Édouard en Écosse*, avait été reçue au Théâtre-Français, et attendait, dans les cartons de la censure, qu'on en permît la représentation : le ministre n'y paraissait guère disposé. L'auteur fit des démarches pour obtenir cette autorisation et lut sa pièce chez Maret (depuis duc de Bassano), alors secrétaire d'État, qui en parla à Chaptal. D'un autre côté, on dépêcha à ce dernier mademoiselle Contat, qui avait un rôle important dans la pièce; le ministre consentit donc à ce qu'on la lui lût dans son salon.

Cette lecture eut lieu à la suite d'un dîner et en présence d'une société aussi nombreuse que choisie. A

chaque scène mademoiselle Contat, qui avait assisté au dîner, et qui passait, à cause de ses opinions monarchiques très-prononcées et de son jeu plein de finesse, pour une actrice de bonne compagnie, s'écriait :

— C'est ravissant! c'est divin!...

Qui aurait osé dire autrement sans passer pour un homme sans goût ou un révolutionnaire? La pièce emporta donc le suffrage unanime, et Chaptal leva l'interdit. La première représentation eut lieu. Les royalistes et les émigrés rentrés, qui s'y étaient rendus en foule, firent de nombreuses allusions aux Bourbons en applaudissant avec fureur. La pièce de M. Duval obtint un éclatant succès. Mais des envieux et des jaloux, comme on en rencontre de préférence en matière de littérature; des auteurs tombés, ou qui attendaient impatiemment leur tour, firent proposer au premier consul d'interdire de nouveau la pièce de *leur ami*, le citoyen Duval, sous le prétexte que : « elle était anti-révolutionnaire et antipatriotique. » Napoléon répondit qu'il voulait la voir auparavant, pour juger par lui-même du mérite ou du défaut de l'ouvrage, et il assista, en effet, à la seconde représentation.

Il écouta le premier acte avec beaucoup d'attention; on remarqua même qu'il parut ému de la triste situation du prince Édouard; mais des applaudissements affectés étant partis en même temps de plusieurs points de la salle, et notamment d'une loge située en face de la sienne, où était entre autres personnes le duc de Choiseul*, dès ce moment il prit un air sévère, parut donner peu d'attention à la pièce, et quitta la salle avant même qu'elle fût achevée, en disant :

* Un des émigrés naufragés de Calais.

— Les émigrés et les royalistes vont crier à la tyrannie ! mais cette pièce doit être interdite : j'en suis fâché pour l'auteur, qui certes n'est pas sans mérite.

Elle le fut en effet, et dès le lendemain le premier consul justifia cette mesure en disant à la séance du conseil d'État :

« — Voilà ce qui arrivera toutes les fois qu'un ministre laissera représenter sur le théâtre une pièce politique sans prendre l'avis du gouvernement. Cela ne s'est vu dans aucun pays, même dans les temps le plus calmes !... Ensuite on viendra me jeter à la face que c'est moi qui fais jouer ces pièces pour sonder l'opinion. Ai-je souffert qu'on représentât *la Partie de chasse de Henri IV* ? Et cependant il y a une grande différence ; car Henri IV a sauvé son pays de la domination espagnole, qui était alors puissante et prépondérante ; et cela sans le secours des étrangers. Je dirai plus : en autorisant la représentation d'*Édouard en Écosse*, c'est tendre un piège aux royalistes ; car, enfin, s'ils se montraient trop à découvert, il nous faudrait bien frapper dessus fort et ferme. Aucune puissance ne veut garder le prétendant* chez elle. Ce n'est qu'à ma considération qu'on ne le renvoie pas de Prusse, où il s'est réfugié. Le prince de Condé n'a pu obtenir l'audience qu'il sollicitait du gouvernement anglais, quoique habitant à vingt lieues de Londres. La raison de tout ceci, c'est que ces princes coûtent beaucoup d'argent aux gouvernements qui les hébergent, et qu'ils n'offrent aux peuples qui les tolèrent chez eux que l'exemple de rois détrônés pour cause de

* Louis XVIII, sous le nom de comte de Lille.

nullité, d'incapacité, et par suite du principe de la raison uni à celui de la liberté. »

M. Alexandre Duval reçut du ministre de l'intérieur le conseil de voyager pendant quelque temps. Il alla en Russie, y demeura un an, puis revint à Paris, où il s'occupa tranquillement d'enrichir la scène française d'ouvrages restés au répertoire et qui firent sa réputation.

Deux mois après l'interdiction d'*Édouard en Écosse*, on représenta au théâtre de l'Opéra-Comique une petite pièce de M. Emmanuel Dupaty, dont le titre était : *l'antichambre, ou les valets entre eux*. Lucien Bonaparte assistait à la première représentation. On vint rapporter à Napoléon que les principaux personnages de la pièce étaient trois laquais portant une livrée de même forme et de même couleur que l'habit des consuls; qu'un militaire, autre personnage de la pièce, interrogé par l'un de ces laquais sur ce qu'il était, répondait : *Je suis au service*, et que le laquais répliquait : *Moi de même, ainsi nous sommes collègues*, etc., etc. On dit encore au premier consul que l'acteur Chenard, qui remplissait le rôle d'un des laquais, avait singé sa tournure, ses manières et jusqu'à ses inflexions de voix.

Le ministre Chaptal, mandé aux Tuileries, répondit à Napoléon qu'il ne connaissait pas la pièce. Arnault, chef de division au ministère de l'intérieur, ne la connaissait pas davantage. Il se trouva que c'était un commis subalterne qui l'avait examinée. Alors le premier consul répéta son mot ordinaire :

— Voilà ce que c'est que de n'avoir pas de ministres !

Comme il fallait que quelqu'un fût responsable et

payât pour tous, Cambacérès conseilla charitablement à Chaptal de sacrifier Arnault; mais celui-ci n'en voulut rien faire, objectant que ce chef de division était beau-frère de Regnault de Saint-Jean d'Angély. Cependant l'irritation du premier consul n'étant pas calmée, il dit à Chaptal :

— Il faut vérifier le costume des acteurs de la pièce de M. Dupaty : si leur similitude avec l'habit des consuls est prouvée, on traduira les acteurs devant un tribunal comme accusés d'insultes et d'offenses envers les membres du gouvernement.

Et, dans le premier moment de colère, Napoléon exigea que l'auteur fût envoyé à Saint-Domingue comme réquisitionnaire et mis à la disposition du général en chef; mais bientôt il fut reconnu que cette pièce avait été faite du temps du Directoire, alors qu'il n'était pas question du consulat; que les personnages principaux n'étaient réellement que des laquais, et que leurs habits, pris dans les magasins du théâtre, n'avaient aucun rapport avec le costume consulaire. M. Dupaty n'alla pas à Saint-Domingue; il demeura à Brest, où il fut attaché à la garnison en sa qualité d'officier du génie, et bientôt après Napoléon le fit engager à revenir à Paris et ne tarda pas à le dédommager de cette mésaventure d'une manière aussi noble que flatteuse. M. Dupaty reprit ses travaux littéraires, et dota la scène lyrique d'une foule d'ouvrages remplis d'esprit et de goût *.

Ces incidents rendirent la censure des pièces de théâtre plus attentive et plus sévère, et MM. les cen-

* La pièce des *Valets entre eux*, telle qu'elle était alors, fut représentée l'année suivante à l'Opéra-Comique, sous le titre de *Picaros et Diego*.

seurs, soit qu'ils eussent peur ou qu'ils voulussent flatter le premier consul, allèrent sans cesse au delà des intentions du chef de l'État. L'un d'eux, dans un rapport fort étendu adressé au ministre de l'intérieur, parla sérieusement de retrancher du répertoire du Théâtre-Français *Tancrède* et le *Tartufe*. « La première de ces pièces, était-il dit dans le rapport, parce que c'est un proscrit qui rentre dans sa patrie sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation du gouvernement; la seconde, parce qu'elle peut déplaire au clergé, et que le concordat, qui vient de le rétablir en France, a pour but principal d'étouffer tous motifs de discorde qui pourraient naître du pouvoir spirituel en contact avec l'autorité civile. »

Le premier consul, à qui Chaptal avait communiqué ce rapport, s'était écrié à la lecture de ce passage :

— Quel galimathias! Parbleu! il faut que ce monsieur soit bien bête!... Comment s'appelle-t-il?

Le ministre lui dit son nom.

— Eh bien! c'est une place d'inspecteur des halles et marchés qui convient à cet homme, reprit Napoléon; le poste qu'il occupe dans votre département ne lui va pas : remplacez-le. C'est aussi par trop bête, ajouta-t-il encore avec un sourire de pitié.

Devenu empereur, le soin que mit Napoléon à se conserver, en tout, une part d'intervention personnelle, tenait en même temps à son caractère et à la manière dont il envisageait le pouvoir. Son principe, bon pour lui et le gouvernement qu'il s'était formé, était le *prince doit tout voir et présider à tout*. Il fallait bien qu'il en fût ainsi, dans un ordre de choses où les ministres n'avaient de responsabilité que devant le chef de l'État; autrement cette responsabilité n'eût

été nulle part. Ainsi, lorsqu'il fut question au conseil d'État, de limiter le nombre des Théâtres de Paris, le ministre de l'intérieur, qui était alors M. de Montalivet, pensa que le gouvernement devait indemniser ceux qui seraient supprimés ou même changés de place. L'empereur ne partagea pas cette manière de voir de son ministre, et lui répondit :

— C'est assez d'avoir à payer annuellement à quelques-uns d'eux d'énormes subventions. Il ne sera pas dit que l'on prend l'argent du peuple pour enrichir des histrions.

Au milieu des intérêts importants qui l'occupaient à Berlin, après la victoire d'Austerlitz, tels que son *décret contre l'Angleterre*, ses négociations avec la Prusse et ses opérations militaires, il lui restait assez de loisir, le jour même où il proclamait le *blocus des îles Britanniques*, pour se plaindre au ministre de l'intérieur qu'on eût chanté de mauvais vers à l'Opéra.

« En France, lui disait-il, prend-on donc à tâche de dégrader les lettres? Témoignez tout mon mécontentement, et défendez qu'il ne soit rien chanté à l'Opéra qui ne soit digne d'un grand spectacle*.»

Bientôt après on représenta à l'Académie impériale de musique *la Vestale***.

« Exprimez ma satisfaction à l'auteur du poème de *la Vestale*, écrivit encore Napoléon à son ministre, et dites-lui que j'aurai plaisir à le voir lui-même.»

» J'avais ordonné, lui avait-il mandé dans une lettre

* Lettre du 21 novembre 1806.

** Cette tragédie lyrique valut à M. de Jouy, auteur du poème, l'un des grands prix décennaux fondés par l'empereur.

précédente*, qu'on fit un cadeau à l'auteur de la pièce de *Joseph***, représentée au Théâtre-Français; l'a-t-on fait? Rendez-moi compte de cela. Toutefois donnez-lui une gratification. *En général, la meilleure manière de me louer est de faire des choses qui inspirent des sentiments héroïques à la nation, à la jeunesse et à l'armée.*»

Enfin il écrivait au même ministre, en date de Schœnbrunn, le 17 septembre 1809, jour de la signature du traité de paix entre la France et l'Autriche :

« J'apprends également que, sur les petits théâtres de la capitale, et notamment sur ceux des boulevards, on joue chaque soir des pièces dans lesquelles des allusions directes et de mauvais goût sont dirigées contre les puissances que j'ai vaincues : c'est indécemment, si déjà ce n'était peu généreux et indigne d'une nation comme la nôtre. Vous ne devez pas vous en rapporter seulement à vos bureaux sur les pièces de théâtre qui sont soumises à leur examen; il faut les lire, afin de juger par vous-même du degré d'opportunité qu'il y a à en permettre ou à en défendre la représentation, etc. »

Malgré ces recommandations si explicites et si pressantes, trois mois après cette lettre écrite il arriva, au sujet d'une de ces pièces, un petit événement que ni la perspicacité de Napoléon, ni le bon vouloir du ministre, n'auraient pu prévoir. On sait que ce fut au retour de cette glorieuse campagne de Wagram que

* Datée de Varsovie, le 12 janvier 1807.

** *Omasis* ou *Joseph en Égypte*, tragédie de M. Baour-Lormian.

l'empereur songea à divorcer avec Joséphine. En arrivant à Paris, son premier soin avait été de soumettre à l'officialité de Paris le désir que son mariage fut déclaré *nul*. Cette délicate négociation se traita dans le mystère de la chancellerie; il n'y eut qu'une seule personne, le grand maréchal du palais, que l'empereur mit dans la confidence, et certes Duroc, discret comme la tombe, n'en dit rien à personne. Cependant les *intimes* de la cour impériale furent bientôt instruits des desseins du maître, parce qu'il en est de certains événements comme de certaines affections : les uns, pas plus que les autres, ne sauraient demeurer longtemps cachés.

Toutefois Napoléon, voulant procurer à Joséphine quelques distractions qui fissent trêve à la douleur que les pressentiments de son prochain divorce lui causaient, prévint un soir le prince de Neuchâtel qu'il irait avec l'impératrice chasser et coucher à Gros-Bois; et après avoir fixé lui-même le jour, l'empereur dit avec enjouement à Berthier :

— Monsieur le grand veneur, nous désirons qu'après la chasse vous nous donniez le couvert, la comédie et les violons... comme on en usait jadis dans le bon temps, avait-il ajouté avec un sourire sardonique.

Le prince prit sur-le-champ ses mesures pour offrir à ses augustes hôtes une fête digne d'eux, et, afin de la rendre complète, il imagina de faire venir à son château la troupe des Variétés. Le choix du spectacle fut laissé à Brunet, qui manifesta l'intention de jouer la pièce de son répertoire qui était alors la plus en vogue, intitulée *Cadet-Roussel maître de déclamation**.

* Aude, chevalier de Malte, ancien secrétaire de Buffon,

Bertier, ne connaissant pas *Cadet-Roussel*, ne vit pas d'inconvénient à ce qu'une petite pièce qu'on disait très-gaie et très-spirituelle fût représentée à une autre qui pouvait être fort ennuyeuse; il accepta donc *Cadet-Roussel* sans examen préalable. Napoléon avait dressé lui-même la liste des personnes qu'il voulait avoir à cette fête, et malgré un froid des plus rigoureux (on était en décembre) pas une ne manqua.

La chasse fut triste comme la saison. Tout le monde avait remarqué la profonde tristesse de l'impératrice dès son arrivée, et les illustres conviés ne furent pas plus gais pendant le repas. Napoléon, à qui rien n'échappait, s'aperçut tout d'abord de la contrainte qui régnait autour de lui. Pour y mettre un terme, il crut bien faire de dire avant de se lever de table pour passer dans la salle de spectacle :

— Ah ça, j'entends qu'on s'amuse, et qu'on rie plus qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. Je ne veux ni gêne ni étiquette : nous ne sommes pas ici aux Tuileries.

On sait ce que produisent ordinairement de pareils ordres de la part d'un souverain : ils achevèrent de paralyser tout à fait ceux qui ne l'étaient qu'à moitié. Mais qu'on juge de la stupéfaction des spectateurs lorsqu'ils entendirent, dès le commencement de la pièce, *Cadet-Roussel* se plaindre amèrement de ce que son épouse ne lui avait pas donné d'héritiers!

« — Il est douloureux pour un homme tel que moi, disait Brunet, de n'avoir personne à qui transmettre l'héritage de sa gloire! Décidément je vais divorcer

qui vient de mourir tout récemment, était auteur de cette pièce, ainsi que de tous les *Cadet-Roussel* qui furent joués jadis avec un succès prodigieux.

avec madame Cadet-Roussel pour épouser une jeune femme avec laquelle j'aurai des enfants. »

La plupart des autres scènes roulaient sur cette idée, et le mot *divorce* y était répété vingt fois. Chercher à peindre l'embarras de chacun serait impossible : celui de Berthier surtout était inimaginable. Joséphine ne se contenait qu'à peine, à tout moment on craignait qu'elle ne se trouvât mal. Quant à Napoléon, il ne paraissait s'occuper que de la pièce, et essayait de rire, mais ce n'était que du bout des lèvres. Personne n'osait le regarder dans la crainte de paraître faire une application. On s'attendait à chaque instant à une explosion... Il n'en fut rien, grâce au prince de Neuchâtel, qui, placé derrière l'empereur, se croyait forcé d'user du droit qui lui avait été octroyé, en faisant entendre par intervalles un bruyant éclat de rire qui contrastait bizarrement avec sa physionomie consternée. La représentation terminée, Napoléon se leva avec vivacité, et, prenant le bras du grand-maréchal, lui dit avec un accent animé, quoique à demi-voix :

— Duroc, je vois que vous avez bien gardé le secret de mon divorce, car s'il avait été connu dans le public, personne n'eût été assez hardi pour se permettre, avec moi, une pareille impertinence. Depuis quand jouet-on cette pièce ? — Sire, depuis un an environ. — Et elle a eu du succès ? — Un immense succès, sire ; du moins à ce que j'ai ouï dire. — C'est fâcheux. Bien certainement, si j'en avais eu connaissance, je n'en eusse jamais permis la représentation, même il y a un an... Mais est-ce qu'on me dit jamais rien à moi ?... Il semble que MM. les censeurs prennent à tâche de ne faire que des bêtises, et cela dans tous les temps, dans toutes les occasions... Je ne comprends pas non plus

Cambacérès : chaque soir il fait du théâtre de Brunet ses galeries, je le sais, il ne m'en a seulement pas parlé. Il devait y être cependant plus intéressé que les autres!... Maintenant il est trop tard... N'importe, il faut absolument revenir sur ce qui a été arrêté jusqu'à ce jour en fait de liberté de théâtre... Cette matière laisse encore beaucoup à désirer. Mais, en vérité, reprit-il avec un sourire amer, ne dirait-on pas que je me suis entendu avec l'auteur de la pièce et Brunet?...

Et Napoléon répéta plusieurs fois :

— C'est fâcheux, c'est très-fâcheux.

Après son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise, Napoléon parut renoncer un peu au caractère exclusivement militaire qu'il avait imprimé à son gouvernement. Il s'occupait moins de ses soldats, en ne passant pas d'aussi fréquentes revues qu'auparavant; mais ses journées n'en étaient pas moins laborieusement employées à présider son conseil privé sur des matières spéciales, telles que les bâtiments, les subsistances, les arts et le conseil d'État, qu'il avait singulièrement augmenté. A mesure qu'un département avait été réuni à l'empire, il lui avait emprunté ce qu'il avait d'hommes importants et forts, pour les *intercaler* (selon son expression) dans ce conseil qui suffisait à toutes les nécessités de sa vaste administration, puisqu'il contrôlait jusqu'aux actes ministériels. Aussi, une sorte de rivalité s'était-elle établie entre les conseillers et les ministres: rivalité que Napoléon favorisait sous main, parce qu'il savait qu'elle n'allait pas au delà du seuil de la salle du conseil.

Les nombreux maîtres des requêtes qu'il avait créés depuis peu étaient pour ainsi dire des surnuméraires; cette institution était comme une école préparatoire,

une sorte de degré intermédiaire pour s'élever jusqu'à la dignité de conseiller d'État, celle peut-être qui, de tout temps, fut la plus enviée sous l'empire. Rapporteurs habituels des sections, les maîtres des requêtes faisaient le travail et préparaient les délibérations administratives. Quant aux auditeurs, Napoléon les avait tellement multipliés, qu'on en comptait, en 1811, plus de cent vingt. Ceux qui n'avaient pas droit d'assister aux séances présidées par l'empereur remplissaient des missions spéciales, les uns dans les préfetures, les autres dans la diplomatie, quelques-uns même administraient des départements réunis.

A la même époque un changement notable s'était opéré dans la personne de Napoléon : il avait vieilli. Vif, svelte, enjoué même qu'il était au temps du consulat, depuis son mariage il avait pris beaucoup d'embonpoint, sa démarche était devenue lourde; et lorsqu'il entra dans la salle du conseil, ce n'était plus que d'un pas mesuré, l'air grave et méditatif; il se laissait tomber sur son fauteuil plutôt qu'il ne semblait s'y asseoir; mais il n'avait rien perdu de sa vivacité intellectuelle; il provoquait les débats toujours avec autant de verve, les ranimait par l'attention plus suivie qu'il y prêtait, et disait à l'un ou à l'autre comme par le passé :

— Allons! donnez votre opinion sans crainte; tout le monde est libre ici. Parlez, je vous écoute.

Il était admirable surtout lorsqu'il parlait administration. Il fallait l'entendre discuter les questions de mines, d'expropriation pour cause d'utilité publique, de comptabilité financière, de perceptions d'impôts, de cadastre, etc.; et lorsque la discussion se rattachait à ses idées politiques, il n'avait pas d'égal. Éloquent,

entraînant lorsqu'il raisonnait douanes ou conscription, il ne voulait céder sur aucune de ses convictions. Il défendait son système continental, son sucre de betterave, et proscrivait impitoyablement les mousselines et l'indigo. S'il avait à supporter parfois, et en forme d'opposition, un peu de cette spirituelle raillerie, cette arme que quelques-uns des conseillers savaient si bien manier sans jamais blesser, alors il se roidissait contre l'évidence et leur jetait des mots souvent un peu durs; mais la séance terminée, il était le premier à rire de ce qu'il appelait ses *susceptibilités gouvernementales*.

A cette époque Napoléon s'occupa surtout de la presse, des théâtres, et par conséquent de la censure. Il avait dit en présence de quelques conseillers d'État, avant que de solennels débats s'engageassent sur ces importantes matières :

— La liberté de la presse est une question interminable et qui n'admet point de demi-mesure. Ce n'est pas le principe en lui-même qui apporte la grande difficulté, mais les circonstances auxquelles on a à en faire l'application. Par nature, avait-il ajouté, je serais porté pour la liberté illimitée, pleine et entière, de la presse; mais... mais...

Et en disant ces mots, il avait hoché la tête sans achever de faire connaître sa pensée; mais, à quelque temps de là, Cambacérès, par son ordre, mit cette question à l'ordre du jour du conseil, pour être discutée à une des plus prochaines séances, toutes les sections réunies. Ce jour-là, le conseil se trouva au grand complet. La foule des maîtres des requêtes et des auditeurs qui se pressait dans la salle, devenue trop petite, était telle, que tous ne purent s'asseoir. Cambacérès ouvrit la séance.

La discussion peut commencer immédiatement, dit Napoléon.

Aucun incident ne s'étant élevé et personne ne se hâtant de demander la parole, il reprit après un silence :

« — Tout à l'heure j'ai entendu faire, par un de vous, une espèce de rapprochement entre la France et l'Angleterre au sujet de la liberté de la presse, question qui a été si souvent agitée dans cette enceinte, sans avoir jamais été jugée à fond. Avant de l'entamer de nouveau, je dirai qu'un peuple qui se livre à des excès est indigne de jouir de cette liberté; un peuple libre est celui qui respecte, avant tout, les personnes et les propriétés : c'est là tout l'esprit de notre code. Ceci n'est que pour édifier plus sûrement notre conseil sur la manière dont j'entends la question. Maintenant, ajouta-t-il, je vais essayer de la traiter en établissant d'abord la différence *énorme* que je crois exister entre les deux nations : la France et... *l'autre...* »

Ici des *chut!* prolongés s'étant fait entendre, dès que le calme fut bien établi, Napoléon poursuivit en ces termes :

« — Chez un peuple où l'opinion doit tout influencer, où elle doit intervenir dans les actes des ministres, dans les délibérations des grands corps de l'État, que la presse soit infiniment libre, on le conçoit, mais nos constitutions n'appellent pas le peuple à se mêler des affaires politiques; c'est le sénat, c'est le conseil d'État, vous, messieurs, et le corps législatif, qui pensent, qui parlent, qui agissent pour lui, chacun de ces pouvoirs dans l'étendue de ses attributions. Si l'on veut plus, il faut changer l'organisation actuelle; s'il est démontré que cette puissance de l'opinion ne produirait que des

troubles et des bouleversements, il faut bien établir une surveillance de la presse.

» Dans le système de la constitution anglaise, l'opinion doit influencer sur le gouvernement; on ne peut donc empêcher la presse de dénoncer les ministres, de censurer leurs actes. Les effets désastreux de cet usage sont balancés par les institutions et les mœurs de la nation. Le roi est le chef de la religion; il y a une aristocratie fortement constituée toujours en état de contenir le peuple; il est trop brutal pour être mis en mouvement par de simples écrits : encore n'est-il pas certain qu'un jour la licence de la presse ne renverse pas l'Angleterre. En France, où la nation est douée d'une conception prompte, d'une imagination vive et susceptible d'impressions fortes et simultanées, la liberté indéfinie de la presse aurait de funestes résultats. Qu'a gagné M. de Brienne en appelant de tous côtés ce qu'il nommait *les lumières* et en provoquant les écrivains? La brochure de Sieyès : *qu'est-ce que le tiers?* est le bouleversement de toutes les institutions reconnues et établies.

» Après tout, quel bien produit donc, en Angleterre, cette licence de tout dire, de tout imprimer contre les choses et les fonctionnaires? Les réformet-elle? Corrige-t-elle les mœurs des hommes dissolus et immoraux? Au contraire, certains d'être attaqués, quelle que soit leur conduite, les lords lèvent le masque, se mettent à l'aise, laissent dire, et n'en deviennent qu'un peu plus corrompus. Fox lui-même convenait que, dans son pays, la licence de la presse causait un désordre immense. La surveillance, si elle est bien réglée, si l'application en est juste et bien faite, ne peut entraîner d'inconvénients. »

— Faudra-t-il au moins, dit Berlier, désigner la nature des ouvrages scientifiques, qui devront être soumis à la censure. — Les sciences qui honorent l'esprit humain, répliqua vivement Napoléon, doivent être spécialement honorées par le gouvernement. Il n'existera jamais de censure pour les ouvrages de ce genre, quelle que soit la matière qu'ils traiteront. — Mais, sire, objecta Réal, il y a des écrits qui traitent en même temps de science, de littérature et de politique dans de minces brochures ou dans des revues... — On restreindra la liberté de la presse aux ouvrages d'un certain volume, répondit Napoléon. Quant aux journaux quotidiens ou périodiques mixtes, il faut qu'ils soient soumis à un examen sévère. — Soit! fit un conseiller; mais à qui confiera-t-on cette surveillance? — Au ministre de la police! répondit une voix. — Non pas! s'écria Napoléon; vous devez vous rappeler qu'il y deux ans, le duc d'Otrante, alors ministre de ce département, me présenta un rapport, que je fis imprimer pour vous en donner connaissance, rapport par lequel il demandait que la surveillance des ouvrages imprimés appartînt à la police. — Il avait raison! dit Réal. « — Comment cela, M. le comte? reprit Napoléon avec un peu d'humeur. Je me rappelle en effet que vous fûtes du nombre de ceux qui, dans l'origine, ne comprirent pas la question; je crains que vous ne la compreniez pas davantage aujourd'hui: car enfin, il y a deux choses ici, la surveillance, qui appartient essentiellement à la police, sur les ouvrages imprimés, comme sur tout le reste, et que personne ici ne lui contestera, je l'espère, et la direction de l'imprimerie, qui est assurément mieux placée dans les attributions du ministre de l'intérieur que dans

celles du ministre de la police. Ce ministère est tout d'exception, rien ne doit être soustrait à ses investigations; mais par cela même le ministre de ce département ne doit rien diriger, car s'il s'endort, qui le surveillera lui-même? » — Vous, sire! dit une voix de manière à être entendue de Napoléon, qui répliqua en souriant : « — Bien obligé! j'ai autre chose à faire; mais d'après ce principe, et pour en revenir à ce que je disais, le ministère de la police, au lieu d'être un ministère d'exception, deviendrait un ministère universel; il absorberait tous les autres. Il aurait surtout une puissance sans bornes s'il disposait exclusivement de l'imprimerie, s'il lui était permis de former l'opinion. Il ne lui manquerait plus que d'avoir les télégraphes sous sa main pour se mettre à ma place. Que la police prévienne le mal par voie de surveillance, elle le peut, elle le doit; mais le principe qu'elle doit pouvoir aussi le prévenir par mode d'autorité, conduit directement à l'arbitraire, prenez-y garde. Il faudrait en effet lui accorder le droit d'entrer dans toutes les maisons, de fouiller dans l'intérieur de toutes les familles, d'arrêter tous ceux qu'elle jugerait à propos par la crainte qu'ils ne se rendissent coupables. Cette sollicitude paternelle ne serait au fond qu'un affreux despotisme. Et qui de vous veut le despotisme aujourd'hui?... Messieurs, le souverain d'un grand empire comme *le nôtre* doit gouverner d'après des règles fixes et non d'après ses caprices (approbations et bravos dans la salle). Ne m'interrompez pas, je vous prie. Il doit croire, ce souverain, tous ses sujets gens de bien, tant qu'ils ne démentent pas cette présomption par leur conduite. Qui garantira les écrivains des vexations de la police si leurs plaintes ne peuvent

parvenir que par elle? Eh! messieurs, la police n'a déjà que trop d'attributions étrangères à son objet! Enfin où irait ce pouvoir exorbitant du ministre de la police? il serait tout entier dans ses bureaux. Cet inconvénient peut se rencontrer plus ou moins dans le ministère de l'intérieur; mais il n'y sera pas aussi grand, pourquoi?... parce que j'en serai averti par la police. « — Au surplus, dit Regnault de Saint-Jean-d'Angely, la censure sera *forcée* ou *facultative*, selon les circonstances. — « Le comte Regnault a raison, reprit Napoléon; mais il ne faut pas confondre ces deux moyens d'action. La censure forcée est le droit d'empêcher la manifestation d'idées qui troublent la paix de l'État, ses intérêts et le bon ordre; mais elle doit être appliquée suivant le siècle où l'on vit et les circonstances où l'on se trouve. Sous ce rapport on peut distinguer trois époques : il y a eu d'abord les siècles barbares où tout était sous la puissance des papes, l'autorité du clergé et l'empire des moines. Dans ce temps on dut nécessairement lier toutes les études aux sciences ecclésiastiques. Cependant les excès des papes et du clergé finirent par révolter les souverains. Ils cherchèrent à y opposer une digue; ils encouragèrent les lettres et propagèrent l'étude des anciens. Les circonstances servirent admirablement ces projets. Les dépositaires de ce qui restait des anciennes connaissances venaient de fuir d'Orient; les Médicis et François I^{er} les recueillirent. Alors on vit paraître des ouvrages où les préjugés n'étaient pas ménagés. Joseph II est le dernier souverain qui ait propagé des opinions nouvelles et hardies... Depuis, tout a changé : on ne redoute plus les papes, le clergé; mais on peut craindre cette fausse philosophie qui,

soumettant tout à l'analyse, tombe dans le sophisme, et aux anciennes erreurs substitue des erreurs nouvelles. Peut-être, par l'effet de cette crainte, la censure compromettrait-elle la philosophie saine et véritable. D'un autre côté, si elle n'écartait pas les ouvrages qui, sans attaquer précisément l'État, blessent cependant les maximes reçues, elle semblerait les sanctionner. Par exemple, pourrait-elle, sans heurter toutes les religions suivies en France, laisser passer un livre où l'on enseignerait que le monde dure depuis cent mille ans?

» La religion chrétienne est la religion nationale. Divisés sur quelques points, les protestants et les catholiques sont d'accord sur le fond de la doctrine. L'autorité doit donc faire respecter la religion chrétienne. Or, paraîtrait-elle le faire si l'on approuvait un livre qui donnerait au monde une existence beaucoup plus ancienne que celle qui est reconnue par l'Écriture?... Au contraire, l'autorité n'approuvant aucun écrit, on ne tirera pas la même conséquence. Que sera-ce s'il s'agit d'un livre tel que *l'Origine des cultes* par Dupuis? La censure le laissera-t-elle imprimer? elle prononcerait contre la religion. Aura-t-elle la faculté d'en empêcher l'impression?... cela serait dangereux... Mais l'embarras sera bien plus grand encore quand il faudra prononcer sur les questions de morale, qui sont si délicates.

» J'admets la censure facultative exercée par un tribunal contre les décisions duquel on pourra se pourvoir au conseil d'État, dans les formes établies pour les affaires contentieuses. Elle ne se mêlera pas des écrits contre les particuliers, pour lesquels le recours doit être ouvert devant les tribunaux, et on laissera

une grande liberté aux écrits sur les matières religieuses, dans la crainte que, sous prétexte d'offense à la religion, on n'étouffe la manifestation de vérités utiles; mais on sera inexorable pour les écrits dirigés contre l'État, contre moi, contre le gouvernement, qui est à peu près la même chose, car c'est ici comme une trinité de trois corps qui n'en forment qu'un. »

Cette séance fut levée sans qu'il y eût rien de définitivement arrêté concernant la presse et la censure. La discussion ne fut même reprise que deux ans plus tard*.

Après la séance où Napoléon avait fait entendre des paroles tout à la fois si éloquentes et si logiques, les théâtres furent remis sur le tapis. A cette occasion l'empereur développa devant le conseil des idées toutes nouvelles en parlant du grand Opéra, dont on voulait diminuer la subvention; il dit: » Ce théâtre coûte au gouvernement huit cent mille francs par an, c'est vrai! mais il faut soutenir un établissement qui flatte la vanité nationale. On peut aider l'Académie impériale de musique sans recourir à un nouvel impôt. Il n'y a qu'à la protéger aux dépens des autres théâtres par certains privilèges, quoique je sois ennemi des privilèges, ce sont autant de plaies. »

Et quand vint le tour du Théâtre-Français, il dit encore : — La scène française mérite d'être soutenue de la même manière que l'Opéra, parce qu'elle fait également partie de la gloire nationale; mais une chose que je voudrais par dessus tout et avant tout, c'est que ce théâtre pût, le dimanche, réduire à quinze sous les places de parterre, afin que le peuple pût en jouir.

* En 1813, après la campagne de Saxe.

On ne doit pas toujours se régler sur ce qui a existé précédemment, comme s'il était impossible de faire mieux. Au surplus, il y aurait beaucoup à faire pour régénérer le Théâtre-Français. Il faut aux acteurs une espèce de constitution; malheureusement aujourd'hui nous n'avons pas le temps de nous en occuper; des matières de plus haute importance sont arriérées. Mais j'y penserai. Parbleu! on ne me fera jamais croire qu'il soit plus difficile d'organiser une troupe de comédiens composée d'une vingtaine d'individus, qu'une armée de deux cent mille hommes!

En effet, l'année suivante, Napoléon s'occupa de ce travail. On sait qu'après le grand désastre de Moscou il était allé s'établir, pour la seconde fois, au Kremlin. Voulant avant tout faire croire que l'antique cité des czars n'était pas devenue un monceau de cendres, et que, pour prix de tant d'efforts glorieux, il ne lui restait pour seule conquête qu'une ville de morts, Napoléon, disons-nous, y établit un gouvernement. M. Lesseps fut nommé grand intendant civil, et le général Durosnel, un de ses aidesd-e-camp, commandant militaire de place. Une assemblée municipale, composée de marchands, prit le titre de *conseil de la ville*. Il fallait que Napoléon parût plein de confiance pour mieux cacher les plaies de son cœur; et, afin d'entretenir la sécurité en France, il lança du Kremlin de nombreux décrets qui cependant n'étaient que de peu d'importance. Ainsi, l'un de ces décrets établissait un droit de balance sur le plomb expédié des provinces Illyriennes*; un autre imposait un droit de magasinage au profit de l'entrepôt de Trieste**. Au Kremlin, l'em-

* Décret du 29 septembre 1812.

** Décret du 23 septembre 1812.

pereur fixa définitivement les attributions du ministre de l'intérieur; puis, pour procurer quelques distractions à ses soldats, il ordonna l'ouverture d'un théâtre sur les débris encore fumants de Moscou *. Mais de tous ces décrets, le plus curieux et le plus détaillé,

* Depuis la paix de Tilsitt, qui avait facilité les relations de la France avec la Russie, il existait à Moscou une troupe de comédiens français sous la direction d'une dame Bursey, femme d'esprit et d'un caractère courageux. En s'éloignant de leur capitale, les Russes pillèrent ces malheureux acteurs; l'incendie vint bientôt après mettre le comble à leur détresse. M. de Bausset, préfet du palais impérial, en parla à Napoléon, et obtint pour ses pauvres compatriotes un premier secours. Mais l'empereur s'étant informé si, telle que cette troupe existait encore, elle pourrait donner quelques représentations dans le but de procurer un peu d'agrément aux troupes cantonnées à Moscou, sur la réponse affirmative de madame Bursey, Napoléon nomma M. de Bausset surintendant de ce spectacle, en lui donnant l'ordre de s'enquérir d'une salle. Alors la directrice présenta à ce dernier ceux de ses artistes qui ne l'avaient pas abandonnée : c'étaient MM. Adenet (qui avait joué à Paris sur le *théâtre de la porte Saint-Martin*); Pérou (frère de celui qu'on vit longtemps à l'*Odéon*); Lequant, Bellecourt, Gosset, Lefebvre, et mesdames Adenet, Lequant, Périgny, Fusil (la même qui écrivit depuis des mémoires sur la retraite de Russie), et Admiral.

M. de Bausset, de concert avec la directrice, arrêta sur-le-champ une espèce de répertoire. Dans la triste position où se trouvaient les acteurs, la distribution des rôles ne fut pas difficile : jamais troupe de comédiens ne fut plus unie et plus facile à diriger. Sans perdre de temps, le surintendant s'occupa de trouver des costumes et un local pour commencer les représentations. L'administration militaire avait fait réunir dans la *grande mosquée d'Ytan* tout ce qu'on avait pu arracher aux flammes, et grâce à l'obligeance du comte Dumas, intendant général de

celui qui constatera le mieux peut-être ce besoin qu'avait Napoléon de s'occuper de tout et cette nécessité de paraître calme au milieu de ses lieutenants,

L'armée, M. de Bausset trouva dans cette mosquée des étoffes de toute façon. Les comédiens se firent des habits et les actrices des robes sur lesquels ils appliquèrent de larges galons d'or fin, qui étaient en abondance dans ce vaste magasin ; mais s'ils étaient parvenus à se costumer avec magnificence, leur détresse était telle, que la plupart n'avaient point de linge sous ces riches habits. Madame Bursey découvrit une jolie petite salle dans l'hôtel Ponias-koff, que l'incendie avait respecté. Cette salle, un peu moins grande que celle du Vaudeville de Paris, était parfaitement décorée et pourvue de tous les accessoires indispensables à un théâtre. Elle en prit possession, et l'ouvrit par la représentation des *Jeux de l'amour et du hasard* et un vaudeville.

A ce théâtre il n'y eut jamais de cabale ni dans la salle ni derrière le rideau, où aucune rivalité d'amour-propre n'existait. Le parterre était occupé par les soldats, la première galerie par les officiers, et le rang des loges placé au-dessus par les généraux et même des maréchaux de l'empire. Quand à l'orchestre, il était excellent : c'étaient les musiciens du premier régiment de grenadiers de la garde qui le composaient. Pour assister au spectacle, il n'en coûtait à la porte qu'une faible rétribution partagée entre la directrice, les acteurs, et les musiciens, les frais d'éclairage prélevés.

Pendant le séjour d'un mois que l'armée fit à Moscou, il fut donné onze représentations. *Les Trois Sultanes*, entre autres, obtinrent un succès prodigieux, de même que *le sourd* ou *l'Auberge pleine*. Il y eut même deux ou trois fois une espèce de ballet exécuté par M. Adenet et mademoiselle Admiral, qui dansèrent le pas national russe, non pas tel qu'on l'exécute aujourd'hui à l'Opéra, sous le nom de *mazurka* ou de *pas styrien*, mais tel qu'on le danse encore en Russie. Ce pas n'est qu'une sorte de pantomime qui consiste principalement dans le jeu des épaules, de la

c'est l'acte par lequel il organisa le Théâtre-Français. Sur cette grande scène de désolation, Napoléon s'occupait de régler et d'assurer les plaisirs et les distractions des habitants de Paris.

Par ce décret *, la surveillance de la Comédie-Française était confiée au premier chambellan (le comte de Rémusat), surintendant des spectacles. Le produit des recettes devait être divisé, tous frais acquittés, en vingt-quatre parts réparties entre les vingt-quatre sociétaires, *comédiens ordinaires de Sa Majesté l'empereur et roi*. Chacun d'eux s'engageait pour vingt ans, après quoi ils jouissaient d'une pension viagère hypothéquée sur le fonds social de la société. En outre, le Théâtre-Français était doté d'une rente perpétuelle de cent mille francs, prélevée sur les fonds de la caisse d'amortissement. Six comédiens formaient le *comité de lecture* sous la présidence d'un *commissaire impérial délégué* ** et chargé de la distribution des rôles. Le répertoire du spectacle était arrêté d'avance et pour huit jours par le comité et deux actrices qui lui étaient adjointes. L'un des sociétaires, sous la qualification de *semainier*, demeurait spécialement chargé de veiller à l'exécution des règlements. Un acteur ne pouvait, sous quelque prétexte que ce fût, refuser de jouer un rôle de son emploi. Tous les mois un ou-

tête et des bras : celui des jambes n'y est que comme accessoire. Napoléon, bien qu'on ait dit le contraire, n'assista pas une seule fois à ce spectacle improvisé.

* Daté du quartier général de Moscou, le 15 octobre 1812. Il est divisé en huit titres et contient cent articles. Il fut inséré en entier au *Moniteur* après le retour de Napoléon à Paris, au mois de décembre de la même année.

** C'était presque toujours un membre de l'Institut.

vrage nouveau, tragédie ou comédie, devait être monté, mis à l'étude, répété et représenté le mois suivant. Le surintendant seul accordait les *ordres de début*. Les débutants pouvaient n'être reçus qu'à l'*essai*. Cette épreuve, pour les femmes, durait quelquefois une année entière. Le comité admettait ou refusait les ouvrages présentés. L'auteur recevait pour ses *droits* le huitième du produit de la recette brute, pour quatre ou cinq actes, un douzième pour trois actes, et un seizième pour un ou deux actes ; une entrée personnelle, mais d'un temps limité, était accordée à l'auteur, du moment où son œuvre *entrait en répétition*. Tous les jours il devait y avoir spectacle sur la *scène française*, joué par les *acteurs pensionnés de Sa Majesté l'empereur et roi*. Un acteur, lorsque son nom avait été *annoncé le matin sur l'affiche*, ne pouvait *refuser de jouer le soir*, sous peine d'une *amende* de cent cinquante francs, etc. etc.

Les articles de ce décret, ces dispositions qui paraissaient être si en dehors des préoccupations politiques et militaires de Napoléon, furent cependant longuement discutés par lui, avec le duc de Bassano et les auditeurs attachés au service de la secrétairerie d'État, pendant les soirées d'automne qu'on passa au Kremlin. C'est dans les longues heures de l'une d'elles, et en présence des mêmes hommes, que l'empereur fixa lui-même le mode d'éducation qu'il voulait qu'on fit suivre aux élèves du Conservatoire impérial de musique qui se destinaient au Théâtre-Français, et formula son projet en disant :

« Il faut qu'il y ait au Conservatoire dix-huit ou vingt sujets pour le Théâtre-Français, moitié de chaque sexe. Le ministre de l'intérieur les choisira. Ces élèves

devront être âgés de douze à quinze ans et appartenir à des parents honnêtes. On les traitera comme les autres pensionnaires admis pour la tragédie lyrique. Ils pourront également suivre les classes de musique; mais il faut qu'ils soient spécialement appliqués à l'art de la déclamation et qu'ils assistent assidûment aux cours des professeurs, selon le genre tragique ou comique auquel ils se livreront. Indépendamment de ces professeurs, il y aura deux répétiteurs qui feront répéter et travailler les élèves chaque jour, dans les intervalles des cours et à des heures fixes, comme les maîtres d'étude dans les lycées. Il sera bien qu'ils aient en outre un professeur de grammaire, d'histoire et de mythologie appliquée à l'art dramatique. Ces élèves seront examinés, chaque année, par le professeurs, en présence du directeur du Conservatoire. Il sera rendu compte au ministre de l'intérieur et au surintendant des théâtres du résultat de ces examens, parce que ceux des sujets qui ne justifieront pas des espérances qu'ils auraient données seront renvoyés à leurs parents. Enfin, ceux qui, parvenus à l'âge de vingt ans ne seraient point de force à débiter au Théâtre-Français, pourront, avec la permission du surintendant, s'engager pour un temps limité au théâtre de l'Odéon, ou dans un régiment de jeune garde en qualité de musiciens, toutefois après examen préalable. »

Ces discussions, toujours animées, rappelaient à Napoléon celles beaucoup plus importantes qu'il avait soutenues au conseil d'État quelques jours seulement avant son départ de Paris pour* entreprendre cette

* A propos de l'organisation de la garde nationale en trois bans.

funeste campagne de Russie... Quoi qu'il en soit, c'est ce décret, tel qu'il fut formulé à Moscou, il y a plus de trente ans, qui régit encore aujourd'hui le Théâtre-Français. On sait le goût prononcé que Napoléon avait pour la scène. Le spectacle improvisé à Moscou lui rappela le temps où, camarade de Talma, il suivait assidûment les théâtres de Paris; il fut même un moment question de faire venir des acteurs de Paris pour jouer la tragédie au Kremlin*, et on le surprit plus d'une fois récitant d'une voix retentissante les belles strophes du grand Corneille sur les peuples et les héros qui grandissent et tombent en même temps.

DIVERSES. — POLITIQUE, ADMINISTRATION, ETC.

La constitution de l'an VIII avait établi des *listes de notabilité*. C'était une espèce d'aristocratie destinée exclusivement aux emplois publics. On avait eu beaucoup de peine dans le conseil d'État à donner à ces préférences une sorte de légalité. C'était une religion mystérieuse dont Rœderer, qui en était le grand prêtre, connaissait seul le but secret.

Cette question de savoir si les élections du cinquième sortant du tribunat et du corps législatif seraient faites par le sénat, d'après ces listes, et par conséquent si le gouvernement les lui enverrait, ayant été agitée au conseil, Rœderer prit la parole et dit :

* On ne donna pas suite à ce projet, à cause de la mauvaise issue de la mission du duc de Vicence auprès de l'empereur Alexandre, qui força Napoléon à abandonner Moscou.

— L'article 14 de la constitution l'exige. Il est donc évident que les élections dont il s'agit doivent être faites sur ces listes. C'est là le texte et l'interprétation franche et naïve de la constitution; ce serait la violer que d'écarter ces listes. Pour colorer cette violation, il faudrait au moins quelque motif, il n'y a même pas de prétexte. On allègue seulement que ces listes ne sont pas toutes parvenues au gouvernement, et que celles qui sont faites ont donné lieu à beaucoup de réclamations. Je réponds qu'il ne manque que huit ou dix listes. Leur absence ne peut pas paralyser toutes les autres; les citoyens qui s'y trouvent ont un droit acquis dont on ne peut les priver sans occasionner de grands mécontentements, et sans exciter des accusations contre le gouvernement. Quant aux réclamations, je les ai toutes vues; elles ont été adressées au tribunal; elles ne portent que sur des intérêts privés, et ne touchent nullement à l'intérêt général. Elles ne sont donc d'aucun poids. Il résulte d'ailleurs du rapport du ministre de l'intérieur que tout ce qu'il y a de citoyens honnêtes et capables est porté sur les listes, et je l'atteste personnellement pour celles de Metz. Il est vrai qu'il n'en est pas ainsi pour Paris, où il y a beaucoup plus d'hommes instruits que partout ailleurs. — Je ne suis pas de cet avis, répondit Émery, même pour les listes de Metz. Le système est mauvais. Leur formation a été le prix de l'intrigue dans plusieurs départements. Le gouvernement ne peut pas les consacrer sans les avoir examinées, ainsi que les nombreuses réclamations qui se sont élevées. Si elles ne sont fondées que sur l'intérêt personnel, c'est qu'il est le plus actif, il en surviendrait beaucoup dans l'intérêt général, si le gouvernement leur donnait le temps de paraître,

en ajournant ces listes. Ce délai le mettrait en état de prendre, en connaissance de cause, le parti le plus convenable. L'opinion publique est contre les listes, parce qu'elles privent beaucoup de citoyens de ce qui les flatte le plus dans les résultats de la révolution : l'aptitude à toutes les fonctions publiques. Pour ne pas mécontenter cinq mille individus qui y sont inscrits, on en indispose un beaucoup plus grand nombre qui n'y sont pas. On a toujours pensé, dans le conseil, que le système était mauvais et qu'il ne recevrait point d'exécution. Sans contredit il ne serait pas impossible de faire, pendant deux ou trois ans, de bons choix sur ces listes; mais ce résultat même confirmerait de plus en plus le système, et le gouvernement se trouverait plus embarrassé pour adopter une autre institution. — Le mécontentement de ceux qui sont sur les listes est plus dangereux que celui des personnes qui n'y sont pas, objecta le second consul.

Ici, une discussion assez vive s'engagea; les uns parlèrent contre le système, les autres seulement contre son exécution actuelle. Le premier consul crut mettre fin à cette discussion en disant à cette occasion :

« — Oui, l'institution est mauvaise; c'est un système absurde, c'est de l'idéologie. Ce n'est pas ainsi qu'on organise une grande nation. Cinquante hommes, réunis dans un temps de crise pour faire une constitution, n'ont pas le droit d'aliéner les droits du peuple. La souveraineté est inaliénable. Cependant toute détestable que soit l'institution, elle est dans la constitution; nous devons l'exécuter, nous faisons notre devoir et prouvons notre bonne volonté. Les neuf dixièmes de ces listes ont été envoyés au gouvernement, il faut les laisser aller. Pendant leur exécution, chacun en ju-

gera, l'opinion se prononcera, et l'on agira suivant qu'elle se sera manifestée. D'ailleurs le peuple ne peut rester sans aucune espèce d'organisation. Il vaut encore mieux en avoir une mauvaise que de n'en pas avoir du tout; car un peuple n'est pas organisé parce que la constitution a créé des pouvoirs. Il faut au gouvernement des appuis intermédiaires; sans cela un gouvernement n'a aucune prise sur la nation, aucun moyen de lui parler ni de lui exprimer son vœu. Il ne faut donc pas renoncer aux listes avant d'y avoir substitué autre chose. On convient qu'elles offrent une marge suffisante pour faire, en ce moment, de bons choix. Enfin la constitution les a établies; nous avons fait une loi organique; toute la France s'est mise en mouvement pour l'exécuter. Dans les campagnes, on est allé à ces élections plus qu'à aucune autre. Nous ne devons mépriser ni ce mouvement du peuple ni son vœu. De ce que Paris aura fait une mauvaise liste, il ne faut pas conclure que Paris compte les départements pour rien. »

Regnault, Réal et Devaines combattirent cette idée de Napoléon, en prétendant que c'était par l'exécution des listes que l'on parviendrait plus facilement à provoquer les réclamations et à connaître l'opinion publique.

« — Eh bien! soit, reprit le premier consul; si les listes sont favorablement accueillies et si l'opinion les consacre, tant mieux. Il est plus avantageux au gouvernement d'avoir affaire à cinq mille individus qu'à la nation tout entière. Quel mal y a-t-il de marcher deux ou trois ans avec ces listes? C'est la seule influence du peuple dans le gouvernement. On verra lorsqu'il sera question de les renouveler. On avait d'abord cru l'ar-

title de la constitution inexécutable; et cependant nous avons fait une loi. Elle était bien difficile à comprendre; nous pensions qu'il n'y avait que le citoyen Rœderer qui l'entendît. Eh bien! le peuple s'est donné la peine de l'apprendre et de l'exécuter. Vous voudriez à présent annuler tout cela? Ce serait manquer de respect à la nation. »

— Nous sommes tous d'accord que l'institution est mauvaise! s'écria Portalis; seulement nous différons d'avis sur le meilleur moyen de la faire écrouler. Les uns croient que c'est par l'ajournement, les autres par l'exécution; moi, je pense qu'en tout état de cause, il faut l'exécuter.

Le conseil décida à la presque unanimité que les listes seraient employées. Rœderer voyait dans ces listes de notabilité une noblesse tout organisée dans le cas où serait parvenu à se réaliser son système d'hérédité en faveur du premier consul. « L'hérédité, dut-il se dire, une fois adoptée pour la première magistrature, il la faudra nécessairement pour toutes les autres. » Et en ce sens il raisonnait juste, l'expérience le prouva bientôt.

A une séance extraordinaire du conseil d'État où assistaient les trois consuls, les neuf ministres et Joseph Bonaparte, Napoléon annonça qu'il y avait des lacunes dans la constitution, et par conséquent des parties à compléter, et fit donner lecture, par le secrétaire d'État, d'un projet de sénatus-consulte qui était déjà imprimé. Ensuite il exposa les motifs de chaque titre, en disant, entre autres choses, à l'égard des titres I, II et III :

« — Tous les pouvoirs sont en l'air, ils ne reposent sur rien. Il faut établir leurs rapports avec le peuple :

c'est ce que la constitution avait omis. Elle avait établi des listes de notabilité, mais elles n'ont point atteint le but. Il a été très-difficile d'organiser cette partie de la constitution. Si les listes étaient à vie, ce serait la plus épouvantable aristocratie qui ait jamais existé. Si elles étaient temporaires, elles mettraient toute la nation en mouvement pour un but illusoire; car ce qui flatte le plus un peuple, ce qui caractérise sa souveraineté, c'est l'usage réel et sensible qu'il en fait. Dans le système des listes de notabilité, le peuple, qui présente en définitive cinq mille candidats pour les hautes fonctions, ne peut pas se flatter de concourir assez aux élections pour voir nommer ceux qui ont le plus sa confiance. Pour la stabilité du gouvernement, il faut donc que le peuple ait plus de part aux élections et qu'il soit réellement représenté. Alors il se ralliera aux institutions; sans cela il y restera toujours étranger ou indifférent. On conserve les listes communales jusqu'au renouvellement, parce qu'elles sont l'ouvrage du peuple et le résultat d'un grand mouvement qui ne doit pas être inutile, et que d'ailleurs elles contiennent un grand nombre de noms. Le système des assemblées provinciales avait satisfait les provinces. Comment espérer que les conseils municipaux et ceux d'arrondissement et de département prennent de l'intérêt à leurs fonctions et exercent une bonne surveillance, lorsqu'ils n'ont aucun rapport avec leurs concitoyens? La composition sera meilleure et les fonctions seront mieux remplies, quand les citoyens auront part à l'élection de ces conseils. Il y a d'autant moins d'inconvénient que l'administration reste confiée à un agent direct du gouvernement.

» Les collèges électoraux, poursuit, le premier

consul, rattachent en outre les grandes autorités au peuple et réciproquement. Ce sont des corps intermédiaires entre les pouvoirs et le peuple, c'est une classification des citoyens, une organisation de la nation. Dans cette classification, il fallait combiner les intérêts opposés des propriétaires et des prolétaires, éviter les excès également redoutables des uns et des autres. Il fallait dis-je, appeler dans les collèges les propriétaires, puisque la propriété est la base fondamentale de toute association politique. Il fallait y appeler aussi les prolétaires, pour ne pas fermer la carrière aux talents et au génie. Il y avait à redouter que les collèges électoraux ne prissent tous les candidats dans leur sein; c'est pourquoi on leur a imposé l'obligation d'en prendre la moitié en dehors.»

Sur le titre IV, Napoléon dit encore :

« — On a cherché à résoudre le problème le plus difficile et à prévenir les troubles que pourrait occasionner le choix du premier consul. On a pris toutes les précautions qui ont paru compatibles avec la constitution et prescrites par la prévoyance.»

Et après avoir terminé l'exposé dans lequel il n'y avait d'important que ce qui vient d'être rapporté, il ajouta :

« — On a proposé la constitution anglaise comme étant la meilleure; je dois dire les raisons qui m'ont fait penser le contraire. Il y a dans la constitution anglaise, qui réunit la plus grande partie de la propriété, une ancienne illustration. Ces deux circonstances lui donnent une grande influence sur le peuple, parce que son intérêt le rattache au gouvernement. En France, ce corps manque. Voudrait-on l'établir? Pour le composer des hommes de la révolution, il faudrait réunir dans leurs mains une grande partie de

la propriété, ce qui est impraticable. Si on le composait des hommes de l'ancienne noblesse, on ferait la contre-révolution. D'abord l'institution en elle-même serait la contre-révolution des choses qui amènerait bien celle des hommes. Le caractère des deux peuples est d'ailleurs trop différent. L'Anglais est brutal, le Français est vain, poli et léger. Voyez l'Anglais se soulevant pendant quarante jours aux frais de sa noblesse; jamais le Français ne se livrerait à un semblable excès; il aime l'égalité par-dessus tout. On objectera que l'inégalité a bien duré pendant quatorze cents ans!... Mais on n'a qu'à consulter l'histoire depuis les Gaulois jusqu'à nos jours; dans tous les mouvements, dans toutes les révolutions, le peuple a manifesté à cet égard ses prétentions. Je pense donc que la constitution anglaise est impraticable à la France. Je dis cela afin que les membres du conseil puissent le répéter dans l'occasion et y donner plus de développement.»

Comme il semblait que ces paroles dussent s'adresser à Rœderer, celui-ci ne s'y étant pas trompé, avait pris la plume pour les écrire dès que le premier consul avait commencé de parler.

Le secrétaire d'État lut ensuite le projet, titre par titre, pour qu'il fût discuté.

Au titres I et II, intitulés : *Des assemblées de canton*, le second consul demanda la parole et chercha à prouver que le projet était très-populaire et qu'il fallait que le gouvernement fût bien sûr de sa force pour faire un semblable essai, et bien généreux pour accorder de telles concessions au peuple.

On passa à l'*art. 10* ; Napoléon prit aussitôt la parole :

« — La mesure, dit-il, a été restreinte aux villes de cinq mille âmes, parce qu'elles renferment encore des

hommes qui ont quelque instruction, quelque sentiment de leurs droits, et qui les exerceront dans l'intérêt de leur commune; au lieu que dans les campagnes ce serait toujours l'ancien seigneur qui se ferait présenter. D'ailleurs on verra par la suite s'il conviendra d'accorder ce droit, même aux communes de campagne. »

Arrivé à l'art. 11, Réal dit :

— Je propose qu'il y ait un quart des membres des conseils municipaux élu sans conditions de contribution.—Les plus imposés portent plus d'économie dans les dépenses de la commune, interrompit Napoléon; ils n'abusent pas des centimes additionnels eux! Ils sont intéressés au contraire à créer d'autres ressources. Cependant je consens à l'amendement du citoyen Rœderer.

Le conseil, moins libéral que le premier consul le rejeta.

Titre III. *Des collèges électoraux*, art. 18 et 19.

REGNAULT : Il résulte de ces articles que les petits départements sont beaucoup plus favorisés que les grands. Le département des Basses-Alpes, par exemple, aura un collège électoral de deux cents, tandis qu'à Paris il ne sera que de trois cents.

LE PREMIER CONSUL : « — L'observation est juste, et c'est pour cela que les articles sont bons. La fixation du nombre des membres du collège n'est pas seulement basée sur la population, mais sur un rapport combiné de la population et du territoire. Les départements peu peuplés ont ordinairement un plus grand territoire. D'ailleurs, quel que soit le nombre des membres du collège, il fait toujours la présentation aux places du

département. On a pensé qu'une assemblée de trois cents personnes était déjà bien nombreuse.»

TRUGUET : — Il vaudrait mieux que les membres des collèges fussent nommés à temps qu'à vie.

LE PREMIER CONSUL, *d'un ton de pitié* : «—Eh bien ! le citoyen Truguet va contre le but qu'il se propose ; car c'est aujourd'hui qu'on y nommera le plus d'hommes de la révolution. Plus on attendra, moins on en aura ; il est temps cependant de fixer les hommes et les choses. Tout ce qu'on a jusqu'à présent appelé *constitution* en était tout le contraire. Je ne peux pas mieux comparer une constitution qu'à un vaisseau. Le citoyen Truguet, qui est marin, entendra cette comparaison. Si vous abandonnez votre vaisseau au vent avec toutes ses voiles, vous ne savez où vous allez, vous changez au gré du vent qui vous pousse ; mais, au contraire, si vous vous servez de votre gouvernail, vous allez à la Martinique, malgré le vent qui vous mène à Saint-Domingue. Que sont devenus les hommes de la révolution ? Une fois sortis de place, ils ont été entièrement oubliés ; il ne leur est rien resté ; ils n'ont eu aucun appui, aucun refuge naturel. Voyez le sort de Barras et de Rewbell ! Ce qui est arrivé arrivera tous les jours, si l'on ne prend pas des précautions. C'est par ce motif que j'ai fait la Légion d'honneur ; il faut nécessairement des corps intermédiaires entre le peuple et les pouvoirs, sans cela on n'aura rien fait. Chez tous les peuples, dans toutes les républiques, il y a eu des classes. Nous ne pouvons pas porter atteinte à l'égalité ; il faut du moins que la propriété soit représentée ; il faut aussi ouvrir et fixer une carrière civile : il n'y a rien d'organisé dans l'État que l'armée. Les militaires-ont pour eux l'éclat des faits d'armes. Les

services civils sont moins positifs, moins brillants, plus contestables; à l'exception de quelques hommes qui ont été sur un grand théâtre, dans des occasions, qui ont concouru à un traité de paix, occasions qui deviendront chaque jour plus rares, tout le reste est dans l'isolement et dans l'obscurité. Voilà une lacune importante à remplir; il faut que le camp cède à la cité. Il est donc nécessaire d'organiser la cité. Pourquoi la Convention avait-elle une si grande puissance? c'est qu'il y avait des conseils généraux, des administrations populaires, des corps électoraux, une organisation enfin. C'étaient les pères des militaires qui composaient ces corps; il y avait des points de contact et des moyens d'équilibre qui n'existent plus et qu'il faut rétablir. Si les collèges électoraux devaient se renouveler souvent, ils n'auraient aucune considération, aucune influence. »

Titre IV. *Des consuls.*

PETIET : — La personne désignée par le testament du premier consul doit être nommée de droit.

LE PREMIER CONSUL, *vivement* : — Elle sera nommée si le sénat le veut; s'il ne le veut pas, il n'aura aucun égard au testament.

ROEDERER : — J'insiste sur la proposition du citoyen Petiet. Cela est très-important. Le premier consul connaîtra mieux qu'aucun autre celui qui conviendra pour lui succéder. C'est d'ailleurs le vœu public. Il y a eu cent mille votes émis pour cela à l'occasion du *consulat à vie*. Si l'on ne prend pas ce parti, le sénat pourra nommer un successeur au choix duquel le premier consul n'aura eu aucune part.

NAPOLÉON : « — Le premier consul peut désigner son successeur de son vivant, et il est hors de doute qu'avec l'influence qu'il aura sur le sénat il sera maître du choix. Il donnera à son successeur de l'appui, de la consistance, de la considération. Si le premier consul ne le désigne que par son testament, et l'on aime peu à désigner son successeur de son vivant, les articles proposés, dis-je, lui donnent, pour être nommé, toutes les probabilités que la prudence humaine peut imaginer en pareil cas; car on ne peut pas se dissimuler qu'un homme mort n'est plus rien; et celui qui aura les moindres prétentions sera plus fort que sa mémoire. Lorsque le plus grand homme, celui qui a rendu le plus de services à son pays, meurt, le premier sentiment qu'on éprouve est d'en être satisfait. C'est un poids dont on est déchargé. Cela met en mouvement toutes les ambitions. On le pleurera peut-être un an après, lorsque des troubles déchireront la patrie; mais dans le premier moment, on ne le regrettera point, on ne tiendra aucun compte de ses dernières volontés. Un testament n'est qu'un chiffon. C'est une erreur de la révolution de croire qu'un papier puisse avoir quelque valeur, quand il n'est pas appuyé par la force. »

LE SECOND CONSUL : — Le premier consul pourrait par son testament désigner les trois candidats.

NAPOLÉON : — La difficulté serait toujours la même, car si le sénat ne veut pas des désignés, il n'en tiendra aucun compte.

REGNAULT : — Le successeur désigné aurait cependant un titre, un droit acquis, qu'il pourrait soutenir, s'il avait du caractère.

LE PREMIER CONSUL : — S'il forçait la main au sénat, il serait obligé de tout renverser, tandis que ce qui

importe au contraire le plus à la nation, c'est que dans cette circonstance il n'y ait point de déchirement et que toutes les autorités marchent d'accord.

Regnault insista.

— Je ne doute pas, dit Dumas, que le testament du premier consul ne soit scrupuleusement exécuté.

Ici Napoléon fit un geste de doute, cependant il reproduisit ses arguments et entama une longue digression sur l'hérédité.

« — Elle est absurde, dit-il, non pas dans ce sens qu'elle n'assure pas la stabilité de l'État; mais parce qu'elle est impossible en France. Elle y a été établie pendant longtemps, mais avec des institutions qui la rendaient praticable, qui n'existent plus et qu'on ne peut ni ne doit rétablir. L'hérédité dérive du droit civil, ajouta-t-il, elle suppose la propriété; elle est faite pour en assurer la transmission. Mais comment concilier l'hérédité de la première magistrature avec le principe de la souveraineté du peuple ? Comment persuader que cette magistrature est une propriété ? Lorsque la couronne était héréditaire, il y avait un grand nombre de magistratures qui l'étaient aussi; cette fiction était une loi presque générale. Il n'y a plus rien de tout cela. »

Puis, après un silence :

« — Qu'on lise le titre V du sénat ! » reprit-il.

Et pendant cette lecture, un colloque s'engagea, à voix basse, entre Napoléon et Cambacérès.

Le titre V passa sans observation aucune.

Au titre VI, intitulé : *Du conseil d'État*, et lorsqu'on en fut à l'art. 57, Petiet dit :

— Tous les projets de sénatus-consulte devraient être discutés et rédigés en conseil d'État.

LE PREMIER CONSUL : — Comme ils seront presque

toujours relatifs à des mesures qui exigeront le secret, il est impossible d'espérer qu'on le garde dans un conseil composé de trente ou quarante membres.

MARMONT : — Cependant le conseil l'a bien gardé jusqu'à présent.

Napoléon, s'apercevant du mauvais effet que cet article produisait, parut un peu embarrassé et ne dit mot; alors Regnault détailla les attributions que le sénatus-consulte enlevait au conseil d'État pour les donner au sénat, en disant :

— Ces attributions ne seront pas aussi bien placées pour l'intérêt du gouvernement. En outre, en constituant le conseil privé, on réduit le conseil d'État à peu de chose, on le déconsidère. Le premier consul est bien le maître de convoquer des conseils privés, mais il est fâcheux pour nous que le conseil privé soit constitué.

NAPOLEON : « — Si je viens communiquer au conseil ce qui aura été arrêté en conseil privé, c'est ouvrir une nouvelle discussion. Il faut bien donner pour cela deux ou trois jours. Dès lors il n'y aura plus de secret. Le conseil privé est nécessaire. Des ministres qui ne disent mot au conseil d'État, parce qu'il faut une certaine habitude de la parole, parleront au conseil privé. On y appellera aussi des citoyens instruits dans les matières que l'on voudra traiter. »

Le second consul proposa une transaction de simple politesse, consistant dans un changement de rédaction qui ne touchait point au fond : elle fut adoptée.

Tit. VI, VII, VIII, IX, X, *du corps législatif, du tribunal de la justice, des tribunaux et du droit de faire grâce.*

— Citoyen Regnault, demanda Napoléon après la lecture de ces paragraphes, que pensez-vous de la rédaction du tribunal?

REGNAULT : — La mesure peut être bonne, puisqu'on assimile le tribunal au conseil d'État.

— Cela est très-honorable pour les tribuns, dit un conseiller d'un ton narquois.

Napoléon eut l'air de n'avoir pas entendu : puis Murraire et le ministre de la justice, interpellés par lui, approuvèrent la rédaction.

Defermon combattit le droit de faire grâce attribué au premier consul, bien que ce droit eût été approuvé par le second consul.

Enfin, dans la séance suivante, le projet de sénatus-consulte avait été communiqué au conseil d'État, plus par courtoisie que pour être réellement discuté; car pendant cette séance le sénat s'était assemblé, et le projet imprimé lui avait été distribué. Dans la discussion qui se prolongea, on n'aborda nullement le fond du système; on savait que c'était une chose irrévocablement arrêtée par le premier consul; on se borna donc à des observations de détail assez indifférentes. Cependant, rentré chez lui, Napoléon montra quelque humeur de la froideur avec laquelle le sénatus-consulte avait été accueilli par la majeure partie des conseillers. Quoi qu'il en soit, le projet fut porté de suite par les orateurs du gouvernement au sénat, qui l'adopta sans discussion; il fut ensuite inséré dans le *Moniteur*, précédé de quelques réflexions.

On avait jusqu'alors présenté séparément, au conseil d'État, chacun des projets de loi relatifs aux objets d'administration locale. Il y en avait cent vingt de cette espèce de préparés. Regnault ayant fait observer qu'il conviendrait de les réunir, parce que sans cela ils occuperaient le corps législatif pendant trente séances, Napoléon répliqua en souriant :

— Eh bien ! quel mal y aurait-il donc ? Ce sera pour le corps législatif un os à ronger.

On proposa d'attribuer au gouvernement l'autorisation des échanges avec l'État et les communes qui occupaient beaucoup le corps législatif, mais le premier consul s'opposa à cette attribution, en disant :

« — Sous l'ancien régime on a beaucoup crié contre les échanges. Il y avait en effet beaucoup d'abus. Pour les prévenir, il convient que ces questions soient traitées publiquement. D'ailleurs, il n'y a aucun inconvénient à laisser au corps législatif la connaissance des matières qui ne touchent qu'à la propriété, et qui ne sont pas faites pour exciter les passions. Il y a au contraire de l'avantage à lui donner cette occupation. »

Napoléon, qui d'ordinaire laissait une pleine liberté d'opinions dans le conseil d'État, ne pouvait supposer la moindre opposition de la part du tribunat. Le motif en était simple : c'est que cette liberté s'y exerçait publiquement, tandis qu'au conseil d'État la discussion était secrète. Il avait dit quelquefois à des tribuns :

— Au lieu de déclamer à la tribune, pourquoi ne venez-vous pas discuter avec moi dans mon cabinet ? Nous aurions des conversations de famille comme dans mon conseil d'État.

C'est qu'en habile tacticien il aurait attiré sur un terrain qui lui était familier le tribun dont il redou-

taît l'opinion. Malheureusement pour lui la constitution avait créé un tribunal et une tribune publique; et cette considération, il faut le dire, fut une des causes principales qui provoquèrent, plus tard, la suppression du tribunal.

Le mode d'après lequel le tribunal de cassation rendait au gouvernement le compte annuel de ses travaux ayant été mis en discussion au conseil, un membre fit observer que : « Il avait été dit, entre autres choses, dans le projet d'arrêté, que l'on ferait savoir au tribunal le jour où le gouvernement lui ferait tenir sa réponse. » Bigot Préameneu prit alors la parole et dit :

— Cette disposition est inutile et inconvenante. Le tribunal doit des observations sur les abus dans l'administration de la justice et sur l'amélioration des lois. Le gouvernement ne doit ni improuver ni approuver. Cela nuirait à l'indépendance du tribunal.

— La surveillance et la subordination ne blessent en rien l'indépendance, répliqua Rœderer. Le gouvernement a bien le droit, je pense, de donner une direction à l'administration de la justice.

Napoléon, qui venait d'entrer dans la salle, ayant entendu ces dernières paroles, dit aussitôt :

« — Les observations du citoyen Bigot me paraissent fondées. Le tribunal de cassation ne doit aucun compte des motifs de ses jugements, sans cela il ne serait plus indépendant. Il doit seulement donner ses vues sur l'amélioration de la législation; ce sera une occasion pour que l'opinion des jurisconsultes se manifeste, et de préparer l'opinion publique sur des points importants à soumettre au corps législatif. Ainsi le tribunal communiquera son compte au ministre de la justice, le gouvernement ne le recevra pas, ou bien

moi, tout le premier, je m'écrierai : *Avocats, à l'ordre! mêlez-vous de justice et non pas de finance!* Mais si le compte ne concerne que la justice, on ne sera certainement pas embarrassé pour y répondre. »

Le gouvernement prit donc immédiatement l'arrêté suivant :

« Le tribunal de cassation enverra chaque année une députation composée de douze membres pour présenter aux consuls, en conseil d'État, les ministres présents, le tableau des parties de législation dont l'expérience aura fait connaître les vices ou l'insuffisance, et les moyens d'amélioration à y apporter. »

Quelques mois après, pendant une séance du conseil où assistait Napoléon ainsi que les ministres, une députation du tribunal de cassation vint, pour la première fois, rendre le compte prescrit par l'arrêté du 5 ventôse an X, et présenter des vues sur les améliorations dont la législation était susceptible.

L'institution des jurés y fut vivement attaquée, quoique sous le voile du doute; on donna la préférence à l'ordonnance de 1670, en attendant que le code criminel, qui n'était qu'ébauché, statuât sur le sort de cette institution; on proposa d'exiger plus de conditions pour l'exercice des fonctions de juré et de simplifier la position des questions qui, sous le prétexte qu'elles ne pouvaient être complexes, se multipliaient à l'infini; de supprimer la question intentionnelle et d'adopter cette simple formule : *l'accusé est-il coupable?* Le vœu du maintien de la peine de mort y fut exprimé, surtout par la raison que le premier consul avait le droit de faire grâce. On y demanda enfin le rétablissement d'un collège d'avocats près chaque tribunal.

Dans une autre occasion il s'était élevé de nombreuses réclamations contre une décision du ministre des finances, portant que les paiements faits par les acquéreurs de biens nationaux, en assignats, après la loi du 28 ventôse an IV, ne pourraient être admis que pour le trentième de leur valeur nominale.

Regnault présenta à cette occasion un projet d'arrêté pour déclarer ces paiements valables.

Le second consul prétendit que c'était un sacrifice gratuit, une dilapidation de la fortune publique, etc. Béranger lui répondit que : « Ce qu'on craint de perdre en adoptant l'arrêté, on le gagnera bien, et au delà, en donnant de la stabilité aux ventes et de la valeur aux domaines nationaux. Au contraire, ajoutait-il, en rejetant l'arrêté on alarme les acquéreurs qui de proche en proche craindront les recherches. »

Cretet appuya cet avis par la raison qu'il y avait eu beaucoup de mutations, et que les recherches du trésor retomberaient nécessairement sur des tiers.

Le second consul se rendit à cette opinion, en faisant observer cependant que ce qui jetait de la défaveur sur la vente des biens nationaux était les paiements illusoires faits par les acquéreurs dont il s'agissait dans l'arrêté, et que tôt ou tard on y reviendrait comme en Angleterre.

Alors le gouvernement prit un arrêté par lequel étaient déclarés *valables* tous les paiements faits par les acquéreurs de domaines nationaux dont les acquisitions étaient antérieures à la loi du 28 ventôse an IV, en assignats ou en mandats valeur nominale, tant que ces papiers-monnaie avaient été en circulation.

Un conseiller fit la proposition d'imposer une taxe particulière sur les acquéreurs de biens nationaux.

— Le premier devoir du peuple français, répondit le troisième consul, la première politique de la république, sera toujours de maintenir intacts et sans aucune espèce de distinction les acquéreurs des biens nationaux. En effet, avoir eu confiance dans la république, lorsqu'elle était attaquée par l'Europe entière, avoir uni son sort et son intérêt privé au sort et à l'intérêt général, ce sera toujours un acte méritoire aux yeux de l'État et du peuple.

On essayait toujours de faire revivre les rentes foncières accompagnées de cens. Le premier consul avait renvoyé cette question à une commission composée de Treilhard, Jollivet et Defermon, Quoique unanime sur ce point, que ces rentes avaient été abolies par les lois, elle ne l'était pas sur celui de leur réintégration. Le conseil se décida pour la négative. Dans le projet d'avis, il était dit que cette décision *était conforme au vœu national*, « parce que faire revivre ces rentes, serait porter le trouble dans la société. »

Le premier consul fit insérer cet avis dans le *Bulletin des lois*, n° 251, sans l'avoir approuvé, avec le retranchement des mots ci-dessus soulignés, ce qui semblait annoncer de sa part l'arrière-pensée de revenir un jour sur cette question.

A l'occasion d'un projet de loi sur les pensions, Napoléon interrompit la discussion pour dire :

« — Il y a deux objets dans ce projet; le premier est de donner de la publicité aux pensions qui sont toujours une occasion d'abus et de cris plus nuisibles peut-être que les abus; le second est d'établir les pensions civiles. Les pensions militaires sont déjà réglées par des lois, il ne peut y avoir d'incertitude à cet égard; mais il n'y a pas aujourd'hui de moyens de donner une

pension civile. Cela se fait par une liquidation qui souvent n'a pas le sens commun, et encore dans une limite dérisoire. Ainsi la veuve du général Hoche, lequel a rendu, comme vous le savez tous, de grands services, ne pourrait obtenir qu'une pension de 1,200 francs; et encore elle n'en pourrait pas jouir, parce qu'elle n'est pas dans l'indigence, et qu'elle a 2,000 à 3,000 francs de rente. Il faut donc pouvoir donner des pensions aux hommes qui ont rendu de grands services civils, comme préfets, juges supérieurs, et même conseillers d'État, ajouta le premier consul en souriant; mais encore à leurs veuves. Quand il n'y a point d'avenir pour les fonctionnaires publics, ils abusent de leurs places. Le Directoire, ne pouvant pas donner de pensions, donnait des intérêts dans les affaires, chose immorale. On promettait 12,000 francs à celui qui arrêtait un brigand; le brigand était arrêté, il fallait donner 12,000 francs. Une pension aurait été plus économique. Voulez-vous un exemple qui puisse vous convaincre?... Des hommes de lettres je le suppose, sont dans le besoin; le ministre de l'intérieur, pour y obvier, leur donne 1,200 francs sous la forme de secours; cette forme est désagréable à leur amour-propre, parce qu'elle n'a rien de national. C'est une charité, une aumône. Donnez-leur une pension, ne serait-elle que de moitié, vous les contenterez davantage, parce que du moins leur susceptibilité et leur orgueil seront ménagés. »

Dans une discussion incidente sur la contribution foncière, Napoléon dit encore :

« — Votre système d'imposition est le plus mauvais de toute l'Europe. Il fait qu'il n'y a ni propriété, ni liberté civile; car la vraie liberté civile dépend de la

sûreté de la propriété. Il n'y en a point dans un pays où l'on peut chaque année changer la côte du contribuable. Celui qui a 3,000 francs de rente ne sait pas combien il lui en restera l'année suivante pour exister. On peut absorber tout son revenu par la contribution. On voit, pour un misérable intérêt de 50 ou de 100 fr., plaider solennellement devant un grave tribunal; et un simple commis peut, d'un seul trait de plume, vous surcharger de plusieurs milliers de francs! Il n'y a donc plus de propriété! Lorsque j'achète un domaine, je ne sais plus ce que je fais. En Lombardie, en Piémont, il y a un cadastre; chacun sait ce qu'il doit payer. Le cadastre est invariable. On n'y fait des changements que dans les cas extraordinaires, et d'après un jugement solennel. Si l'on augmente la contribution, chacun en supporte sa part au marc la livre, et peut faire ce calcul dans son cabinet. On sait alors ce qu'on a : il y a une propriété. Pourquoi n'avons-nous pas d'esprit public en France? C'est que le propriétaire est obligé de faire sa cour à l'administration. S'il est mal avec elle, il peut être ruiné. Le jugement des réclamations est arbitraire. C'est aussi ce qui fait que chez aucune autre nation on n'est aussi servilement attaché au gouvernement qu'en France, parce que la propriété y est dans sa dépendance. En Lombardie, au contraire, comme je vous le disais tout à l'heure, un propriétaire vit dans sa terre sans s'inquiéter qui gouverne. On n'a jamais rien fait en France pour la propriété. Celui qui fera une bonne loi sur le cadastre méritera qu'on lui élève une statue. » — Jadis il y avait un cadastre en Provence et en Languedoc, dit Bigot de Préameneu; si l'on a toujours paru effrayé des dépenses et des longueurs d'un semblable travail pour la



France, c'est qu'on veut le faire géographique et mathématique. — Il faut toujours pour un cadastre une mensuration, répliqua Cretet; il n'y a donc point de difficultés géodésiques, la seule difficulté est l'évaluation, pour laquelle on ne peut espérer d'atteindre à la perfection. — Mais un cadastre général est une opération monstrueuse qui coûtera plus de trente millions et exigera au moins vingt ans! s'écria le troisième consul. La mensuration et l'évaluation ne sont pas les opérations les plus difficiles. C'est la connaissance des rapports des divers départements entre eux.

Dans cette discussion, Napoléon seul avait professé les plus saines doctrines et posé les vrais principes; aussi plus tard la confection du cadastre fut-elle ordonnée sur toute la superficie de la France.

MOSAÏQUE LÉGISLATIVE.

Le premier succès que Napoléon obtint en 1815, lors de son retour en France, pendant cette malheureuse expédition qui lui fit traverser plus de deux cents lieues de pays, pour ainsi dire ennemi, comme on ferait un voyage d'agrément, ce premier succès, disons-nous, fut en arrivant devant Grenoble : là, il gagna par le prestige de sa personne, la puissance de son génie, et il faut le dire, par le souvenir de ses victoires, les troupes envoyées pour le combattre *; ce qui lui assura la possession de la ville, tout en lui livrant la

* Voir le *Moniteur* du 23 mars 1815.

petite armée qu'on y avait rassemblée pour le repousser.

Napoléon apprécia tout d'abord les conséquences de ce premier avantage et se regarda, dès lors, comme maître de la France. Aussi commença-t-il d'agir comme s'il n'eût jamais été dépossédé. Le 7 mars 1815, à neuf heures du soir, il s'était installé à Grenoble; mais au lieu de choisir l'ancien palais du connétable de Lesdiguières *, il avait été se loger dans une modeste auberge; et, dès le lendemain, les autorités civiles et militaires avaient été invitées à s'y présenter pour rendre leurs hommages à l'empereur. Elles y accoururent toutes. L'appartement où Napoléon les reçut ne rappelait guère la vaste et magnifique galerie des Tuileries; le salon d'attente ne ressemblait pas davantage à la salle des maréchaux où, quatre ans auparavant, la plupart des rois de l'Europe avaient attendu patiemment qu'il fût visible pour eux. Le lieu de réception de l'hôtel de Lesdiguières se réduisait à une chambre de vingt pieds carrés la pièce d'introduction n'était qu'une espèce de couloir latéral fort étroit dans lequel on pénétrait par un petit escalier, très-roide à monter. A l'heure indiquée, la salle, le couloir et cet escalier furent bientôt envahis. Les militaires, s'enorgueillissant avec quelque raison des services qu'ils avaient rendus et de l'appui qu'on attendait d'eux, comptaient être les premiers admis, mais leur espoir fut déçu : la *cour royale*, redevenue subitement *cour impériale*, passa la première, Napoléon la retint pendant cinq quarts d'heure qui parurent cinq siècles à

* Depuis longtemps l'hôtel de la préfecture et de la mairie du chef-lieu de l'Isère.

ceux qui attendaient, d'autant plus que, debout, et pressés les uns contre les autres comme dans le couloir d'un théâtre dont on sort, ils devaient être fort mal à l'aise; cependant leur impatience se fût un peu calmée s'ils avaient su, comme on l'apprit ensuite, que cette longue audience avait été consacrée à de sérieuses discussions sur les sujets les plus importants de la législation; discussions dont le résultat eût apporté d'importantes modifications dans nos lois, sans le désastre de Waterloo, arrivé trois mois plus tard.

Après cette première audience et lorsque la porte de la salle où était Napoléon s'ouvrit, on entendit comme un léger murmure suivi d'un grand mouvement parmi les militaires, car un huissier improvisé appela le corps académique.

Les membres de la docte assemblée, en entrant, formèrent une espèce d'ovale au centre duquel se plaça Napoléon, qui était en uniforme de colonel des chasseurs de sa garde. Cette réception n'eut pour témoin que le grand-maréchal du palais, qui, debout et le coude appuyé sur le manteau de la cheminée, ne bougea pas plus qu'une statue. A la droite de Napoléon se trouvait la faculté de droit, composée des professeurs de droit romain et de procédure civile, accompagnés de leurs suppléants. Ensuite la faculté des sciences, et enfin la faculté des lettres, le recteur en tête, et chacun revêtu de son costume d'apparat.

Napoléon adressa d'abord la parole au doyen de la faculté de droit * en même temps qu'aux professeurs

* Planel, ancien professeur de droit romain à l'université de Valence, mis à la retraite lors de la réorganisation de l'école de droit de Grenoble, en 1824.

de droit civil, et parla naturellement du *code Napoléon*, cette première partie du recueil de nos lois à laquelle il avait voulu attacher son nom. Puis s'étant arrêté devant un professeur de procédure civile, le dialogue suivant s'établit bientôt entre eux :

— Eh bien ! M. le professeur, lui demanda Napoléon, que pensez-vous du code de procédure ? — Sire, c'est à mon avis la législation la plus parfaite que nous ayons sur cette branche importante du droit. — Vous le croyez ? — Certainement, sire : elle est bien supérieure à la loi ancienne, c'est-à-dire à l'ordonnance de 1667. Non-seulement elle est distribuée avec plus de méthode et rédigée avec beaucoup de clarté ; mais encore cette nature de législation a simplifié sous plusieurs rapports la marche des procès, en supprimant des formes inutiles. Elle a donné des règles pour beaucoup d'institutions importantes sur lesquelles l'ordonnance de 1667 était muette, telle que la *saisie-arrest*, la *saisie des rentes*, la *saisie immobilière*, la *distribution par contribution*, l'exercice de la *contrainte par corps*... — Vous trouvez donc qu'il n'y a rien à changer à ce code ? interrompit Napoléon. — Je ne dis pas cela, sire. Il y a eu au contraire deux espèces de procédures qui me paraissent *imparfaites* : — Lesquelles, s'il vous plait ?

— Sire, la *saisie immobilière* et la vente du mobilier des mineurs.

— Alors dites-moi, en substance, ce que vous trouvez de vicieux dans la procédure de la *saisie immobilière*. — Sire, la longueur des délais, la multiplicité des formes inutiles, la violation même de ces formes inutiles, inconvénient très-grave en ce qu'il rend souvent et le débiteur et le créancier également victimes

des inadvertances et des négligences des officiers ministériels. — C'est Treilhard qui a fait cela! s'écria Napoléon... Voilà bien Treilhard! J'avais effectivement un sentiment confus que tout cela était trop minutieux, trop long, trop chargé... je crois même avoir essayé une fois de le lui faire comprendre; mais ce diable d'homme avait une ténacité... Et puis j'étais hors d'état de lutter contre lui dans une matière qui m'était en quelque sorte étrangère et que lui au contraire, avait approfondie... Croyez-vous qu'on puisse facilement y remédier? demanda Napoléon. — Sire, cela exigerait du temps et des méditations, parce que la matière est étendue et difficile; elle se lie essentiellement à plusieurs points importants du code civil. — Je le sais, mais enfin? — Enfin, sire, on peut y apporter remède, et le plus tôt serait le meilleur. — Oui, vous avez raison, il faudra revoir cela... le plus tôt possible, comme vous le dites.

Alors Napoléon s'approcha du doyen, qui était en même temps professeur à la faculté des sciences, s'entretint un instant avec lui, et successivement avec les autres professeurs de la faculté des lettres. L'empereur parla à l'un de chimie, à l'autre de physique, à celui-ci de mathématiques, à celui-là de nos grands auteurs classiques, d'histoire ancienne, de littérature moderne, etc., etc. A la fin de cette conversation et dans un moment où on devait croire Napoléon agréablement distrait par les œuvres dont il venait lui-même de faire l'énumération, il fit subitement un demi-tour, traversa l'ovale et revint au professeur de procédure.

— Ce que vous m'avez dit tout à l'heure, continua-t-il, sur la vente du mobilier des mineurs, m'a frappé. J'y penserai, fit-il en portant l'index à son front.

Puis se retournant vers les membres du corps académique, il leur fit de la main un geste gracieux qui était un salut de congé. Cette seconde réception avait duré une heure et demie. Tout ce qu'il avait dit pendant ces différentes audiences avait été frappé au coin de son génie et dénotait sa prodigieuse facilité à tout saisir, à tout comprendre, à tout deviner. Il serait diffus ou plutôt impossible de rendre le charme de sa physionomie lorsque, écoutant avec attention celui qui lui parlait, il souriait à une pensée douce ou à une idée neuve qui venait tout à coup lui traverser l'esprit. On pouvait alors lire ses sensations sur ses lèvres et dans ses yeux. Au reste, on sait assez quelle était la puissance magique de ce regard et de ce sourire. L'empereur de Russie l'avait bien éprouvé lorsqu'il avait dit à M. de Talleyrand, quelques années auparavant, en parlant de Napoléon : « Il n'est rien au monde que j'aie plus aimé que cet homme-là. »

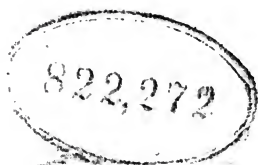


HA42022121

EN VENTE CHEZ LES MÊMES.

ARNAULT (H.). Lucie.....	1	vol.
— Madame de Rieux.....	1	»
— Marie Denambuch.....	1	»
— Valdepeyras.....	1	»
— Georges.....	1	»
ARNOULD (A.). La Roue de Fortune.....	1	»
— Adèle Launay.....	1	»
— Un Secret.....	1	»
ARNOULD et DELAVIGNE. Les trois Aveugles...	1	»
BABEL, par la société des gens de lettres.....	4	»
BALZAC (H. de). Albert de Savarus.....	1	»
— Un grand homme de province à Paris.....	2	»
— La haute Banque.....	1	»
— Une fille d'Eve.....	1	»
— Pierrette.....	1	»
— Véronique.....	1	»
— Les deux Frères.....	1	»
— Gambara.....	2	»
— Mémoires de deux jeunes Mariées.....	2	»
— Béatrix ou les amours forcés.....	2	»
— L'Israélite.....	2	»
BAMIN. La famille Nowlan, histoire Irlandaise..	3	»
BARGINET. Luther.....	2	»
BEAUVOIR (R. de). Le chevalier de Saint-Georges	4	»
— Le cabaret des Morts.....	1	»
BEC DANS L'EAU (le).....	1	»
BERNARD (Ch. de). La Peau du Lion.....	1	»
— Gersaut.....	2	»

— Le Paravent.....	2	vol.
— La Chasse aux Amants.....	1	»
— Les Ailes d'Icare.....	2	»
— La femme de 40 ans.....	1	»
BERNIER (A.). Le Château de Pierrefonds.....	2	»
BERTHET. L'Aveugle-né.....	1	»
BERTHET et MONNIER. L'Ami du Château.....	1	»
COOPER. Le Bravo.....	3	»
CORBIÈRE. Les Ilots de Martin-Vaz, roman ma- ritime.....	3	»
DAVID (A-J.). Le Procureur du Roi.....	1	»
DIDIER (Ch). Thécla.....	2	»
— Le chevalier Robert.....	2	»
DUMAS (A.). Maître Adam le Calabrais.....	1	»
— Le capitaine Pamphile.....	2	»
— Le chevalier d'Harmental.....	3	»
— Les Stuarts.....	2	»
— Karl Sand.....	1	»
— Mémoires d'un Maître d'armes.....	2	»
— Acté.....	2	»
— Praxède.....	1	»
— Vanika. — Urbain Grandier.....	1	»
— Le Speronare.....	3	»
— Le capitaine Paul.....	2	»
— Nouvelles impressions de Voyage.....	3	»
— La comtesse de Salisbury.....	2	»
ELLIS. Souvenirs d'un Escroc du grand monde..	2	»
FOYER DE L'OPÉRA (le), par H. de Balzac, Gozlan et E. Souvestre.....	2	»
GONZALES (E.). Les Frères de la Côte.....	2	»
GOZLAN (L.). Le plus beau rêve.....	1	»
— Le Dragon Rouge.....		
— Céleste.....	1	





PUBLICATIONS NOUVELLES

DE LA GALERIE LITTÉRAIRE.

- L'AVENTURIER OU LA BARBE-BLEUE, par E. Sue, 3 v. (*épuisé*).
LES FRÈRES DE LA CÔTE, par Emmanuel Gonzalès, 2 vol.
LES ILOTS DE MARTIN-VAZ, roman maritime, par Ed. Corbière, 3 vol.
LE NOM DE FAMILLE, par Aug. Luchet, 2 vol. (*épuisé*).
LA DUCHESSE DE MAZARIN, par Alex. Lavergne, 3 vol.
ADÈLE LAUNAY, par A. Arnould, 1 vol. (*épuisé*).
LÉNA, par M^{me} Ch. Reybaud, 1 vol.
LE BEC DANS L'EAU, par Marc-Michel, 1 vol.
LES PRÉTENDUS, par Fr. Soulié, 2 vol.
LA ROUE DE FORTUNE, par A. Arnould, 1 vol.
THÉRÈSE DUNOYER, par Eug. Sue, 3 vol.
L'HOTEL LAMBERT, par Eug. Sue, 3 vol. (*épuisé*).
LES MYSTÈRES DE PARIS, par Eug. Sue, les 10 premiers vol. (*incessamment le 12^e vol.*).
LE SINGE, *histoire du temps de Louis XIV*, par L. Jacob (bibliophile), 2 vol. (*épuisé*).
L'OUVRIER, par A. Chevalier, 1 vol. (*épuisé*).
ALBERT DE SAINT-POUANCE, par le vicomte H. de Vicil-Castel, 3 vol. (*épuisé*).
LE CADET DE NORMANDIE, par E. Berthet, 2 vol. (*épuisé*).
LE DANGER DES MYSTIFICATIONS, par H. de Balzac, 1 vol.
LA COMTESSE MONTENSIA, par Méry, 1 vol. (*épuisé*).
LE CHATEAU DES PYRÉNÉES, par Fr. Soulié, 4 vol. (*épuisé*).
LA GRANDE VILLE, par P. de Kock, les 4 premiers vol.
LE CORRICOLO, par Alex. Dumas, 3 vol.
LE LOUP-GAROU, par Elie Berthet, 1 vol.
CONSUELO, par George Sand, 7 vol.
HONORINE. — LA FAUSSE MAÎTRESSE, par H. de Balzac, 1 vol.
SYLVANDIRE, par Alexandre Dumas, 2 vol.
NAPOLEON AU CONSEIL D'ÉTAT, par Émile Marco de Sair-Hilaire, 2 vol.



